

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI

=====

Ministère de l'Aménagement du Territoire
et de la Population

=====

Institut National de la Statistique



COMPTES ECONOMIQUES DU MALI

1999 - 2013

Août 2015

Avant-Propos

L'Institut National de la Statistique est heureux de mettre à la disposition des utilisateurs les comptes nationaux définitifs du Mali sur la période 1999-2013. La présente publication qui est une première du genre, diffère des anciennes par son contenu en informations plus détaillées sur les agrégats macroéconomiques.

La méthodologie utilisée est conforme aux recommandations du Système de Comptabilité Nationale de 1993 (SCN93) des Nations Unies. Les travaux ont été réalisés à l'aide du module « ERETES » qui est un outil informatique conçu pour produire les comptes nationaux suivant le SCN 93. ERETES facilite la compilation rapide, cohérente et sécurisée des données. ERETES fait également office de base de données. Les nomenclatures utilisées sont celles des pays membres d'AFRISTAT. Il s'agit de la NAEMA et la NOPEMA qui ont toutefois été réduites afin de les adapter aux réalités de l'économie malienne et d'accélérer la production des comptes nationaux.

Avec la mise en œuvre du Schéma Directeur de la Statistique (SDS), les capacités du Système Statistique Nationale ont été renforcées, notamment dans la production des statistiques administratives. Ceci a permis, d'améliorer nettement la couverture de l'économie. Plus d'une vingtaine de sources de données ont été utilisées.

Enfin, les travaux d'élaboration de cette nouvelle série des comptes nationaux ont été réalisés avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers notamment AFRISTAT, AFRITAC-Ouest, l'UEMOA et la BAD. C'est le lieu de remercier tous ces partenaires ainsi que l'ensemble des acteurs du Système Statistique National, sans la collaboration desquels, ces résultats ne seraient pas atteints.

Le Directeur Général

Seydou Moussa Traoré

SIGLES ET ACRONYMES

AFRISTAT	: Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
AFRITAC-Ouest	: Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique de l'OUEST
BAD	: Banque Africain de Développement
BCEAO	: Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
CAN	: Coupe d'Afrique des Nations
CITI Rév 3	: Classification Internationale Type, par Industrie, Révision 3
ERETES	: Equilibres Ressources Emplois Tableau Entrées Sorties
FBCF	: Formation Brute de Capital Fixe
FCFA	: Franc des Communautés Financières d'Afrique
IADM	: Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale
IHPC	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSEE	: Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
INSTAT	: Institut National de la Statistique
ISBLSM	: Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages
NAEMA	: Nomenclateurs des Activités des Etats membres d'AFRISTAT
NOPEMA	: Nomenclature des Produits des Etats membres d'AFRISTAT
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Économiques
ONU	: Organisation des Nations Unies
PIB	: Produit Intérieur Brut
SCN	: Système de Comptabilité Nationale
SDS	: Schéma Directeur de la Statistique

TCEI : Tableau des Comptes Economiques Intégrés

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Sommaire

Introduction	1
Première Partie : Présentation des résultats	3
1.1. La croissance économique.....	3
1.2. Structure du PIB et évolution par secteurs	5
1.2.1. Structure du PIB.....	5
1.2.2. Secteur Informel.....	7
1.2.3. Evolution sectorielle de la croissance.....	8
1.3. Evolution sectorielle des prix.....	11
1.4. Structure et évolution des emplois du PIB.....	12
1.4.1. Structure des emplois	12
1.4.2. Evolution des emplois	13
1.5. Evolution des prix.....	15
Deuxième Partie : Impact de la révision sur la série PIB plus comparable	16
2.1. Produit Intérieur Brut.....	16
2.2. Impact sur la structure du PIB.....	17
2.3. Les Emplois du PIB	18
2.3.1. Consommation finale.....	18
2.3.2. Formation brute de capital fixe	19
2.4. Les échanges extérieures de biens et services.....	19
2.5. Les critères de convergence de l'UEMOA.....	21
Conclusion	24
Troisième partie : Tableaux de comptes nationaux	25
ANNEXES	i
Annexe 1 : Résumé méthodologique	i
Annexe 2 : Collecte et traitement des sources	vi
Annexe 2 : Définitions et concepts.....	xi

Introduction

L'économie nationale est un ensemble complexe de relations entre les individus et les institutions, portant sur des opérations qu'ils convient d'apprécier afin d'en avoir une évaluation globale. L'utilisation de règles comptables simples et regroupant des opérations possédant une signification et une logique économique propre permet de schématiser l'activité des différents agents.

La méthodologie d'élaboration des comptes nationaux du Mali était jusque-là celle adoptée en 1985 et inspirée de la version 1968 du Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies (SCN 1968). Les besoins en matière de convergence au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ont conduit à apporter à partir de 2003, des modifications à cette méthodologie en vue d'une plus grande comparabilité des agrégats macroéconomiques des pays membres de l'Union. Ce qui a conduit à l'élaboration du PIB plus comparable.

S'agissant de la version 1968 du Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies (SCN 1968), elle a fait l'objet d'une profonde réforme sous les auspices des Nations Unies avec la collaboration du Fonds Monétaire International, de la Banque Mondiale et de l'OCDE. Ces réformes ont abouti à un système rénové, adopté en 1993 par le Conseil Economique et Social de l'ONU¹ et appelé Système de Comptabilité Nationale 1993 (SCN 93). Le SCN 1993 a été construit selon les mêmes principes généraux que son prédécesseur, mais il a introduit de nombreuses innovations se rapportant notamment aux concepts, aux nomenclatures, au système d'évaluation et à la structure comptable.

L'Institut National de la Statistique (INSTAT) a entrepris depuis 1999, la mise en œuvre du Système de Comptabilité Nationale (SCN93) en utilisant le module ERETES. Cet outil adapté au SCN93 permet de produire des comptes nationaux assez détaillés. Les travaux ainsi effectués, ont abouti à la production de comptes de types nouveaux avec plus d'informations que les précédents et comportant :

¹ Un nouveau système de comptabilité nationale a été adopté en 2008 (SCN 2008) dont la mise en œuvre est déjà en cours dans certains pays.

- les équilibres ressources emplois par produit en valeur et en volume ;
- les comptes de branches en valeur et en volume ;
- un tableau des ressources et des emplois en valeur et en volume.

La nouvelle série a pour année de base l'année 1997². Les comptes publiés sont des données définitives sur quinze années (1999 à 2013). L'agrégation des données est faite à partir des sources statistiques les plus exhaustives possibles et qui couvrent tous les domaines de l'économie nationale. Des efforts importants ont été déployés pour la collecte des données ainsi que pour le traitement et l'analyse des sources.

La présente publication comprend trois parties :

- ✓ *la première partie est consacrée à l'analyse de la série des comptes définitifs 1999-2013;*
- ✓ *la deuxième partie fait un rapprochement de la nouvelle série avec la série actuelle dite « PIB plus comparable » et une comparaison dans les deux séries du niveau des critères de convergence de l'UEMOA ;*
- ✓ *la dernière partie présente les principaux tableaux des comptes nationaux.*

² En raison de corrections à apporter sur les comptes de 1997 et 1998, la présente publication se fera sur la période 1999 à 2013.

Première Partie : Présentation des résultats

Durant la période 1999-2013, l'économie malienne a été marquée par de multiples grands faits parmi lesquels on peut mentionner :

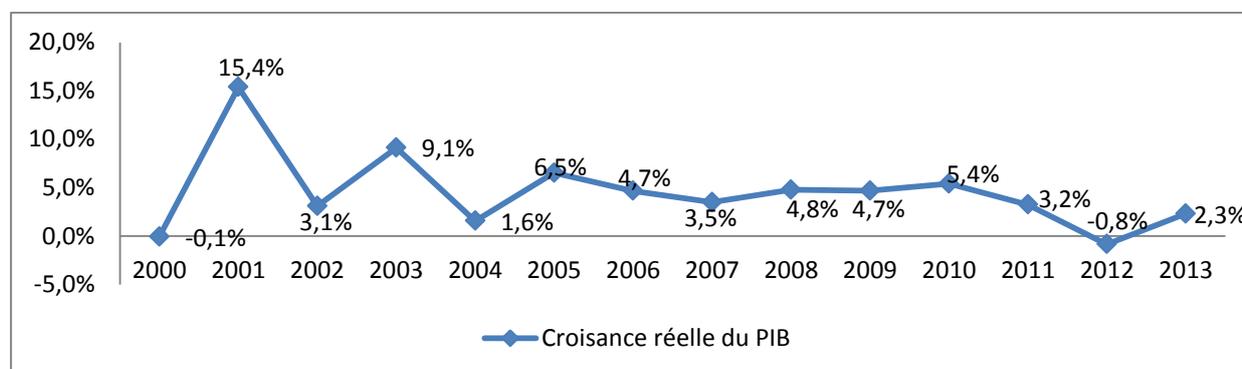
- ✓ la grève des producteurs de coton en 2000 ;
- ✓ l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations en 2002 (CAN 2002) ;
- ✓ la crise ivoirienne de 2002 ;
- ✓ la crise acridienne de 2004 ;
- ✓ les crises alimentaire et financière de 2008 ;
- ✓ la crise politique et sécuritaire de 2012.

Ces différents chocs sont à la base de l'évolution erratique de l'économie malienne.

1.1. La croissance économique

Le Produit Intérieur Brut (PIB) à prix courant a progressé en moyenne de 8,5% par an en passant de 2117,7 milliards de francs CFA en 1999 à 3904,0 milliards de francs CFA en 2007 puis à 6543,9 milliards de francs CFA en 2013. En volume, le PIB a augmenté en moyenne de 4,5% par an soit une variation annuelle moyenne de 3,9% de l'indice implicite des prix du PIB (niveau général des prix) sur la même période.

Graphique n°1 : Evolution du taux de croissance réelle du PIB



Source : INSTAT, août 2015

A l'analyse du taux de croissance de 1999 à 2013, il apparaît une évolution erratique. Sur la période, l'économie malienne a connu deux années de récession à savoir 2000 et 2012 avec respectivement -0,1% et -0,8% de croissance. L'année 2000 ressort comme l'une des années les plus difficiles avec une croissance économique légèrement négative (-0,1%). Elle a été marquée par un recul de la demande intérieure notamment de la consommation finale des ménages avec une contribution négative de 1,3 points à la croissance.

La croissance économique a été relativement faible et inférieure à 5% pour les années 2002, 2004, 2006, 2007, 2008 et 2009. A l'exception de l'année 2002, la croissance a été essentiellement tirée par la consommation finale et dans une moindre mesure par la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF).

Concernant les années 2001, 2003, 2005 et 2010, la croissance a été forte et supérieure à 5,4% avec un pic très marqué de 15% en 2001. Ces performances sont liées aux effets combinés de la hausse de la demande intérieure et de la forte progression des exportations.

Sur la période 2011 à 2013 la croissance a été relativement faible avec un taux de croissance inférieur à 3%. En effet, cette période a été marquée par une baisse importante de la production agricole en 2011 et 2013 et la crise politique et sécuritaire de 2012 et ses effets en 2013. La contribution à la croissance de la consommation finale a été très faible avec en moyenne 1,5 et 0,3 points de croissance respectivement pour la consommation privée et la consommation publique. Par contre la contribution du secteur extérieur a été positive sur la période en liaison avec la hausse des cours de l'or et du coton.

En définitive, la croissance économique est ressortie en variation annuelle moyenne, à 4,5% entre 1999 et 2013.

La consommation finale a été la composante la plus dynamique en particulier sur la période 2005-2010 (en liaison avec les bonnes productions agricoles enregistrées). La contribution de la consommation finale à la croissance a été en moyenne de 4 points par an, avec 3,2 points pour la consommation finale des ménages. Malgré l'essor de la production aurifère qui a boosté les exportations, le solde du commerce extérieur sur la

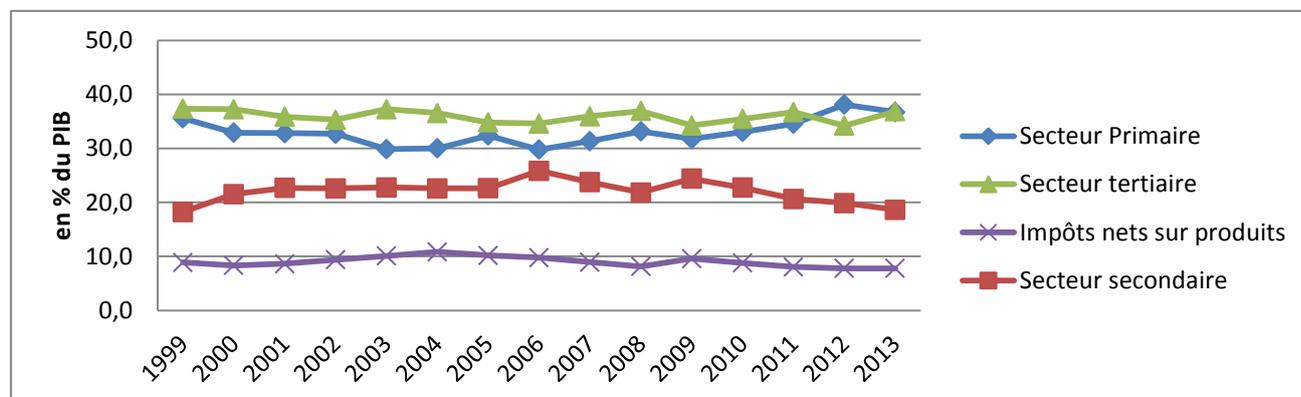
période a en moyenne, contribué négativement à la croissance économique (-0,9 point).

1.2. Structure du PIB et évolution par secteurs

1.2.1. Structure du PIB

La décomposition sectorielle du PIB à prix courant a subi des modifications entre 1999 et 2013. Le poids du secteur tertiaire dans le PIB a légèrement fléchi sur la période 1999 à 2006 avec une moyenne de 36% du PIB. A partir de 2007, cette part a augmenté d'un point de pourcentage en moyenne grâce, en grande partie, à l'essor des télécommunications, des services aux entreprises. Les droits et taxes nets de subventions sur les produits ont représenté en moyenne 9% du PIB entre 1999 et 2005 avant de fléchir légèrement sur le reste de la période. Le fléchissement s'explique par la politique d'exonération pratiquée par l'Etat ces dernières années en vue de sauvegarder le pouvoir d'achat des ménages. Le secteur primaire a perdu progressivement de son importance au profit du secteur secondaire sur la période 1999-2006. En effet, le développement de l'activité extractive ainsi que la bonne tenue de la branche des textiles ont profité considérablement au secteur secondaire. Ainsi de 18% du PIB en 1999, le secteur secondaire est passé à 26% du PIB en 2006. Contrairement au secteur secondaire, la participation à la création de la richesse nationale du secteur primaire a régulièrement diminué entre 1999 et 2006. Le secteur primaire est passé de 36% du PIB en 1999 à 30% du PIB en 2006. A partir de 2007, la tendance s'inverse. Avec le soutien des pouvoirs publics et la régularité de la pluviométrie, le secteur primaire a repris de nouveau du poids dans le PIB, alors que le poids du secteur secondaire dans le PIB a stagné entre 2007 et 2010. Le fléchissement de la production d'or et les difficultés de la branche textile expliquent ce tassement de l'activité du secondaire. Sur la période 2011-2013, la part du secteur secondaire dans le PIB régresse. Elle passe de 22,5% en 2010 à 18,6% en 2013 après 20,6% en 2011 et 19,6% en 2012. Cette tendance s'explique par la crise qu'a connue le pays à partir de 2012.

Graphique n°2 : Evolution de la structure du PIB



Source : INSTAT, août 2015

Le secteur primaire est dominé par la branche agriculture (agriculture vivrière et agriculture d'exportation) et la branche élevage. La branche agriculture a représenté environ 43% du PIB du secteur sur la période. Quant à la branche élevage, elle est ressortie en moyenne à 39% du PIB du Primaire. Les autres branches notamment la pêche et la sylviculture ont contribué pour 18% à la formation du PIB du secteur primaire.

Dans le secteur secondaire, la branche "Autres activités industrielles", qui contient la sous branche "métallurgie et fonderie" reste prépondérante. Elle représente près de 39% de la valeur ajoutée du secteur dont 25% pour la sous branche "métallurgie et fonderie" (Production d'or). Cette dernière branche est celle qui a connu la plus grande progression en lien avec l'essor de la production d'or. En effet, de 16% du PIB du secteur secondaire en 1999, elle est remontée à environ 39% de celui-ci en 2006 (production record d'or) pour ensuite se stabiliser à 27% sur le reste de la période. La branche BTP occupe aussi une place importante dans l'économie malienne. Elle représente en moyenne 31% du PIB du secteur secondaire. L'essor de cette branche est à mettre en rapport avec les grands travaux de construction entrepris par l'Etat au cours de ces dernières décennies jusqu'en 2011 avec en moyenne 33% du PIB du secteur. Sur les deux dernières années, le poids du BTP tombe en moyenne à 20% soit une perte de plus 10 points de pourcentage en relation avec l'arrêt ou la suspension de la plus part des travaux publics à la suite de la crise de 2012. La part de

la branche Industries agroalimentaires est restée stable dans le secteur secondaire et ressort en moyenne à 17% de la valeur ajoutée total du secteur.

Quant au secteur tertiaire, il est dominé par les branches « commerce » et « administrations publiques » qui représentent près 50% de la valeur ajoutée du secteur. La branche « transports et télécommunications » 16% du PIB du tertiaire contre 10% en moyenne pour la branche « services immobiliers et services aux entreprises ».

Tableau n°1 : PIB courant des secteurs par branches d'activités (% du total)

	1999	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Secteur Primaire	100						
Produits de l'agriculture vivrière	32,6	38,5	39,8	44,6	38,0	45,0	38,6
Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	9,2	6,0	5,2	5,5	4,1	5,7	7,3
Produits de l'élevage et de la chasse	38,7	37,2	38,0	32,8	42,3	36,4	40,0
Autres produits	19,5	18,4	17,0	17,1	15,6	12,9	14,2
Secteur secondaire	100						
Produits de l'industrie agroalimentaire	13,0	15,0	18,2	22,7	17,3	14,6	15,4
Textiles et articles d'habillements	17,6	3,5	4,1	3,7	7,8	10,0	8,3
Produits des autres activités industrielles	32,5	43,5	42,8	35,5	39,8	52,1	55,6
Travaux de construction	29,3	34,5	32,4	33,9	32,6	20,8	19,5
Autres produits	7,7	3,5	2,4	4,1	2,6	2,4	1,2
Secteur tertiaire	100						
Commerce	24,2	27,0	26,2	28,4	27,2	25,3	26,9
Services de transports et de communications	18,3	17,7	15,2	14,9	16,2	14,2	13,7
Services immobiliers et services aux entreprises	9,2	9,9	12,1	14,7	9,6	9,7	10,0
Services d'administration publique	20,8	23,2	23,5	22,0	24,0	30,3	28,3
Autres services	27,5	22,1	23,0	20,0	23,0	20,5	21,0

Source : INSTAT, août 2015

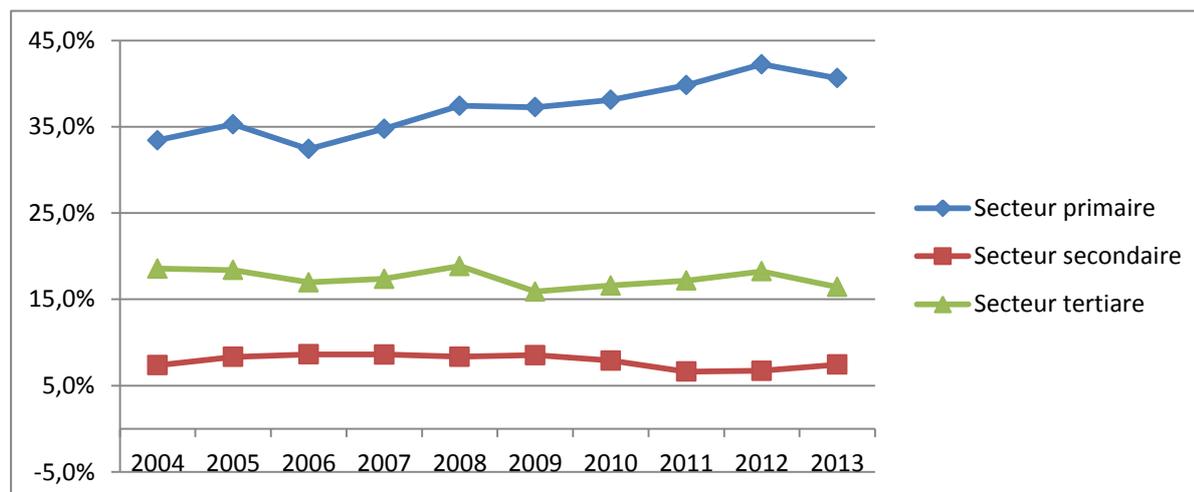
1.2.2. Secteur Informel

L'économie malienne est dominée par le secteur informel. Ce secteur regroupe les entreprises appartenant à des ménages. Ces entreprises ne constituent pas des entités juridiques distinctes et indépendantes des membres du ménage à qui elles appartiennent. De manière pratique, le secteur informel est composé d'unités de production qui ne produisent pas de documents comptables et/ou ne disposent pas d'un numéro d'enregistrement (statistique, fiscal ou registre de commerce).

Le secteur informel contribue pour près de 55% du PIB. Hors secteur primaire, il ne représente que 22% du PIB.

Par secteur, l'informel représente près de 98% du secteur primaire et 66% du secteur tertiaire. Son poids dans le secteur secondaire reste relativement plus faible que dans les autres secteurs avec seulement 22%.

Graphique n°3 : Part de l'informel dans les secteurs



Source : INSTAT, août 2015

1.2.3. Evolution sectorielle de la croissance

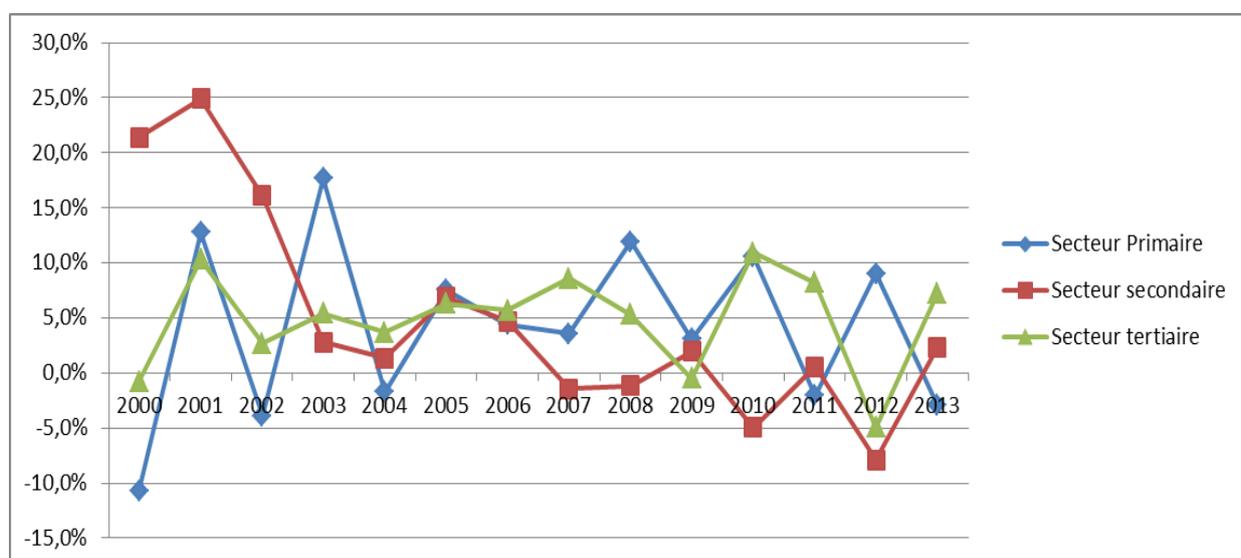
Sur la période sous revue, la croissance réelle a été très erratique dans les secteurs primaire et secondaire et assez stable dans le secteur tertiaire.

La croissance dans le secteur primaire a été très instable à cause notamment de l'évolution très variable de la branche agriculture. Celle-ci a subi certains chocs entre 1999 et 2004 liés entre autres aux aléas climatiques, à la grève des producteurs de coton, à l'invasion acridienne et à la mise en œuvre de l'initiative riz à partir de 2008 marquée par l'octroi de subventions aux intrants agricoles. Cette initiative a été par la suite élargie aux autres spéculations. La sous branche agriculture vivrière a eu une croissance très faible entre 1999 et 2004. Sa croissance a été en moyenne de 0,8% à cause de la mauvaise pluviométrie en 2000, 2002 et l'invasion acridienne en 2004. Par contre depuis 2005, elle a été particulièrement dynamique avec une croissance

annuelle moyenne de 12,6% en liaison avec la bonne pluviométrie et les mesures entreprises par les pouvoirs publics dans ce secteur (l'intensification des programmes d'aménagements, le programme de pluies provoquées et l'initiative riz). De 2011 à 2013, la croissance a été en moyenne de -5,2% imputables à la baisse de la production agricole en 2011 et 2013.

Contrairement à l'agriculture vivrière, l'agriculture d'exportation (coton) a évolué en moyenne de 19% sur la période 1999-2004 avec des taux exceptionnels de 129% en 2001 et 41% en 2003. Cependant en 2004, l'agriculture d'exportation a été confrontée à d'énormes difficultés liées au bas niveau du prix du coton et occasionnant du coup des difficultés de remboursement des crédits agricoles et une accumulation excessive de dettes vis à vis des producteurs. Dès lors, la production de coton a emprunté une trajectoire baissière, avec une croissance moyenne annuelle de -13,2% entre 2005 et 2007. A partir de 2008, avec la politique de subventions des intrants agricoles, la croissance de la branche a été relancée. Elle a crû en moyenne de 8,5%.

Graphique n°4 : Evolution du taux de croissance réelle par secteur



Source : INSTAT, août 2015

Le secteur secondaire est aussi le secteur qui a connu une évolution très erratique dans la période sous revue avec une croissance annuelle moyenne de 4,4%. Cette croissance a été très forte entre 1999 et 2006 avec une moyenne de près de 11,2% de taux de croissance en rapport avec le développement de l'extraction minière et le

dynamisme de la branche bâtiments et travaux publics (les travaux de l'organisation de la CAN 2002, les programmes de désenclavement intérieur et extérieur du Mali, la réalisation de logements sociaux etc.). La branche BTP a crû en moyenne de 12% avec seulement des ralentissements en 2002 et 2006 (fin des travaux de la CAN 2002). L'installation de plusieurs entreprises minières, l'intensification de l'exploitation et de l'exploration minière, ont fait progresser fortement la branche métallurgie et fonderie de l'ordre de 24% de croissance par an. Les industries agroalimentaires se sont aussi bien comportées entre 1999 et 2006 (7% en moyenne) alors que la production de la branche « textiles et habillements » a subi les effets de la crise du coton en affichant une progression moyenne de -5%.

A partir de 2007, la croissance du secteur secondaire a été très faible. La production du secteur a même enregistré une baisse assez importante en 2012 (-7,9%). A l'exception de la branche « des BTP » et « électricité –eau » qui affichent une bonne croissance jusqu'en 2010 avec la poursuite des grands travaux de l'Etat (3^e pont de Bamako et autres travaux d'infrastructures et de logements sociaux) toutes les autres branches du secondaire ont contribué négativement à la croissance du secteur secondaire. La situation du secteur s'est encore davantage détériorée avec la crise de 2012.

Le secteur tertiaire a été le secteur le plus stable avec une croissance régulière sauf entre 2009 et 2012. Il a bénéficié du développement de la téléphonie mobile ainsi que de l'impact positif du développement des infrastructures de transports. La croissance enregistrée dans le secteur est ressortie en moyenne à 5,1% et a été tirée essentiellement par le commerce (7,6%), les transports et télécommunications (7,8%) et les administrations publiques (4,3%).

En termes de contribution à la croissance, le secteur tertiaire est le secteur qui a apporté le plus de points (1,8). Il est suivi du secteur primaire et du secteur secondaire avec respectivement 1,4 et 1,1 points de croissance en moyenne.

Tableau n°2 : Evolution des contributions à la croissance

	2000	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Secteur Primaire	-3,8	1,1	3,7	1,0	3,4	-0,7	3,1	-1,1
Produits de l'agriculture vivrière	-2,4	0,4	2,7	0,7	1,6	-1,7	2,1	-1,6
Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	-1,6	-0,6	0,1	0,2	0,2	0,0	0,2	0,0
Produits de l'élevage et de la chasse	0,3	0,8	0,7	0,4	1,0	0,9	0,5	0,3
Autres produits	-0,1	0,5	0,3	-0,3	0,5	0,1	0,3	0,1
Secteur secondaire	3,9	-0,4	-0,3	0,4	-1,2	0,1	-1,6	0,5
Produits de l'industrie agroalimentaire	2,1	0,2	-0,4	0,3	0,2	0,4	-0,3	0,3
Textiles et articles d'habillements	0,0	0,2	0,3	0,0	0,2	0,3	0,4	-0,2
Métallurgie fonderie (Or)	0,1	-2,1	-0,6	-0,4	-2,3	-1,0	0,4	0,1
Travaux de construction	1,5	0,9	0,1	0,3	0,3	0,1	-2,2	0,2
Autres	0,3	0,4	0,2	0,2	0,4	0,4	0,1	0,1
Secteur tertiaire	-0,3	3,0	1,9	-0,2	3,7	2,9	-1,8	2,5
Commerce	-0,1	0,7	1,5	-0,6	1,3	1,6	-0,4	0,7
Services de transports et de communications	-1,2	0,8	0,1	0,6	1,0	1,0	0,3	0,5
Services immobiliers et services aux entreprises	-0,3	0,6	0,0	0,2	0,3	-0,3	-0,2	0,4
Services d'administration publique	1,2	0,2	0,5	-0,8	0,4	0,2	-0,9	0,2
Autres services	0,0	0,6	-0,2	0,4	0,8	0,5	-0,6	0,6
Impôts nets sur produits	0,1	-0,2	-0,6	3,4	-0,5	0,9	-0,5	0,5
Produit intérieur brut au prix du marché	-0,1	3,5	4,8	4,7	5,4	3,2	-0,8	2,3

Source : INSTAT, août 2015

1.3. Evolution sectorielle des prix

L'évolution générale des prix mesurée par le déflateur du PIB a été très volatile (3% en moyenne sur la période). Cette évolution a été marquée par quatre facteurs importants qui sont :

- l'année 2003 avec une baisse importante des prix (-7,6%) liée à la bonne campagne agricole de 2002 ;
- l'année 2005 marquée par une hausse importante des prix (+7,5%) en relation avec la baisse importante de la production agricole due à l'invasion acridienne de 2004 ;

- l'année 2008 marquée aussi par une hausse importante des prix (8%) liée à la crise alimentaire et à la flambée des prix du pétrole dont les effets se sont poursuivis en 2009,
- et l'année 2012 avec une hausse de l'inflation de 5,2% en liaison avec la mauvaise campagne agricole de 2011 et la crise politique et sécuritaire de 2012.

Par secteur, le déflateur du primaire est celui qui a beaucoup influencé le niveau général du déflateur du PIB. Il ressort en variation moyenne à 4,7% et est fortement lié aux fluctuations de la production agricole. La variation du déflateur du secteur secondaire atteint en moyenne 3,7%. La rentabilité dans ce secteur est étroitement liée aux prix des intrants (consommations intermédiaires) et aux cours des principaux produits exportés. Les crises alimentaires de 2008 et 2011 ont beaucoup impacté le niveau du déflateur du secteur. Quant au secteur tertiaire, la variation du niveau général des prix ressort à 3%. Ce secteur bénéficie de la baisse des prix dans la branche transports et télécommunications notamment avec l'essor de la téléphonie mobile.

D'une manière générale, on peut relever une certaine corrélation entre le déflateur du PIB et celui de la valeur ajoutée du secteur primaire. La variation des prix au niveau du secteur primaire impacte de manière significative le niveau général des prix au Mali.

1.4. Structure et évolution des emplois du PIB

1.4.1. Structure des emplois

L'analyse de la structure des emplois du produit intérieur brut montre la prédominance de la consommation finale des ménages (en moyenne 72% du PIB sur la période). Le poids de la consommation finale des ménages a régressé entre 1999 et 2004, passant de 77% à 71% du PIB avant de fluctuer autour de 70% en moyenne sur le reste de la période. Ce fléchissement de la consommation finale des ménages a profité à la formation brute de capital fixe, qui s'est beaucoup améliorée sur la période. Le taux d'investissement a été en moyenne de 20% entre 1999 et 2010. Ce taux a décliné sur les trois dernières années jusqu'à 15% en 2012. La consommation des administrations publiques quant à elle, ressort en moyenne à 15% du PIB, mais fléchit légèrement entre 2005 et 2007 et se situe à 13,5% environ. La variation des stocks reste nettement inférieure à 3% sauf en 2001, 2007 et 2010.

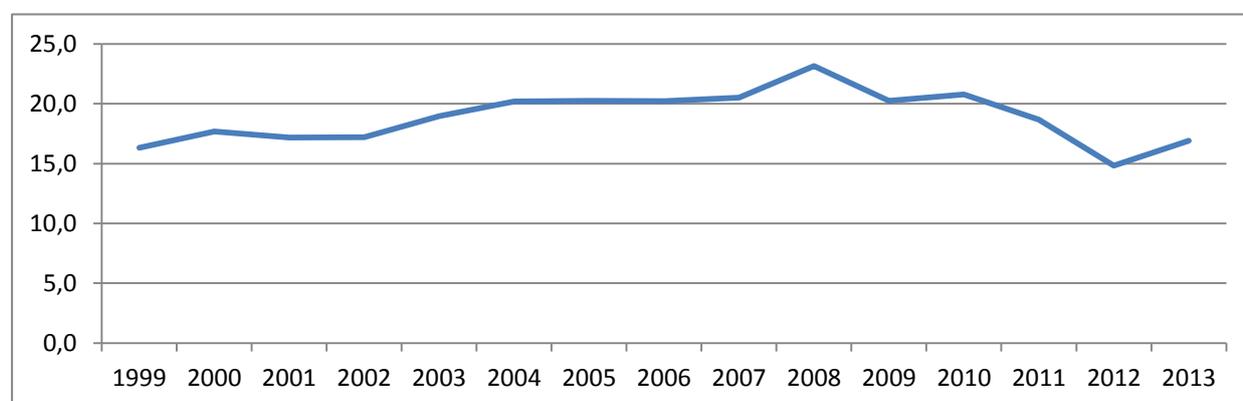
Le solde des échanges extérieurs a fluctué en fonction des performances des exportations, les importations étant restées pratiquement stables. Le solde des biens et services reste déficitaire mais avec des améliorations notables en 2002 (-1,7%) en 2006 (-4,6%) et 2012 (-3,2%). Il a été en moyenne de -7,8% du PIB.

Tableau n°3 : Structure des emplois du PIB courant (en % du PIB total)

	1999	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Consommation Finale	91,6	84,5	89,0	85,1	88,3	88,7	86,2	89,5
Consommation finale des ménages	76,9	70,5	73,4	70,5	72,6	69,9	70,7	72,8
Consommation des administrations publiques	14,7	13,9	15,6	14,6	15,7	18,8	15,5	16,7
Formation brute de capital fixe	16,3	20,5	23,1	20,2	20,8	18,7	14,8	16,9
Variation de stocks	1,6	3,4	1,1	1,8	3,3	1,1	2,4	0,9
Solde des échanges extérieurs	-9,5	-8,3	-13,3	-7,1	-12,3	-8,5	-3,4	-7,3
Exportations de biens et services	20,3	24,2	25,3	21,7	22,8	22,7	27,9	25,3
Importations de biens et services	-29,8	-32,5	-38,5	-28,8	-35,1	-31,2	-31,3	-32,6

Source : INSTAT, août 2015

Graphique n°5 : Evolution du taux d'investissement



Source : INSTAT, août 2015

1.4.2. Evolution des emplois

La consommation finale des ménages a été dynamique dans la période sous revue. En volume, elle a progressé en moyenne de 4,5% avec deux mauvaises années (2000 et 2002) marquées par des croissances négatives. En termes de contribution, la

consommation finale des ménages a apporté en moyenne 3,3 points de croissance au PIB.

La formation brute de capital fixe a enregistré les évolutions les plus remarquables avec une croissance réelle moyenne de 7,5% et une contribution de 1,4 points de pourcentage. Cette progression a été très forte en moyenne jusqu'en 2011 avant de connaître une chute importante en 2012.

Les variations de stocks ont contribué en moyenne à 0,1 point de croissance avec des niveaux plus élevés en 2001 et 2003 en rapport avec les récoltes abondantes au niveau de l'agriculture.

Tableau n° 4 : Contribution des emplois à la croissance du PIB

	2000	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
PIB	-0,1	3,5	4,8	4,7	5,4	3,2	-0,8	2,3
Consommation des ménages	-1,3	4,1	5,7	4,2	7,5	1,6	0,8	1,9
Consommation publique	1,4	0,9	1,1	0,4	1,1	1,9	-2,7	1,0
Formation brute de capital fixe	0,9	1,0	4,4	-0,2	2,2	3,1	-4,5	2,3
variations de stocks	-1,9	1,6	-0,8	1,3	2,4	-2,9	1,9	-1,7
Exportations	1,0	-3,0	0,2	-2,8	-0,1	1,4	2,0	0,7
Importations	-0,2	-1,0	-5,7	1,8	-7,7	-1,9	1,6	-1,9
Secteur extérieur	0,9	-4,0	-5,6	-1,0	-7,7	-0,5	3,6	-1,1
Demande totale	0,1	4,5	10,5	2,9	13,1	5,2	-2,5	4,2
Demande intérieure	-0,9	7,5	10,3	5,6	13,2	3,8	-4,5	3,5
Demande finale	2,0	3,0	11,3	1,6	10,7	8,1	-4,4	5,9
Demande Intérieure hors Stocks	1,0	5,9	11,2	4,4	10,7	6,6	-6,4	5,2

Source : INSTAT, août 2015

Quant aux importations et aux exportations, en moyenne, elles ont progressé en volume de 6,7% et 5,1 % respectivement. Les exportations ont été tirées par la production d'or. L'or est devenu ainsi le premier produit d'exportation du Mali. La progression des exportations a été plus forte dans la période 1999-2006. En moyenne, elles ont augmenté de plus de 10% avec l'essor de la production d'or et l'embellie de la production de coton. Cette moyenne est retombée à près de -6% entre 2007 et 2010 avec les difficultés enregistrées dans les productions des branches « extraction et textiles ». Mais l'envolée des cours de l'or à partir de 2011 a boosté les exportations qui ont augmentés en moyenne de 5% entre 2011 et 2013. La contribution à la

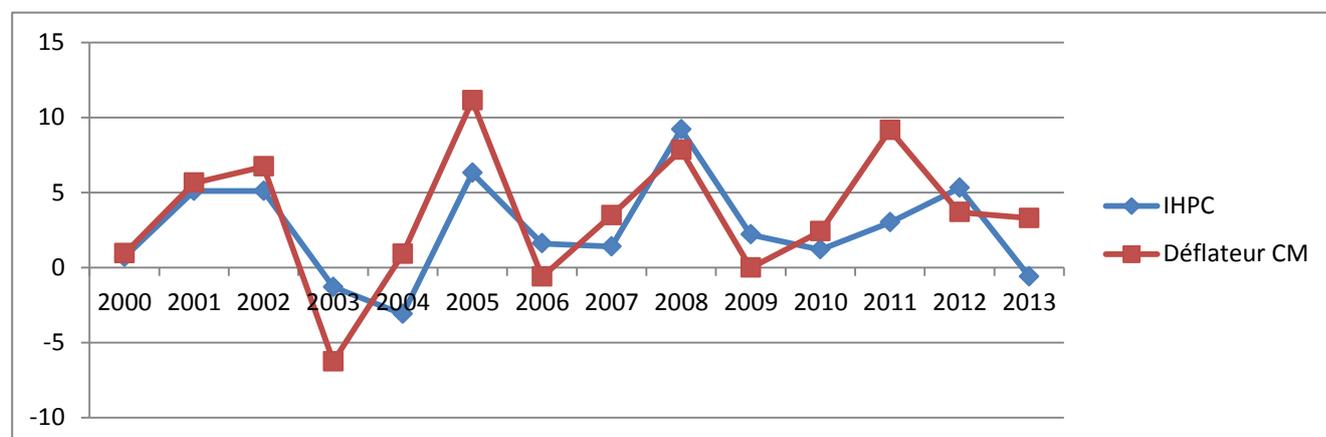
croissance du solde des échanges extérieurs est restée légèrement négative avec -0,9 point de pourcentage.

1.5. Evolution des prix

En général les prix ont été bien maîtrisés dans la période malgré quelques années où le taux l'inflation a été élevé. En moyenne, la variation du déflateur du PIB a progressé de 3,9% avec des niveaux plus élevés en 2005, 2008, 2009 et 2011.

Le déflateur de la consommation finale des ménages a évolué dans les mêmes proportions que celui du PIB. Il ressort à 3,5% en moyenne et reste supérieur à l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC).

Graphique n°6 : Evolution comparative de l'IHPC et du déflateur de la consommation finale des ménages (%)



Source : INSTAT, août 2015

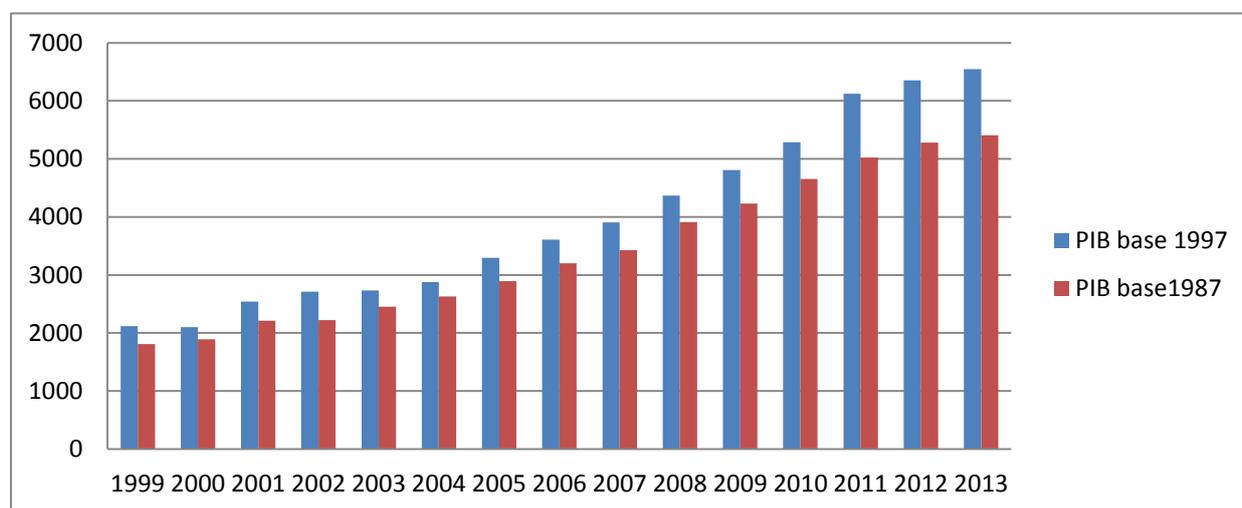
Deuxième Partie : Impact de la révision sur la série PIB plus comparable

2.1. Produit Intérieur Brut

La révision des comptes nationaux apporte au minimum deux améliorations substantielles : d'une part, une adaptation de la couverture et des définitions des comptes aux réalités économiques nouvelles et aux besoins d'information nouveaux et d'autre part, une réévaluation des niveaux des grands agrégats par la mobilisation de sources statistiques non exploitées auparavant.

Les résultats définitifs de la rénovation des comptes nationaux montrent que le PIB à prix courants est ressorti en hausse de 15,2 % en moyenne par rapport à son niveau dans les comptes du « PIB plus comparable ». En comparaison, cette hausse reste inférieure à celle constatée en Afrique lors des dernières révisions des comptes nationaux avec notamment le Kenya en 2014 (25%), le Ghana (60%) et le Nigéria (59%).

Graphique n° 7 : Evolution du PIB courant des deux séries (en milliards de FCFA)

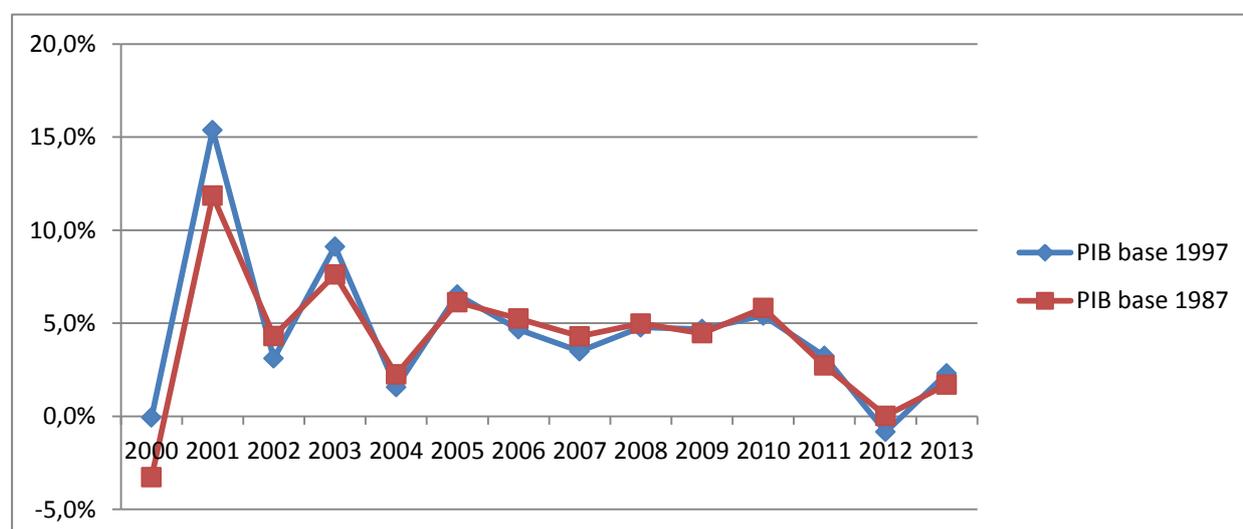


Source : INSTAT, août 2015

La croissance économique mesurée par l'évolution en volume du PIB est également revue légèrement à la hausse par rapport aux comptes actuels. En effet, en moyenne sur la période 1999 à 2013, le taux de croissance du PIB est ressorti à 4,5% contre

4,2% pour les comptes actuels soit un gain de 0,3 point de pourcentage par an. Toutefois, l'allure de cette croissance observée dans le temps est restée quasi identique à celle affichée par le PIB dit « plus comparable ». Le SCN 93 recommande le calcul des évolutions en volume en utilisant les prix de l'année précédente au lieu de ceux d'une année de base fixée comme c'était le cas dans la série « PIB comparable » où l'année de base était fixée à 1987. Cette approche d'année de base fixe a pour conséquence de figer dans le temps, la structure des prix relatifs tandis que la nouvelle approche prend en compte l'évolution dans le temps de la structure des prix relatifs.

Graphique n° 8 : Evolution des taux de croissance réelles deux séries



Source : INSTAT, août 2015

2.2. Impact sur la structure du PIB

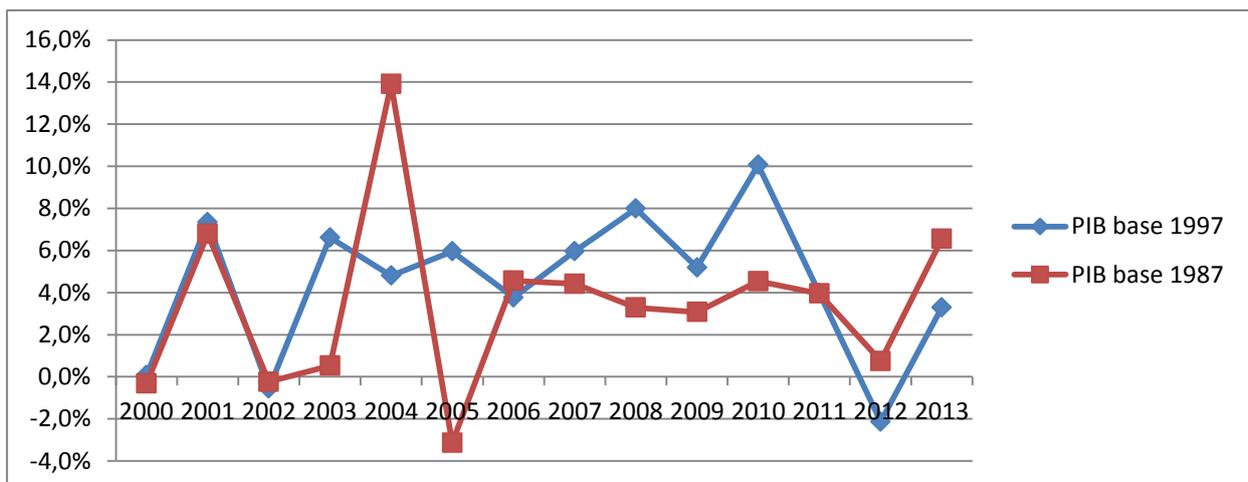
La structure de l'économie change légèrement entre les deux séries. En effet, si le poids du secteur tertiaire dans le PIB reste le même dans les deux séries (en moyenne 36% du PIB), le secteur primaire perd deux (2) points de pourcentage du PIB au profit du secteur secondaire dans la nouvelle série. Le secteur primaire ressort en moyenne à 32% contre 34% dans le PIB plus comparable. Le secteur secondaire quant à lui, a été en moyenne de 22,5% contre 20,6% dans le PIB plus comparable.

2.3. Les Emplois du PIB

2.3.1. Consommation finale

L'une des améliorations des nouveaux comptes réside dans la mise en évidence de la consommation des administrations privées encore appelées « institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) ». De manière générale la consommation finale a été réévaluée à près de 20% par rapport à la série « PIB plus comparable ». Cette variation est due en grande partie à la consommation des ménages. Les tendances restent les mêmes en niveau, mais les variations en volume sont assez différentes entre les deux séries.

Graphique n°9 : Evolution du taux de croissance réelle de la consommation finale



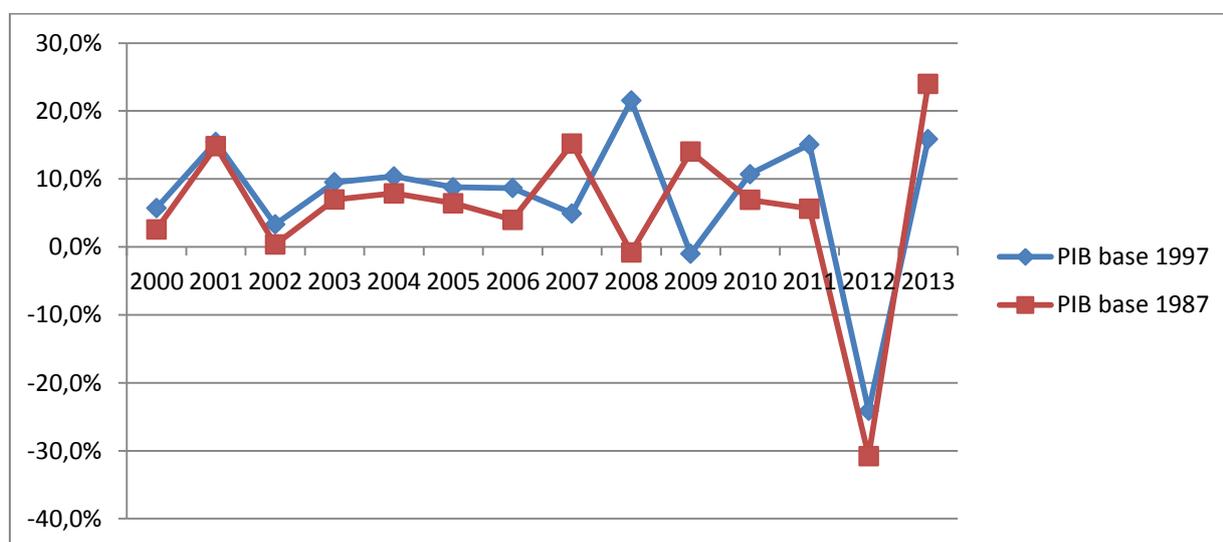
Source : INSTAT, août 2015

Dans les nouveaux comptes, la consommation finale a évolué en moyenne de 4,5% entre 1999 et 2013 contre 3,5% dans la série « PIB plus comparable ». Les évolutions sont très différentes pour certaines années avec une variation importante de 13,9% en 2004 pour la série PIB plus comparable contre 4,8% pour la nouvelle série.

2.3.2. Formation brute de capital fixe

Dans la nouvelle série de comptes nationaux, le niveau de la formation brute de capital fixe comme celui de la plupart des agrégats est supérieur à ce qui ressort de la série du PIB comparable (environ 17%). Mais en termes de tendances les 2 séries restent semblables. Le taux de croissance moyen sur la période 1999-2013 pour les comptes rénovés ressort à 7,5% contre 5,5% pour le « PIB comparable ».

Graphique n°10 : Evolution du taux de croissance réelle de la FBCF

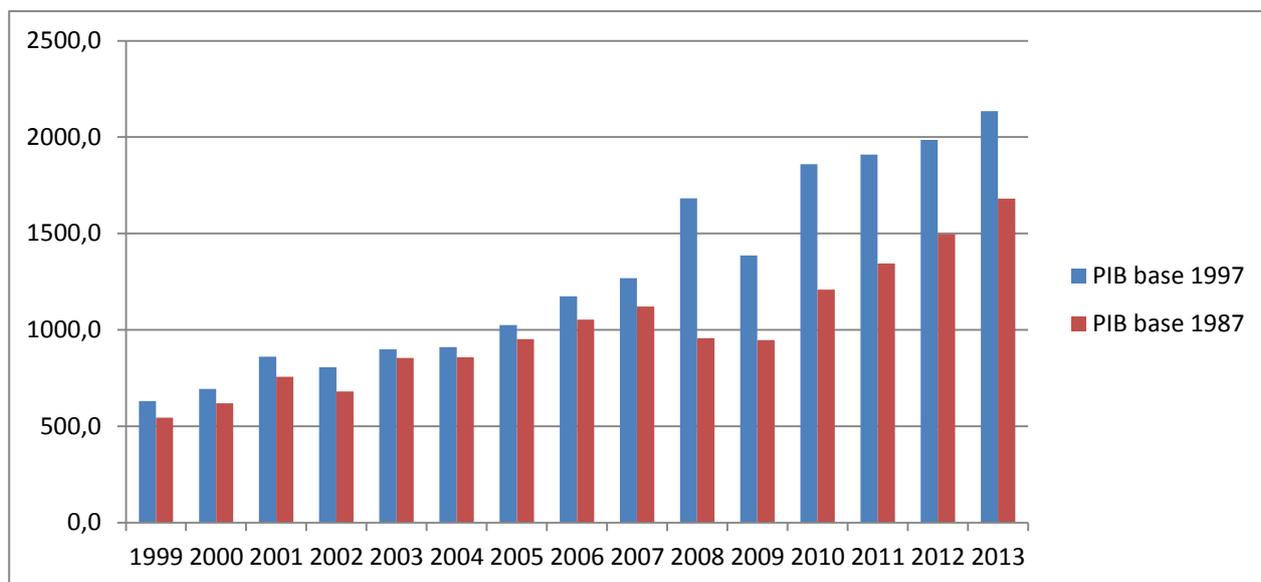


Source : INSTAT, août 2015

2.4. Les échanges extérieurs de biens et services

Les opérations avec le reste du monde ont été traitées à partir des publications officielles des statistiques du commerce extérieur détaillées et de la balance des paiements. Les différences qui peuvent subsister proviennent le plus souvent des ajustements faits au moment des équilibres ressources-emplois sur certaines statistiques du commerce extérieur. De plus, il faut noter la prise en compte des exportations de l'électricité du Barrage de Manantali vers le Sénégal et la Mauritanie.

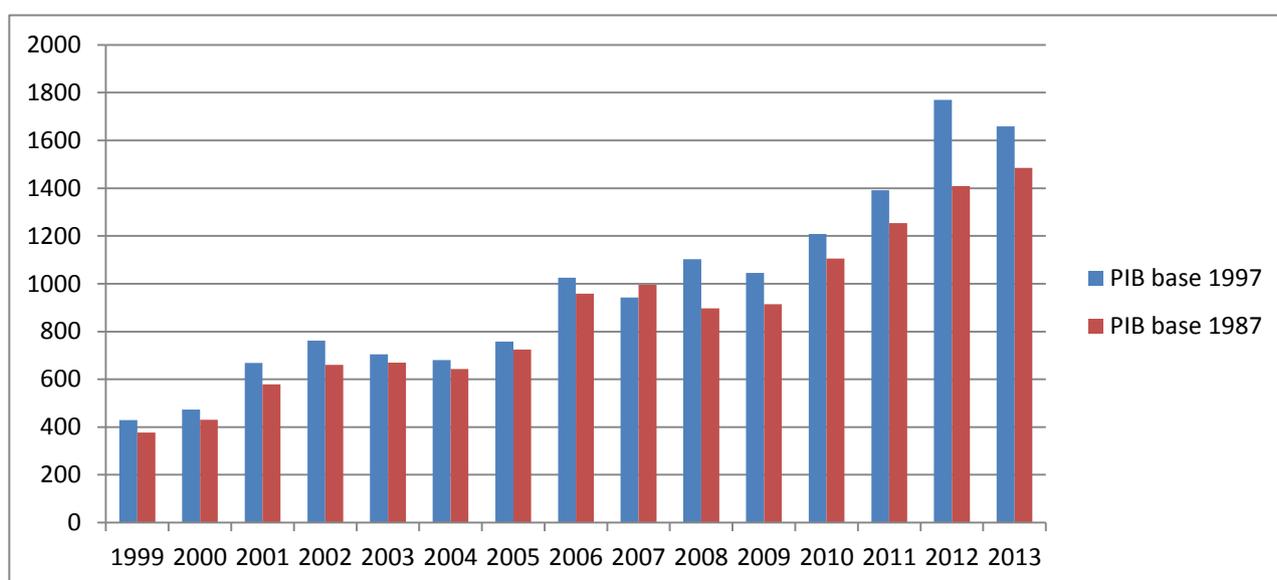
Graphique n°11 : Importations de biens et services



Source : INSTAT, août 2015

Les importations et les exportations ont des évolutions quasi identiques dans les deux séries.

Graphique n°12 : Exportations de biens et services



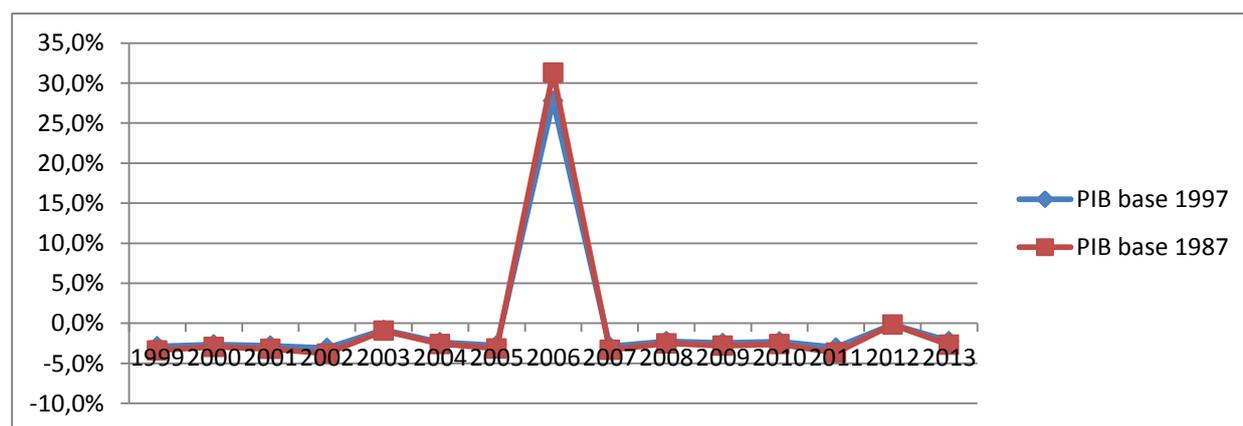
Source : INSTAT, août 2015

En ce qui concerne les taux de croissance, on peut constater des différences parfois considérables entre les deux séries. En effet, la croissance des exportations est ressortie en volume à 5,1% en moyenne pour la nouvelle série contre 4,4% pour la série « PIB plus comparable », soit un gain de 0,7 point de pourcentage par an. Pour les importations, cette différence est plus marquée avec une croissance de 6,7% contre 1,9%.

2.5. Les critères de convergence de l'UEMOA

Le niveau du PIB a été majoré de près de 15,2% comme ci-dessus mentionné. Cette réévaluation a un impact sur certains critères de convergence notamment ceux qui sont exprimés en pourcentage du PIB. Cet impact sur les critères de convergence est différent selon qu'il s'agisse d'un seuil minimum à atteindre (pression fiscale) ou d'un seuil à ne pas dépasser (Solde budgétaire global, dons compris, taux d'endettement). Le ratio du solde budgétaire global passe de -2,5 % pour la série PIB plus comparable à -2,2% pour la nouvelle série en moyenne sur la période 2007 à 2013 soit une légèrement amélioration de 0,3 point de pourcentage

Graphique n°13 : Solde budgétaire global

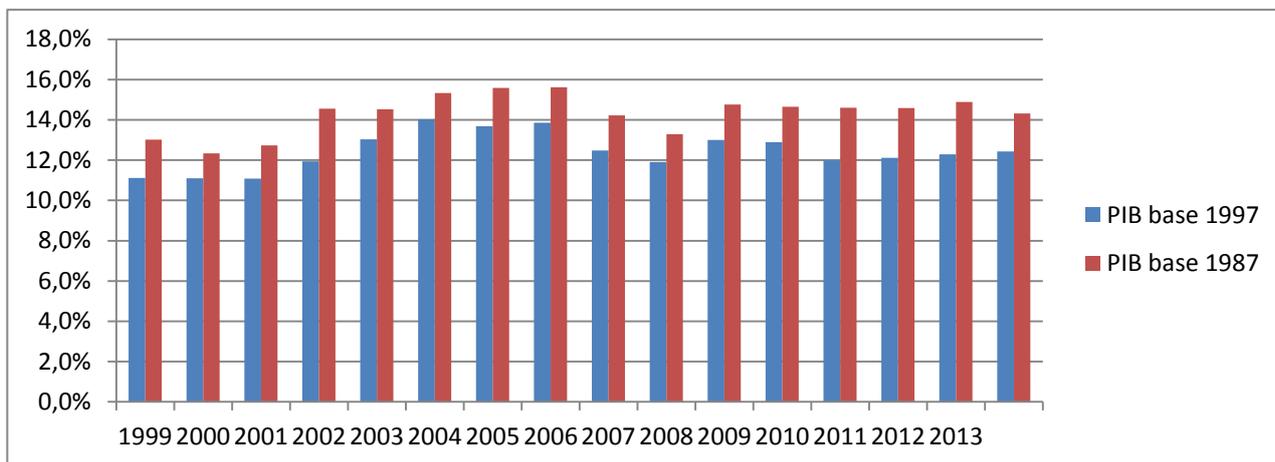


Source : INSTAT, août 2015

Le ratio « Encours de la dette publique par rapport au PIB » s'améliore en passant de 28,5% pour la série Pib plus comparable à 24,6% pour la nouvelle série en moyenne sur la période post IADM soit une amélioration de 4 points de pourcentage. Avec la

nouvelle série le critère est respecté à partir de 2002 au lieu de 2003 pour la série PIB plus comparable. Quant au taux de pression fiscale, il se dégrade encore plus par rapport à l'objectif de 17%. En moyenne, il est de 12,4% dans la nouvelle série contre 14,3% pour la série PIB comparable soit une perte de 2 points de pourcentage du PIB.

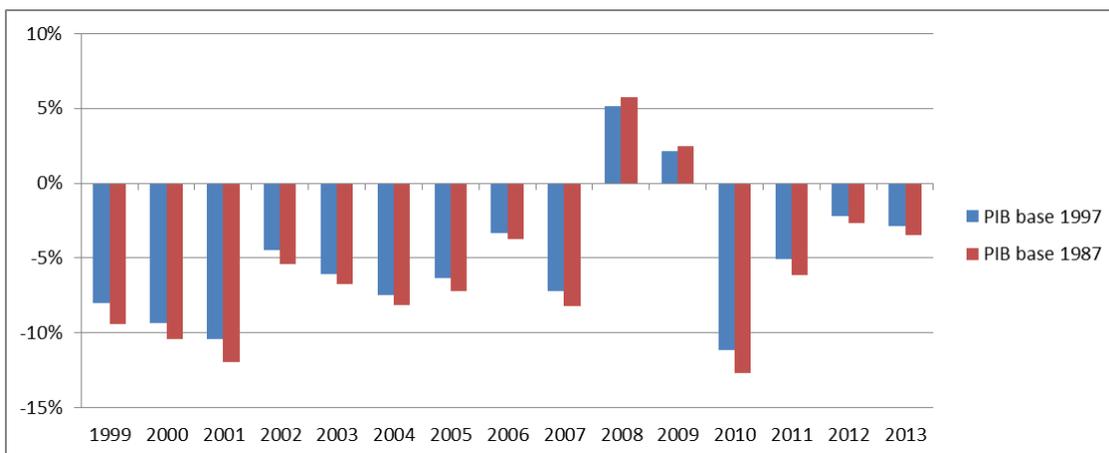
Graphique n°13 : Taux de pression fiscale



Source : INSTAT, août 2015

Le solde des transactions courantes de la balance des paiements s'améliore légèrement. Il ressort en moyenne à 5,0% du PIB pour la série renouvelée contre 6% pour la série PIB plus comparable.

Graphique N°14 : Solde extérieur courant rapport au PIB



Source : INSTAT, août 2015

Tableau n°5 : les critères de convergence en fonction des deux séries

	1999	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Critères de premier rang								
Solde budgétaire global								
PIB base 1997	-2,9%	-2,9%	-2,2%	-2,5%	-2,3%	-3,0%	-0,1%	-2,2%
PIB base 1987	-3,4%	-3,3%	-2,5%	-2,8%	-2,6%	-3,7%	-0,2%	-2,7%
Encours de la Dette sur PIB								
PIB base 1997	76,4%	18,9%	19,2%	22,2%	25,7%	23,9%	24,3%	24,3%
PIB base 1987	89,4%	21,6%	21,4%	25,3%	29,2%	29,1%	29,3%	29,4%
Critère de second rang								
Taux de pression fiscale								
PIB base 1997	11,1%	12,5%	11,9%	13,0%	12,9%	12,0%	12,1%	12,3%
PIB base 1987	13,0%	14,2%	13,3%	14,8%	14,6%	14,6%	14,6%	14,9%
Autres critères								
Solde courant de la balance des paiements								
PIB base 1997	-8,0%	-7,2%	5,1%	2,2%	-11,1%	-5,1%	-2,2%	-2,9%
PIB base 1987	-9,4%	-8,2%	5,7%	2,5%	-12,7%	-6,2%	-2,6%	-3,5%

Source : *INSTAT, août 2015*

Conclusion

La rénovation des comptes nationaux suivant les recommandations du SCN93 avec l'utilisation du Module ERETES comme outil d'élaboration de ces comptes ont permis d'améliorer de manière significative le niveau et la qualité des différents agrégats macroéconomiques.

Les travaux ont été menés avec l'assistance technique d'AFRISTAT, d'AFRITAC-de l'Ouest et de l'INSEE.

En termes de perspectives, l'INSTAT envisage, dans le cadre des tableaux recommandés par le SCN93, d'améliorer et de publier dans les prochaines années, le Tableau des Comptes Economiques Intégrés (TCEI) qui retrace l'ensemble des informations économiques et financières des secteurs institutionnels ainsi que l'ensemble des relations avec le reste du monde.

Troisième partie : Tableaux de comptes nationaux

1. Décomposition du produit intérieur brut

1.1. Ressources et emplois des biens et services aux prix courants

en Milliards de FCFA

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ressources															
Produit intérieur brut	2 117,7	2 103,3	2 540,2	2 711,1	2 733,7	2 876,2	3 294,1	3 607,8	3 904,0	4 366,5	4807,3	5288,9	6123,9	6352,4	6543,9
Importations de biens et services	630,5	692,9	860,8	806,3	898,3	909,9	1 025,7	1 174,3	1 268,7	1 682,0	1386,1	1859,0	1909,9	1986,0	2135,0
TOTAL	2 748,2	2 796,2	3 401,0	3 517,5	3 631,9	3 786,1	4 319,7	4 782,1	5 172,7	6 048,4	6193,5	7147,9	8033,8	8338,4	8679,0
Emplois															
Consommation finale des ménages	1 629,5	1 616,8	1 831,2	1 912,6	1 933,0	2 038,3	2 418,5	2 513,4	2 753,3	3 207,1	3389,6	3839,6	4283,4	4493,7	4764,2
Consommation des administrations publiques	311,0	345,3	381,0	416,4	425,5	444,7	456,1	478,5	544,4	679,7	700,4	829,7	1150,9	983,6	1091,5
Formation brute de capital fixe	345,6	371,6	436,5	466,1	518,5	580,6	666,8	729,0	800,2	1 010,7	972,6	1098,7	1142,5	941,3	1106,0
Variation de stocks	33,3	-10,3	84,0	-39,2	50,4	41,5	21,1	35,5	131,8	47,6	86,1	172,0	65,3	150,2	58,8
Exportations de biens et services	428,9	472,8	668,4	761,5	704,5	681,0	757,3	1 025,7	942,9	1 103,3	1044,9	1207,8	1391,7	1769,5	1658,5
TOTAL	2 748,2	2 796,2	3 401,0	3 517,5	3 631,9	3 786,1	4 319,7	4 782,1	5 172,7	6 048,4	6193,5	7147,9	8033,8	8338,4	8679,0

1.2. Ressources et emplois des biens et services en volume (aux prix de l'année précédente)

En milliards de FCFA

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ressources														
Produit intérieur brut	2 116,4	2 426,7	2 619,1	2 958,3	2 776,3	3 064,2	3 447,6	3 733,9	4 090,3	4570,8	5067,6	5460,3	6072,7	6498,7
Importations de biens et services	634,0	862,3	813,6	885,4	888,2	962,2	1 135,1	1 212,1	1 492,3	1602,4	1756,0	1961,5	1808,9	2104,0
TOTAL	2 750,4	3 289,0	3 432,7	3 843,7	3 664,5	4 026,4	4 582,7	4 946,0	5 582,6	6173,2	6823,6	7421,8	7881,6	8602,7
Emplois														
Consommation finale des ménages	1 601,8	1 733,3	1 792,2	2 062,1	2 019,9	2 176,2	2 529,0	2 660,6	2 974,2	3390,0	3749,3	3924,1	4334,0	4612,6
Consommation des administrations publiques	340,1	372,8	407,5	421,1	451,9	454,6	453,9	509,7	587,0	698,5	752,4	931,0	984,2	1045,0
Formation brute de capital fixe	365,3	429,0	450,9	510,5	572,3	631,6	724,4	764,9	972,5	1000,3	1076,6	1264,4	867,1	1090,6
Variation de stocks	-7,1	71,5	-17,7	159,4	-43,9	1,8	45,3	91,8	99,2	103,0	203,1	19,9	182,8	39,8
Exportations de biens et services	450,4	682,3	799,8	690,7	664,3	762,1	830,2	918,9	949,7	981,3	1042,2	1282,3	1513,6	1814,6
TOTAL	2 750,4	3 289,0	3 432,7	3 843,7	3 664,5	4 026,4	4 582,7	4 946,0	5 582,6	6173,2	6823,6	7421,8	7881,6	8602,7

1.3. Ressources et emplois de biens et services en volume (aux prix de l'année précédente)

Evolution annuelle en %

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ressources														
Produit intérieur brut	-0,1	15,4	3,1	9,1	1,6	6,5	4,7	3,5	4,8	4,7	5,4	3,2	-0,8	2,3
Importations de biens et services	0,6	24,4	-5,5	9,8	-1,1	5,8	10,7	3,2	17,6	-4,7	26,7	5,5	-5,3	5,9
TOTAL	0,1	17,6	0,9	9,3	0,9	6,3	6,1	3,4	7,9	2,1	10,2	3,8	-1,9	3,2
Emplois														
Consommation finale des ménages	-1,7	7,2	-2,1	7,8	4,5	6,8	4,6	5,9	8,0	5,7	10,6	2,2	1,2	2,6
Consommation des administrations publiques	9,4	8,0	7,0	1,1	6,2	2,2	-0,5	6,5	7,8	2,8	7,4	12,2	-14,5	6,2
Formation brute de capital fixe	5,7	15,5	3,3	9,5	10,4	8,8	8,7	4,9	21,5	-1,0	10,7	15,1	-24,1	15,9
Exportations de biens et services	5,0	44,3	19,7	-9,3	-5,7	11,9	9,6	-10,4	0,7	-11,1	-0,2	6,2	8,8	2,5
TOTAL	0,1	17,6	0,9	9,3	0,9	6,3	6,1	3,4	7,9	2,1	10,2	3,8	-1,9	3,2

1.4. Déflateurs des Ressources et emplois de biens et services

Evolution annuelle en %

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ressources														
Produit intérieur brut	-0,6	4,7	3,5	-7,6	3,6	7,5	4,6	4,6	6,8	5,2	4,4	12,2	4,6	0,7
Importations de biens et services	9,3	-0,2	-0,9	1,5	2,4	6,6	3,5	4,7	12,7	-13,5	5,9	-2,6	9,8	1,5
TOTAL	1,7	3,4	2,5	-5,5	3,3	7,3	4,4	4,6	8,3	0,3	4,8	8,2	5,8	0,9
Emplois														
Consommation finale des ménages	0,9	5,6	6,7	-6,3	0,9	11,1	-0,6	3,5	7,8	0,0	2,4	9,2	3,7	3,3
Consommation des administrations publiques	1,5	2,2	2,2	1,1	-1,6	0,3	5,4	6,8	15,8	0,3	10,3	23,6	-0,1	4,4
Formation brute de capital fixe	1,7	1,7	3,4	1,6	1,5	5,6	0,6	4,6	3,9	-2,8	2,1	-9,6	8,6	1,4
Exportations de biens et services	5,0	-2,0	-4,8	2,0	2,5	-0,6	23,5	2,6	16,2	6,5	15,9	8,5	16,9	-8,6
TOTAL	1,7	3,4	2,5	-5,5	3,3	7,3	4,4	4,6	8,3	0,3	4,8	8,2	5,8	0,9

1.5. Ressources et emplois de biens et services en volume (prix chaînés, base 100=1999)

En milliards de FCFA

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Ressources															
Produit intérieur brut	2 117,7	2 116,4	2 441,8	2 517,7	2 747,2	2 790,1	2 972,4	3 111,0	3 219,7	3 373,4	3 531,2	3 722,4	3 843,0	3 810,9	3 898,7
Importations de biens et services	630,5	634,0	789,0	745,7	818,9	809,7	856,3	947,6	978,2	1 150,6	1 096,1	1 388,6	1 465,2	1 387,7	1 470,1
TOTAL	2 748,2	2 750,4	3 235,1	3 265,3	3 568,2	3 600,2	3 828,7	4 061,8	4 201,0	4 533,9	4 627,5	5 098,2	5 293,6	5 193,3	5 357,9
Emplois															
Consommation finale des ménages	1 629,5	1 601,8	1 717,2	1 680,6	1 812,0	1 893,4	2 021,6	2 113,9	2 237,8	2 417,3	2 555,2	2 826,4	2 888,6	2 922,7	3 000,0
Consommation des administrations publiques	311,0	340,1	367,2	392,8	397,1	421,7	431,2	429,0	457,1	492,8	506,4	543,9	610,3	521,9	554,5
Formation brute de capital fixe	345,6	365,3	421,8	435,7	477,1	526,7	572,9	622,5	653,2	793,8	785,6	869,6	1 000,8	759,5	880,0
Exportations de biens et services	428,9	450,4	649,9	777,7	705,4	665,2	744,4	816,0	731,0	736,3	654,9	653,3	693,6	754,3	773,5

1.6. Contribution à la croissance aux prix de l'année précédente

En nombre de points de pourcentage du taux de croissance du PIB

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Consommation finale des ménages	-1,3	5,5	-1,5	5,5	3,2	4,8	3,4	4,1	5,7	4,2	7,5	1,6	0,8	1,9
Consommation des administrations publiques	1,4	1,3	1,0	0,2	1,0	0,3	-0,1	0,9	1,1	0,4	1,1	1,9	-2,7	1,0
Formation brute de capital fixe	0,9	2,7	0,6	1,6	2,0	1,8	1,8	1,0	4,4	-0,2	2,2	3,1	-4,5	2,3
Variation de stocks	-1,9	3,9	-4,0	7,3	-3,4	-1,4	0,7	1,6	-0,8	1,3	2,4	-2,9	1,9	-1,7
Exportations de biens et services	1,0	10,0	5,2	-2,6	-1,5	2,8	2,2	-3,0	0,2	-2,8	-0,1	1,4	2,0	0,7
Importations de biens et services	0,2	8,1	-1,9	2,9	-0,4	1,8	3,3	1,0	5,7	-1,8	7,7	1,9	-1,6	1,9
Produit intérieur brut	-0,1	15,4	3,1	9,1	1,6	6,5	4,7	3,5	4,8	4,7	5,4	3,2	-0,8	2,3

2. Production

2.1. Production aux prix courants

En milliards de FCFA

		1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Code	LIBELLE															
	Secteur Primaire	872,5	792,5	973,8	1032,2	1019,8	1027,0	1252,9	1249,5	1436,7	1683,0	1758,4	2019,5	2406,4	2751,8	2704,2
001	Produits de l'agriculture vivrière	281,5	237,6	326,5	387,6	295,2	306,6	401,0	389,3	477,5	646,1	706,5	838,4	1005,4	1120,1	989,6
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	106,5	65,5	134,6	116,5	171,8	153,9	161,0	135,2	124,5	116,6	115,0	126,3	189,0	241,0	230,7
003	Produits de l'élevage et de la chasse	319,1	330,7	339,6	345,0	360,0	373,0	465,0	479,7	538,0	610,7	661,1	745,4	884,8	999,3	1079,6
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	67,1	64,1	68,8	70,9	73,2	70,5	74,7	80,6	87,6	97,5	97,3	98,9	116,8	126,8	143,2
005	Produits de la pêche	85,6	83,6	91,5	97,2	102,4	104,8	114,5	129,8	141,8	155,0	151,0	159,5	166,9	200,6	214,5
006	Produits de l'extraction	12,7	11,1	12,8	15,1	17,2	18,1	36,7	34,9	67,4	57,1	27,5	51,0	43,4	64,0	46,7
	Secteur secondaire	1181,1	1153,5	1398,6	1599,3	1547,5	1647,3	1906,0	2191,6	2222,3	2340,7	2555,7	2786,4	3167,5	3267,0	3481,5
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	324,2	328,3	355,7	365,0	372,9	456,3	563,9	590,2	602,3	656,6	689,5	749,9	901,6	918,1	1085,1
008	Textiles et articles d'habillements	226,9	192,1	177,5	271,4	230,5	277,1	221,5	203,7	187,0	155,0	186,5	193,2	256,3	359,3	319,2
009	Produits des autres activités industrielles	290,5	325,0	495,9	573,2	527,7	443,1	583,5	835,6	830,6	908,8	995,6	1078,9	1230,5	1409,9	1374,2
010	Electricité, Gaz et Eau	59,2	57,1	64,1	70,1	66,2	73,2	82,7	86,0	93,7	97,5	105,1	116,9	126,3	117,9	140,3
011	Travaux de construction	280,2	251,0	305,4	319,7	350,2	397,6	454,3	476,2	508,7	522,7	579,0	647,5	652,7	461,9	562,7
	Secteur tertiaire	1174,0	1160,1	1352,6	1444,8	1502,4	1587,7	1772,2	1892,5	2116,8	2565,9	2641,7	2992,7	3493,5	3293,3	3652,7
012	Commerce	256,8	233,1	298,6	311,1	335,8	326,7	401,8	411,3	452,6	566,5	530,3	620,5	707,8	741,2	800,1
013	Services de réparation	58,5	53,0	62,0	69,2	70,1	72,1	80,4	79,6	78,9	100,7	122,4	128,6	132,7	127,0	131,4
014	Services d'hôtellerie et de restauration	59,9	58,2	66,5	69,4	70,9	74,0	75,5	97,2	106,7	128,2	135,3	142,4	149,0	100,0	113,9
015	Services de transports et de communications	209,9	194,2	223,0	226,4	240,9	288,3	334,4	375,6	420,1	478,2	499,2	556,7	568,5	544,8	644,3
016	Services financiers	46,8	44,3	56,2	60,2	62,5	66,7	72,6	75,5	101,5	107,8	125,3	143,9	162,8	177,3	185,8
017	Services immobiliers et services aux entreprises	122,8	116,4	138,0	150,0	148,9	158,5	192,6	197,1	201,4	285,6	308,3	344,0	385,8	396,2	428,4
018	Services d'administration publique	240,5	276,1	310,9	349,9	357,3	367,7	380,9	399,3	466,5	582,8	576,1	681,8	1002,5	837,8	937,5
019	Education	51,1	53,9	59,8	62,0	62,6	73,6	77,6	92,4	108,1	126,2	144,9	163,1	170,5	154,0	157,4
020	Services de santé et d'action sociale	42,1	45,4	47,9	52,2	54,3	56,6	53,5	55,9	57,5	60,6	67,2	72,8	73,8	75,6	81,8
021	Services collectifs, sociaux et personnels	85,6	85,4	89,6	94,5	99,1	103,6	102,9	108,6	123,5	129,3	132,8	139,0	140,3	139,4	172,1
	Total	3227,6	3106,1	3725,0	4076,2	4069,7	4262,0	4931,1	5333,7	5775,7	6589,5	6955,8	7798,5	9067,4	9312,1	9838,3

2.2. Productions en volume (prix de l'année précédente)

En milliards de FCFA

		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Code	LIBELLE														
	Secteur Primaire	771,8	917,7	934,1	1232,1	980,6	1099,3	1287,5	1312,6	1581,8	1739,8	1945,2	1985,1	2626,0	2654,3
001	Produits de l'agriculture vivrière	227,4	256,5	315,6	522,5	246,9	330,9	435,7	411,2	600,8	677,7	797,5	735,8	1148,8	1006,4
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	56,2	149,5	104,8	163,6	161,5	153,1	139,4	107,9	123,2	137,4	126,2	139,9	197,2	238,9
	sylviculture. Sylviculture exploitation forestière	67,2	67,4	71,7	71,7	73,5	72,2	77,3	84,2	89,5	101,0	101,0	102,5	119,6	131,4
005	Produits de la pêche	83,5	92,7	83,4	102,2	108,7	107,1	119,2	135,4	144,9	160,6	155,5	165,3	179,8	209,2
006	Produits de l'extraction	11,7	12,6	12,2	16,7	18,1	29,3	36,9	58,0	56,0	27,7	51,5	49,1	61,5	44,0
	Secteur secondaire	1140,2	1383,7	1622,0	1527,6	1631,0	1786,6	2002,9	2194,4	2175,9	2422,9	2610,3	3013,8	3046,2	3495,8
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	333,4	335,3	357,5	383,3	476,1	491,9	586,4	595,2	595,9	665,8	727,2	848,3	865,7	1032,0
008	Textiles et articles d'habillements	207,6	172,9	291,1	210,3	268,2	266,3	177,7	196,4	145,4	154,2	198,6	229,7	338,9	350,0
009	Produits des autres activités industrielles	296,5	512,0	600,4	522,0	422,9	528,8	678,0	777,7	819,1	951,6	942,1	1130,0	1262,3	1473,9
010	Electricité, Gaz et Eau	56,7	64,0	68,5	68,6	74,0	78,9	89,3	93,7	99,0	105,1	115,2	127,1	126,4	128,3
011	Travaux de construction	246,1	299,4	304,4	343,3	389,8	420,7	471,5	531,6	516,6	546,2	627,2	678,7	452,8	511,5
	Secteur tertiaire	1146,9	1294,0	1410,7	1492,4	1578,7	1700,2	1854,2	2062,3	2343,9	2695,7	2868,6	3288,9	3214,2	3532,1
012	Commerce	247,7	272,0	300,3	321,5	342,6	369,6	408,8	443,1	514,6	572,3	590,1	706,5	694,4	788,7
013	Services de réparation	53,1	61,7	63,4	70,4	71,6	75,1	83,5	77,4	81,8	107,4	128,7	132,7	116,5	131,4
014	Services d'hôtellerie et de restauration	56,8	64,3	69,0	73,7	72,9	75,5	97,2	104,1	117,6	131,6	139,6	147,5	92,6	116,3
015	Services de transports et de communications	177,1	217,5	223,7	243,7	289,4	318,7	362,0	414,4	495,4	532,9	558,7	615,4	544,8	604,5
016	Services financiers	44,2	55,1	59,3	64,3	60,7	70,2	87,0	90,4	104,9	120,3	144,0	157,4	177,0	188,5
017	Services immobiliers et services aux entreprises	113,2	126,8	149,0	153,5	154,0	184,5	188,8	213,5	234,2	315,2	335,0	361,9	387,3	422,4
018	Services d'administration publique	270,9	306,3	342,2	354,9	361,3	379,8	384,1	428,9	495,3	576,1	608,7	783,8	837,8	892,9
019	Education	53,8	55,6	62,2	61,8	68,8	74,4	81,2	110,0	115,2	142,0	158,1	168,2	155,6	156,5
020	Services de santé et d'action sociale	45,4	47,0	49,7	51,9	56,5	51,2	54,2	57,1	60,6	65,2	72,2	75,5	75,6	80,6
021	Services collectifs, sociaux et personnels	84,7	87,6	92,0	96,9	100,9	101,3	107,5	123,4	124,3	132,8	133,7	140,0	132,8	150,3
	Total	3058,9	3595,4	3966,9	4252,1	4190,4	4586,0	5144,5	5569,3	6101,6	6858,4	7424,2	8287,8	8886,4	9682,2

2.3. Production en volume (prix de l'année précédente)

Evolution annuelle en %

		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Code	LIBELLE														
	Secteur Primaire	-11,5	15,8	-4,1	19,4	-3,8	7,0	2,8	5,0	10,1	3,4	10,6	-1,7	9,1	-3,5
001	Produits de l'agriculture vivrière	-19,2	7,9	-3,3	34,8	-16,4	7,9	8,7	5,6	25,8	4,9	12,9	-12,2	14,3	-10,1
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	-47,2	128,4	-22,1	40,5	-6,0	-0,5	-13,4	-20,2	-1,1	17,8	9,7	10,8	4,3	-0,9
003	Produits de l'élevage et de la chasse	2,1	2,5	2,0	3,0	3,3	9,0	3,0	7,6	5,5	4,1	7,9	6,3	3,9	2,5
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	0,0	5,2	4,2	1,2	0,4	2,4	3,4	4,5	2,2	3,6	3,8	3,6	2,4	3,6
005	Produits de la pêche	-2,4	11,0	-8,9	5,2	6,1	2,2	4,1	4,3	2,2	3,6	3,0	3,6	7,7	4,3
006	Produits de l'extraction	-7,9	13,7	-5,0	11,0	5,4	61,9	0,8	66,1	-16,8	-51,5	87,5	-3,6	41,7	-31,2
	Secteur secondaire	-3,5	20,0	16,0	-4,5	5,4	8,5	5,1	0,1	-2,1	3,5	2,1	8,2	-3,8	7,0
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	2,8	2,1	0,5	5,0	27,7	7,8	4,0	0,8	-1,1	1,4	5,5	13,1	-4,0	12,4
008	Textiles et articles d'habillements	-8,5	-10,0	64,0	-22,5	16,3	-3,9	-19,8	-3,6	-22,2	-0,5	6,5	18,9	32,2	-2,6
009	Produits des autres activités industrielles	2,1	57,5	21,1	-8,9	-19,9	19,4	16,2	-6,9	-1,4	4,7	-5,4	4,7	2,6	4,5
010	Electricité, Gaz et Eau	-4,2	12,1	6,9	-2,0	11,8	7,8	7,9	8,9	5,7	7,7	9,5	8,7	0,1	8,8
011	Travaux de construction	-12,2	19,3	-0,3	7,4	11,3	5,8	3,8	11,6	1,5	4,5	8,3	4,8	-30,6	10,8
	Secteur tertiaire	-2,3	11,5	4,3	3,3	5,1	7,1	4,6	9,0	10,7	5,1	8,6	9,9	-8,0	7,3
012	Commerce	-3,5	16,7	0,6	3,3	2,0	13,1	1,7	7,7	13,7	1,0	11,3	13,9	-1,9	6,4
013	Services de réparation	-9,3	16,5	2,2	1,7	2,2	4,2	3,9	-2,8	3,7	6,6	5,1	3,2	-12,2	3,5
014	Services d'hôtellerie et de restauration	-5,2	10,4	3,8	6,2	2,8	2,0	28,6	7,1	10,2	2,6	3,2	3,6	-37,9	16,3
015	Services de transports et de communications	-15,6	12,0	0,3	7,7	20,1	10,6	8,2	10,3	17,9	11,5	11,9	10,5	-4,2	11,0
016	Services financiers	-5,6	24,4	5,6	6,8	-2,8	5,2	19,8	19,8	3,3	11,5	14,9	9,4	8,7	6,3
017	Services immobiliers et services aux entreprises	-7,8	8,9	7,9	2,3	3,4	16,3	-2,0	8,3	16,3	10,4	8,7	5,2	0,4	6,6
018	Services d'administration publique	12,6	10,9	10,1	1,4	1,1	3,3	0,8	7,4	6,2	-1,2	5,7	15,0	-16,4	6,6
019	Education	5,3	3,2	4,0	-0,2	9,8	1,2	4,6	19,0	6,5	12,5	9,1	3,1	-8,7	1,6
020	Services de santé et d'action sociale	7,9	3,4	3,7	-0,5	4,0	-9,6	1,5	2,2	5,4	7,5	7,5	3,8	2,4	6,7
021	Services collectifs, sociaux et personnels	-1,1	2,5	2,7	2,5	1,8	-2,2	4,4	13,7	0,6	2,7	0,7	0,7	-5,4	7,8
	Total	-5,2	15,8	6,5	4,3	3,0	7,6	4,3	4,4	5,6	4,1	6,7	6,3	-2,0	4,0

2.4. Déflateurs de la Production

Evolution annuelle en %

		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Code	LIBELLE														
	Secteur Primaire	2,7	6,1	10,5	-17,2	4,7	14,0	-2,9	9,5	6,4	1,1	3,8	21,2	4,8	1,9
001	Produits de l'agriculture vivrière	4,5	27,3	22,8	-43,5	24,2	21,2	-10,6	16,1	7,5	4,3	5,1	36,6	-2,5	-1,7
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	16,4	-10,0	11,1	5,0	-4,7	5,1	-3,0	15,4	-5,3	-16,3	0,0	35,1	22,2	-3,4
003	Produits de l'élevage et de la chasse	1,5	0,2	-0,4	1,3	0,3	14,4	0,1	4,3	7,6	4,0	4,5	11,7	8,7	5,4
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	-4,6	2,0	-1,1	2,0	-4,1	3,6	4,3	3,9	8,9	-3,7	-2,1	13,9	6,0	9,0
005	Produits de la pêche	0,1	-1,3	16,4	0,2	-3,6	6,9	8,9	4,7	7,0	-6,0	2,6	1,0	11,6	2,5
006	Produits de l'extraction	-5,5	1,6	23,8	2,8	0,0	25,0	-5,5	16,1	2,0	-1,0	-1,0	-11,6	4,0	6,0
	Secteur secondaire	1,2	1,1	-1,4	1,3	1,0	6,7	9,4	1,3	7,6	5,5	6,7	5,1	7,2	-0,4
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	-1,5	6,1	2,1	-2,7	-4,1	14,6	0,6	1,2	10,2	3,6	3,1	6,3	6,1	5,1
008	Textiles et articles d'habillements	-7,5	2,6	-6,8	9,6	3,3	-16,8	14,6	-4,8	6,6	20,9	-2,7	11,6	6,0	-8,8
009	Produits des autres activités industrielles	9,6	-3,2	-4,5	1,1	4,8	10,3	23,2	6,8	11,0	4,6	14,5	8,9	11,7	-6,8
010	Electricité, Gaz et Eau	0,8	0,1	2,2	-3,6	-1,2	4,9	-3,7	0,0	-1,5	0,1	1,5	-0,6	-6,7	9,4
011	Travaux de construction	2,0	2,0	5,0	2,0	2,0	8,0	1,0	-4,3	1,2	6,0	3,2	-3,8	2,0	10,0
	Secteur tertiaire	1,2	4,5	2,4	0,7	0,6	4,2	2,1	2,6	9,5	-2,0	4,3	6,2	2,5	3,4
012	Commerce	-5,9	9,8	3,6	4,5	-4,6	8,7	0,6	2,1	10,1	-7,3	5,2	0,2	6,7	1,4
013	Services de réparation	-0,2	0,4	9,2	-0,4	0,6	7,0	-4,7	2,0	23,0	14,0	-0,1	0,0	9,0	0,0
014	Services d'hôtellerie et de restauration	2,6	3,4	0,5	-3,8	1,5	0,1	0,0	2,5	9,0	2,8	2,0	1,0	8,0	-2,0
015	Services de transports et de communications	9,6	2,5	1,2	-1,1	-0,4	4,9	3,8	1,4	-3,5	-6,3	-0,3	-7,6	0,0	6,6
016	Services financiers	0,2	2,0	1,4	-2,7	9,8	3,4	-13,2	12,3	2,9	4,2	-0,1	3,4	0,2	-1,5
017	Services immobiliers et services aux entreprises	2,9	8,9	0,7	-3,0	2,9	4,4	4,4	-5,7	21,9	-2,2	2,7	6,6	2,3	1,4
018	Services d'administration publique	1,9	1,5	2,3	0,7	1,7	0,3	4,0	8,8	17,7	0,0	12,0	27,9	0,0	5,0
019	Education	0,2	7,5	-0,4	1,3	7,0	4,3	13,8	-1,7	9,5	2,1	3,2	1,3	-1,1	0,5
020	Services de santé et d'action sociale	0,0	2,0	5,0	4,7	0,1	4,5	3,1	0,6	0,0	3,0	0,7	-2,3	0,0	1,5
021	Services collectifs, sociaux et personnels	0,9	2,3	2,7	2,3	2,7	1,6	1,0	0,1	4,0	0,0	4,0	0,2	5,0	14,5
	Total	1,5	3,6	2,8	-4,3	1,7	7,5	3,7	3,7	8,0	1,4	5,0	9,4	4,8	1,6

2.5. Production en volume (prix chaînés, base 100=1999)

En milliards de FCFA

		1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Code	LIBELLE															
	Secteur Primaire	872,5	895,9	950,7	1050,5	869,5	910,6	1037,8	1007,2	1102,4	1173,0	1185,5	1230,7	1492,0	1563,5	1592,9
001	Produits de l'agriculture vivrière	281,5	294,2	374,5	459,8	259,8	322,7	391,0	349,4	405,8	436,3	454,9	478,2	653,4	637,1	626,4
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	106,5	124,0	111,6	124,0	130,2	124,0	130,4	126,5	146,0	138,3	115,7	115,8	156,5	191,2	184,6
003	Produits de l'élevage et de la chasse	319,1	323,9	324,5	323,2	327,4	328,4	375,6	376,1	392,2	422,1	439,1	458,7	512,2	556,9	587,0
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	67,1	64,1	65,4	64,6	66,0	63,2	65,5	68,3	71,0	77,3	74,5	73,0	83,2	88,2	96,1
005	Produits de la pêche	85,6	85,7	84,5	98,4	98,7	95,1	101,7	110,8	116,0	124,1	116,7	119,7	120,9	134,9	138,3
006	Produits de l'extraction	12,7	12,0	12,2	15,1	15,5	15,5	19,4	18,4	21,3	21,8	21,5	21,3	18,9	19,6	20,8
	Secteur secondaire	1181,1	1194,9	1207,7	1190,8	1206,3	1218,3	1299,7	1422,2	1440,3	1549,3	1634,2	1744,5	1833,4	1966,3	1958,3
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	324,2	319,3	338,7	345,7	336,4	322,4	369,6	372,0	376,5	414,8	429,6	443,0	470,8	499,3	525,0
008	Textiles et articles d'habillements	226,9	210,0	215,5	200,9	220,3	227,6	189,3	217,0	206,6	220,2	266,2	259,0	289,0	306,3	279,3
009	Produits des autres activités industrielles	290,5	318,4	308,4	294,4	297,6	311,8	344,1	424,0	452,9	502,5	525,8	602,0	655,6	732,2	682,7
010	Electricité, Gaz et Eau	59,2	59,6	59,7	61,0	58,8	58,2	61,0	58,7	58,7	57,9	57,9	58,8	58,4	54,5	59,6
011	Travaux de construction	280,2	285,8	291,6	306,1	312,3	318,5	344,0	347,4	332,5	336,4	356,6	368,2	354,1	361,2	397,3
	Secteur tertiaire	1174,0	1187,6	1241,4	1271,3	1279,8	1287,1	1341,6	1369,4	1405,6	1538,7	1507,9	1573,1	1670,9	1712,0	1770,5
012	Commerce	256,8	241,7	265,2	274,8	287,0	273,7	297,6	299,5	305,9	336,8	312,0	328,1	328,7	350,9	356,0
013	Services de réparation	58,5	58,4	58,6	64,0	63,7	64,1	68,6	65,4	66,7	82,1	93,5	93,5	93,5	101,9	101,9
014	Services d'hôtellerie et de restauration	59,9	61,4	63,5	63,8	61,4	62,3	62,4	62,4	64,0	69,7	71,7	73,1	73,9	79,8	78,2
015	Services de transports et de communications	209,9	230,1	235,9	238,8	236,0	235,1	246,7	256,0	259,5	250,5	234,6	233,8	216,0	216,0	230,2
016	Services financiers	46,8	46,9	47,9	48,6	47,2	51,9	53,6	46,6	52,3	53,7	56,0	56,0	57,9	58,0	57,1
017	Services immobiliers et services aux entreprises	122,8	126,3	137,5	138,5	134,4	138,3	144,4	150,8	142,3	173,5	169,6	174,2	185,7	190,0	192,7
018	Services d'administration publique	240,5	245,2	248,8	254,4	256,2	260,7	261,4	271,8	295,6	347,9	347,9	389,6	498,3	498,3	523,3
019	Education	51,1	51,2	55,0	54,8	55,6	59,5	62,0	70,6	69,4	76,0	77,5	80,0	81,1	80,2	80,6
020	Services de santé et d'action sociale	42,1	42,1	42,9	45,1	47,2	47,2	49,4	50,9	51,2	51,2	52,8	53,2	52,0	52,0	52,7
021	Services collectifs, sociaux et personnels	85,6	86,4	88,4	90,8	92,9	95,4	96,9	97,9	98,0	101,9	101,9	105,9	106,1	111,4	127,7
	Total	3227,6	3277,5	3395,6	3489,2	3339,5	3396,6	3652,1	3786,4	3926,8	4240,8	4301,0	4517,8	4942,8	5179,6	5263,1

3. Valeur ajoutée

3.1. Valeur ajoutée aux prix courants

En milliards de FCFA

		1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Code	LIBELLE															
	Secteur Primaire	753,0	692,0	833,5	886,9	816,7	863,3	1066,6	1074,8	1224,0	1446,7	1527,1	1746,2	2116,3	2421,1	2403,8
001	Produits de l'agriculture vivrière	245,8	205,1	287,2	336,3	206,6	262,0	350,2	344,6	422,0	562,3	628,9	739,7	907,3	1008,6	894,0
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	69,2	44,1	85,5	77,5	115,9	101,5	101,7	86,0	79,3	69,5	63,3	69,4	118,6	169,1	163,7
003	Produits de l'élevage et de la chasse	291,5	302,3	309,2	311,8	323,8	329,3	417,6	430,6	482,5	548,5	596,3	677,7	811,7	918,4	996,2
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	60,9	57,5	61,5	63,1	65,3	63,5	67,9	73,3	79,6	90,2	90,4	91,5	109,9	119,4	135,0
005	Produits de la pêche	73,3	72,3	77,9	83,7	88,5	89,4	96,2	109,0	119,1	129,6	124,0	131,3	138,2	168,8	179,6
006	Produits de l'extraction	12,2	10,6	12,3	14,5	16,6	17,5	33,0	31,2	41,6	46,6	24,2	36,6	30,7	36,9	35,4
	Secteur secondaire	386,0	452,6	575,9	612,7	622,2	650,3	745,5	932,6	927,5	952,5	1172,6	1202,4	1264,5	1262,0	1218,8
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	50,0	85,3	101,4	106,0	107,8	123,5	141,4	149,6	152,1	164,2	189,5	190,3	191,3	178,4	235,2
008	Textiles et articles d'habillements	68,1	41,8	47,5	42,0	47,4	67,4	15,5	17,6	19,4	38,4	78,8	79,0	93,4	118,9	80,7
009	Produits des autres activités industrielles	125,3	156,9	220,2	239,2	226,3	196,9	269,3	437,8	408,5	426,1	517,1	517,4	577,9	710,1	587,9
009001	Métallurgie fonderie (Or)	61,4	83,3	132,0	124,3	89,5	128,6	195,4	364,5	335,2	354,5	426,6	429,8	492,0	641,3	472,2
010	Electricité, Gaz et Eau	29,7	21,3	25,4	34,3	32,5	32,2	33,9	35,9	37,1	21,3	23,4	26,4	27,4	14,3	23,3
011	Travaux de construction	112,9	147,4	181,4	191,2	208,1	230,3	285,3	291,7	310,4	302,6	363,8	389,4	374,6	240,2	291,8
	Secteur tertiaire	790,6	783,7	911,2	956,7	1018,7	1051,2	1146,0	1248,0	1403,5	1612,0	1646,2	1875,1	2249,2	2173,7	2411,8
012	Commerce	191,0	170,6	225,2	234,2	260,5	242,3	297,9	305,2	341,5	445,3	381,1	468,8	566,4	583,1	632,1
013	Services de réparation	44,6	40,8	48,0	55,1	56,4	57,9	64,7	63,8	64,0	82,1	100,7	102,4	106,8	107,8	110,5
014	Services d'hôtellerie et de restauration	26,0	28,4	31,5	29,7	28,2	32,9	30,3	39,5	43,1	51,2	57,6	57,8	59,1	38,0	38,7
015	Services de transports et de communications	144,7	134,3	153,1	150,1	162,5	161,5	186,4	224,2	258,3	215,4	255,9	276,1	283,2	284,8	349,1
016	Services financiers	33,7	30,7	36,7	37,3	36,3	40,0	36,9	50,9	71,7	72,5	86,8	95,0	107,6	122,1	122,5
017	Services immobiliers et services aux entreprises	72,6	67,9	84,2	91,5	93,0	107,3	136,2	136,7	144,8	185,5	198,8	210,3	218,4	208,7	235,0
018	Services d'administration publique	164,4	191,7	211,5	233,2	250,0	267,6	264,9	275,8	322,3	412,5	400,0	479,2	706,5	645,4	692,9
019	Education	27,5	28,9	32,6	32,2	31,7	40,1	48,8	59,8	72,5	72,7	83,8	93,3	104,0	95,8	104,7
020	Services de santé et d'action sociale	35,0	38,7	41,3	45,8	48,2	50,5	43,1	45,0	46,2	40,4	44,7	46,8	48,5	51,6	55,1
021	Services collectifs, sociaux et personnels	75,9	74,9	77,2	80,3	83,7	86,7	79,2	86,0	96,8	104,0	107,3	114,5	118,1	122,5	148,1
022	Production imputée des services bancaires	-25,0	-23,1	-30,1	-32,7	-32,0	-35,7	-42,4	-38,8	-57,6	-69,6	-70,4	-69,0	-69,4	-86,1	-76,7
	PIB aux couts des facteurs	1929,6	1928,4	2320,6	2456,3	2457,6	2564,8	2958,1	3255,4	3555,0	4011,2	4345,9	4823,7	5630,1	5856,9	6034,4
	Impôts nets sur produits	188,1	174,9	219,6	254,8	276,1	311,4	335,9	352,5	349,0	355,3	461,4	465,2	493,9	495,5	509,5
	Produit intérieur brut au prix du marché	2117,7	2103,3	2540,2	2711,1	2733,7	2876,2	3294,1	3607,8	3904,0	4366,5	4807,3	5288,9	6123,9	6352,4	6543,9

3.2. Structure du PIB

		1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Code	LIBELLE															
	Secteur Primaire	35,6	32,9	32,8	32,7	29,9	30,0	32,4	29,8	31,4	33,1	31,8	33,0	34,6	38,1	36,7
001	Produits de l'agriculture vivrière	11,6	9,8	11,3	12,4	7,6	9,1	10,6	9,6	10,8	12,9	13,1	14,0	14,8	15,9	13,7
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	3,3	2,1	3,4	2,9	4,2	3,5	3,1	2,4	2,0	1,6	1,3	1,3	1,9	2,7	2,5
003	Produits de l'élevage et de la chasse	13,8	14,4	12,2	11,5	11,8	11,5	12,7	11,9	12,4	12,6	12,4	12,8	13,3	14,5	15,2
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	2,9	2,7	2,4	2,3	2,4	2,2	2,1	2,0	2,0	2,1	1,9	1,7	1,8	1,9	2,1
005	Produits de la pêche	3,5	3,4	3,1	3,1	3,2	3,1	2,9	3,0	3,1	3,0	2,6	2,5	2,3	2,7	2,7
006	Produits de l'extraction	0,6	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	1,0	0,9	1,1	1,1	0,5	0,7	0,5	0,6	0,5
	Secteur secondaire	18,2	21,5	22,7	22,6	22,8	22,6	22,6	25,8	23,8	21,8	24,4	22,7	20,6	19,9	18,6
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	2,4	4,1	4,0	3,9	3,9	4,3	4,3	4,1	3,9	3,8	3,9	3,6	3,1	2,8	3,6
008	Textiles et articles d'habillements	3,2	2,0	1,9	1,6	1,7	2,3	0,5	0,5	0,5	0,9	1,6	1,5	1,5	1,9	1,2
009	Produits des autres activités industrielles	5,9	7,5	8,7	8,8	8,3	6,8	8,2	12,1	10,5	9,8	10,8	9,8	9,4	11,2	9,0
009001	Métallurgie fonderie (Or)	2,9	4,0	5,2	4,6	3,3	4,5	5,9	10,1	8,6	8,1	8,9	8,1	8,0	10,1	7,2
010	Electricité, Gaz et Eau	1,4	1,0	1,0	1,3	1,2	1,1	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,4	0,2	0,4
011	Travaux de construction	5,3	7,0	7,1	7,1	7,6	8,0	8,7	8,1	8,0	6,9	7,6	7,4	6,1	3,8	4,5
	Secteur tertiaire	37,3	37,3	35,9	35,3	37,3	36,5	34,8	34,6	36,0	36,9	34,2	35,5	36,7	34,2	36,9
012	Commerce	9,0	8,1	8,9	8,6	9,5	8,4	9,0	8,5	8,7	10,2	7,9	8,9	9,2	9,2	9,7
013	Services de réparation	2,1	1,9	1,9	2,0	2,1	2,0	2,0	1,8	1,6	1,9	2,1	1,9	1,7	1,7	1,7
014	Services d'hôtellerie et de restauration	1,2	1,3	1,2	1,1	1,0	1,1	0,9	1,1	1,1	1,2	1,2	1,1	1,0	0,6	0,6
015	Services de transports et de communications	6,8	6,4	6,0	5,5	5,9	5,6	5,7	6,2	6,6	4,9	5,3	5,2	4,6	4,5	5,3
016	Services financiers	1,6	1,5	1,4	1,4	1,3	1,4	1,1	1,4	1,8	1,7	1,8	1,8	1,8	1,9	1,9
017	Services immobiliers et services aux entreprises	3,4	3,2	3,3	3,4	3,4	3,7	4,1	3,8	3,7	4,2	4,1	4,0	3,6	3,3	3,6
018	Services d'administration publique	7,8	9,1	8,3	8,6	9,1	9,3	8,0	7,6	8,3	9,4	8,3	9,1	11,5	10,2	10,6
019	Education	1,3	1,4	1,3	1,2	1,2	1,4	1,5	1,7	1,9	1,7	1,7	1,8	1,7	1,5	1,6
020	Services de santé et d'action sociale	1,7	1,8	1,6	1,7	1,8	1,8	1,3	1,2	1,2	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8
021	Services collectifs, sociaux et personnels	3,6	3,6	3,0	3,0	3,1	3,0	2,4	2,4	2,5	2,4	2,2	2,2	1,9	1,9	2,3
022	Production imputée des services bancaires	-1,2	-1,1	-1,2	-1,2	-1,2	-1,2	-1,3	-1,1	-1,5	-1,6	-1,5	-1,3	-1,1	-1,4	-1,2
	PIB aux couts des facteurs	91,1	91,7	91,4	90,6	89,9	89,2	89,8	90,2	91,1	91,9	90,4	91,2	91,9	92,2	92,2
	Impôts nets sur produits	8,9	8,3	8,6	9,4	10,1	10,8	10,2	9,8	8,9	8,1	9,6	8,8	8,1	7,8	7,8
	Produit intérieur brut au prix du marché	100														

3.3. valeur ajoutée en volume (prix de l'année précédente)

En milliards de FCFA

		1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Code	LIBELLE															
	Secteur Primaire	753,0	672,5	780,2	801,3	1043,6	802,8	928,4	1113,7	1113,0	1370,0	1491,4	1689,1	1710,1	2307,0	2350,3
001	Produits de l'agriculture vivrière	245,8	195,4	217,7	273,4	445,6	187,4	285,4	388,7	358,8	526,8	593,8	707,2	649,4	1037,4	906,2
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	69,2	35,5	101,2	66,9	109,3	110,9	98,8	90,0	63,6	81,7	77,6	74,1	69,9	131,6	170,4
003	Produits de l'élevage et de la chasse	291,5	297,2	309,4	314,9	320,5	327,7	363,1	430,5	460,0	509,7	567,1	646,2	724,0	840,1	940,3
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	60,9	61,0	60,2	64,0	63,9	66,8	65,7	70,2	76,6	82,3	93,8	93,9	94,8	112,4	123,7
005	Produits de la pêche	73,3	72,0	79,6	70,5	88,1	92,4	89,5	101,1	111,5	122,8	135,4	128,8	136,6	149,8	176,0
006	Produits de l'extraction	12,2	11,3	12,1	11,7	16,2	17,5	25,9	33,3	42,5	46,8	23,7	38,9	35,6	35,7	33,7
	Secteur secondaire	386,0	468,6	565,4	668,5	629,9	630,5	695,1	780,3	918,9	916,6	971,3	1114,1	1208,9	1164,6	1291,5
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	50,0	93,8	83,4	108,4	127,3	128,0	106,0	151,4	156,4	137,7	177,2	197,2	209,0	170,4	199,4
008	Textiles et articles d'habillements	68,1	67,1	38,7	73,8	34,7	55,7	51,8	6,5	25,9	31,9	40,3	86,4	93,9	116,8	107,6
009	Produits des autres activités industrielles	125,3	133,9	241,9	273,0	227,4	183,6	238,5	289,7	373,7	398,3	415,6	422,1	481,0	606,9	717,5
009001	Métallurgie fonderie (Or)	61,4	63,1	155,5	159,2	97,8	124,8	170,5	210,5	290,4	312,3	335,9	316,9	375,7	514,4	644,5
010	Electricité, Gaz et Eau	29,7	29,6	23,1	31,0	36,9	36,0	34,0	40,3	39,5	32,5	23,1	28,3	31,2	28,5	15,7
011	Travaux de construction	112,9	144,2	178,3	182,3	203,7	227,2	264,8	292,5	323,4	316,1	315,1	380,1	393,7	242,0	251,3
	Secteur tertiaire	790,6	784,5	864,5	935,4	1008,6	1056,3	1117,4	1211,0	1355,1	1478,1	1604,1	1826,1	2029,0	2138,2	2331,6
012	Commerce	191,0	189,9	200,7	224,7	246,1	260,6	271,3	306,2	330,9	399,7	419,5	444,0	552,7	541,2	627,9
013	Services de réparation	44,6	41,2	48,0	49,7	57,0	57,8	60,6	68,0	62,6	65,9	84,3	103,8	107,0	98,7	111,4
014	Services d'hôtellerie et de restauration	26,0	26,6	30,9	31,7	31,9	28,6	33,1	41,5	40,4	46,9	52,4	59,7	61,8	33,0	43,6
015	Services de transports et de communications	144,7	120,2	148,9	149,5	167,1	166,9	188,0	212,6	253,4	261,5	243,8	306,1	327,8	303,5	319,7
016	Services financiers	33,7	30,9	36,3	36,8	37,6	34,7	36,6	57,6	60,9	72,6	78,7	98,2	101,2	123,1	126,3
017	Services immobiliers et services aux entreprises	72,6	66,3	75,1	91,5	96,9	104,0	131,5	129,9	157,3	146,2	194,1	211,4	194,5	207,3	233,4
018	Services d'administration publique	164,4	190,1	209,3	228,8	248,0	266,4	269,3	265,3	284,3	343,5	377,3	417,8	487,5	648,7	660,2
019	Education	27,5	29,4	29,0	33,1	31,4	35,6	47,0	50,2	72,4	67,5	75,2	94,5	97,3	100,4	106,3
020	Services de santé et d'action sociale	35,0	38,9	40,5	43,4	45,9	50,6	41,6	43,3	46,0	42,1	41,9	48,0	49,1	53,0	54,0
021	Services collectifs, sociaux et personnels	75,9	74,5	75,4	78,3	81,3	83,9	79,2	84,8	96,9	100,0	105,9	109,7	116,2	116,1	127,1
022	Production imputée des services bancaires	-25,0	-23,5	-29,6	-32,0	-34,8	-33,0	-40,9	-48,4	-50,1	-67,6	-68,9	-67,3	-66,0	-86,9	-78,3
	PIB aux couts des facteurs	1929,6	1925,5	2210,1	2405,2	2682,1	2489,6	2740,8	3105,1	3387,0	3764,7	4066,9	4629,3	4948,1	5609,8	5973,4
	Impôts nets sur produits	188,1	190,8	216,6	213,9	276,2	286,8	323,4	342,5	346,9	325,6	503,9	438,3	512,3	462,9	525,3
	Produit intérieur brut au prix du marché	2117,7	2116,4	2426,7	2619,1	2958,3	2776,3	3064,2	3447,6	3733,9	4090,3	4570,8	5067,6	5460,3	6072,7	6498,7

3.4. Valeur ajoutée en volume (prix de l'année précédente)

Evolution annuelle en %

		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Code	LIBELLE														
	Secteur Primaire	-10,7	12,7	-3,9	17,7	-1,7	7,5	4,4	3,6	11,9	3,1	10,6	-2,1	9,0	-2,9
001	Produits de l'agriculture vivrière	-20,5	6,1	-4,8	32,5	-9,3	9,0	11,0	4,1	24,9	5,6	12,5	-12,2	14,3	-10,2
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	-48,6	129,2	-21,7	41,0	-4,3	-2,7	-11,5	-26,1	3,0	11,7	17,0	0,7	10,9	0,8
003	Produits de l'élevage et de la chasse	2,0	2,3	1,8	2,8	1,2	10,3	3,1	6,8	5,6	3,4	8,4	6,8	3,5	2,4
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	0,2	4,8	4,1	1,3	2,2	3,3	3,3	4,5	3,4	4,1	3,8	3,6	2,3	3,6
005	Produits de la pêche	-1,8	10,1	-9,6	5,3	4,5	0,1	5,1	2,3	3,1	4,4	3,8	4,0	8,4	4,3
006	Produits de l'extraction	-7,8	13,7	-5,0	11,1	5,6	48,0	1,1	36,1	12,5	-49,1	60,7	-2,8	16,4	-8,7
	Secteur secondaire	21,4	24,9	16,1	2,8	1,3	6,9	4,7	-1,5	-1,2	2,0	-5,0	0,5	-7,9	2,3
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	87,4	-2,2	6,9	20,0	18,7	-14,1	7,1	4,5	-9,4	7,9	4,0	9,8	-10,9	11,8
008	Textiles et articles d'habillements	-1,3	-7,2	55,3	-17,4	17,6	-23,2	-58,3	47,3	64,9	4,9	9,6	18,9	25,1	-9,5
009	Produits des autres activités industrielles	6,9	54,2	24,0	-5,0	-18,9	21,1	7,6	-14,6	-2,5	-2,5	-18,4	-7,0	5,0	1,0
009001	Métallurgie fonderie (Or)	2,8	86,7	20,6	-21,3	39,5	32,5	7,8	-20,3	-6,8	-5,2	-25,7	-12,6	4,6	0,5
010	Electricité, Gaz et Eau	-0,3	8,2	22,0	7,6	10,6	5,5	18,8	10,1	-12,5	8,7	21,3	18,4	4,1	9,2
011	Travaux de construction	27,7	21,0	0,5	6,6	9,2	14,9	2,5	10,9	1,8	4,1	4,5	1,1	-35,4	4,6
	Secteur tertiaire	-0,8	10,3	2,7	5,4	3,7	6,3	5,7	8,6	5,3	-0,5	10,9	8,2	-4,9	7,3
012	Commerce	-0,6	17,6	-0,2	5,1	0,0	12,0	2,8	8,4	17,1	-5,8	16,5	17,9	-4,4	7,7
013	Services de réparation	-7,6	17,8	3,4	3,4	2,6	4,7	5,0	-1,8	3,0	2,6	3,1	4,5	-7,5	3,3
014	Services d'hôtellerie et de restauration	2,3	8,9	0,5	7,4	1,4	0,7	36,9	2,3	8,7	2,4	3,6	6,8	-44,2	14,8
015	Services de transports et de communications	-17,0	10,8	-2,4	11,3	2,7	16,4	14,1	13,0	1,2	13,2	19,6	18,7	7,2	12,2
016	Services financiers	-8,3	18,3	0,2	0,8	-4,4	-8,5	56,0	19,6	1,2	8,6	13,2	6,5	14,4	3,4
017	Services immobiliers et services aux entreprises	-8,7	10,5	8,7	5,9	11,8	22,5	-4,6	15,0	1,0	4,6	6,3	-7,5	-5,1	11,9
018	Services d'administration publique	15,6	9,2	8,2	6,4	6,6	0,6	0,1	3,1	6,6	-8,5	4,5	1,7	-8,2	2,3
019	Education	6,8	0,3	1,5	-2,3	12,4	17,2	2,9	21,2	-7,0	3,5	12,8	4,3	-3,5	10,9
020	Services de santé et d'action sociale	11,0	4,7	5,1	0,4	4,9	-17,6	0,5	2,2	-8,9	3,9	7,4	4,9	9,4	4,6
021	Services collectifs, sociaux et personnels	-1,8	0,7	1,4	1,2	0,3	-8,7	7,1	12,7	3,4	1,9	2,2	1,5	-1,7	3,8
022	Production imputée des services bancaires	-6,0	27,8	6,3	6,5	3,3	14,3	14,1	29,0	17,5	-1,0	-4,4	-4,4	25,3	-9,1
	PIB aux couts des facteurs	-0,2	14,6	3,6	9,2	1,3	6,9	5,0	4,0	5,9	1,4	6,5	2,6	-0,4	2,0
	Impôts nets sur produits	1,4	23,9	-2,6	8,4	3,9	3,9	2,0	-1,6	-6,7	41,8	-5,0	10,1	-6,3	6,0
	Produit intérieur brut au prix du marché	-0,1	15,4	3,1	9,1	1,6	6,5	4,7	3,5	4,8	4,7	5,4	3,2	-0,8	2,3

3.5. Valeur ajoutée en volume (prix chaînés, base 100=1999)

En milliards de FCFA

		1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Code	LIBELLE															
001	Produits de l'agriculture vivrière	245,8	195,4	207,4	197,4	261,6	237,3	258,6	287,1	298,9	373,2	394,1	443,1	389,0	444,8	399,6
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	69,2	35,5	81,5	63,8	89,9	86,0	83,7	74,0	54,7	56,4	63,0	73,7	74,2	82,3	82,9
003	Produits de l'élevage et de la chasse	291,5	297,2	304,2	309,8	318,5	322,3	355,3	366,3	391,3	413,3	427,3	463,1	494,7	512,0	524,2
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	60,9	61,0	64,0	66,6	67,5	68,9	71,2	73,6	76,9	79,5	82,7	85,9	88,9	91,0	94,3
005	Produits de la pêche	73,3	72,0	79,2	71,6	75,5	78,8	78,9	82,9	84,8	87,4	91,3	94,8	98,6	106,9	111,5
006	Produits de l'extraction	12,2	11,3	12,8	12,2	13,5	14,3	21,1	21,4	29,1	32,7	16,6	26,7	26,0	30,2	27,6
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	50,0	93,8	91,7	98,1	117,7	139,7	120,0	128,4	134,3	121,6	131,3	136,6	150,0	133,6	149,4
008	Textiles et articles d'habillements	68,1	67,1	62,3	96,7	79,9	94,0	72,2	30,1	44,3	73,1	76,7	84,1	99,9	125,0	113,1
009	Produits des autres activités industrielles	125,3	133,9	206,4	256,0	243,3	197,3	239,0	257,1	219,5	214,0	208,7	170,4	158,4	166,3	168,1
009001	Métallurgie fonderie (Or)	61,4	63,1	117,8	142,0	111,8	156,0	206,7	222,7	177,5	165,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
010	Electricité, Gaz et Eau	29,7	29,6	32,0	39,0	42,0	46,5	49,0	58,2	64,1	56,1	61,0	74,0	87,7	91,3	99,7
011	Travaux de construction	112,9	144,2	174,4	175,3	186,8	203,9	234,4	240,3	266,4	271,3	282,5	295,2	298,5	192,8	201,8
012	Commerce	191,0	189,9	223,4	222,9	234,3	234,4	262,5	269,9	292,6	342,5	322,7	376,0	443,3	423,7	456,2
013	Services de réparation	44,6	41,2	48,5	50,1	51,9	53,2	55,7	58,5	57,4	59,1	60,7	62,5	65,3	60,4	62,4
014	Services d'hôtellerie et de restauration	26,0	26,6	29,0	29,1	31,2	31,7	31,9	43,7	44,7	48,6	49,7	51,5	55,0	30,7	35,3
015	Services de transports et de communications	144,7	120,2	133,2	130,0	144,8	148,6	173,0	197,4	223,1	225,8	255,5	305,6	362,9	389,0	436,6
016	Services financiers	33,7	30,9	36,6	36,7	37,0	35,3	32,3	50,4	60,3	61,1	66,3	75,1	79,9	91,4	94,6
017	Services immobiliers et services aux entreprises	72,6	66,3	73,3	79,7	84,4	94,4	115,6	110,3	126,9	128,2	134,1	142,6	131,9	125,1	140,0
018	Services d'administration publique	164,4	190,1	207,5	224,5	238,8	254,5	256,1	256,4	264,3	281,7	257,6	269,2	273,8	251,5	257,3
019	Education	27,5	29,4	29,5	29,9	29,2	32,9	38,5	39,6	48,1	44,7	46,3	52,2	54,4	52,5	58,3
020	Services de santé et d'action sociale	35,0	38,9	40,7	42,8	42,9	45,0	37,1	37,3	38,1	34,7	36,1	38,7	40,6	44,4	46,5
021	Services collectifs, sociaux et personnels	75,9	74,5	75,0	76,1	77,0	77,2	70,5	75,5	85,0	87,9	89,5	91,5	92,9	91,3	94,8
022	Production imputée des services bancaires	-25,0	-23,5	-30,0	-31,9	-33,9	-35,1	-40,1	-45,8	-59,0	-69,4	-68,7	-65,6	-62,7	-78,6	-71,5
	PIB aux couts des facteurs	1929,6	1925,5	2206,8	2287,2	2497,5	2530,0	2703,5	2837,9	2952,6	3126,8	357,6	380,9	390,7	389,3	397,0
	Impôts nets sur produits	188,1	190,8	236,4	230,3	249,7	259,3	269,3	274,6	270,2	252,1	357,6	339,7	374,0	350,6	371,7
	Produit intérieur brut au prix du marché	2118	2116	2442	2518	2747	2790	2972	3111	3220	3373	3531	3722	3843	3811	3899

3.6. Contribution à la croissance au prix de l'année précédente

En nombre de points de pourcentage du taux de croissance du PIB

		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Code	LIBELLE														
	Secteur Primaire	-3,8	4,2	-1,3	5,8	-0,5	2,3	1,4	1,1	3,7	1,0	3,4	-0,7	3,1	-1,1
001	Produits de l'agriculture vivrière	-2,4	0,6	-0,5	4,0	-0,7	0,8	1,2	0,4	2,7	0,7	1,6	-1,7	2,1	-1,6
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	-1,6	2,7	-0,7	1,2	-0,2	-0,1	-0,4	-0,6	0,1	0,2	0,2	0,0	0,2	0,0
003	Produits de l'élevage et de la chasse	0,3	0,3	0,2	0,3	0,1	1,2	0,4	0,8	0,7	0,4	1,0	0,9	0,5	0,3
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1
005	Produits de la pêche	-0,1	0,3	-0,3	0,2	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1
006	Produits de l'extraction	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,3	0,0	0,3	0,1	-0,5	0,3	0,0	0,1	-0,1
	Secteur secondaire	3,9	5,4	3,6	0,6	0,3	1,6	1,1	-0,4	-0,3	0,4	-1,2	0,1	-1,6	0,5
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	2,1	-0,1	0,3	0,8	0,7	-0,6	0,3	0,2	-0,4	0,3	0,2	0,4	-0,3	0,3
008	Textiles et articles d'habillements	0,0	-0,1	1,0	-0,3	0,3	-0,5	-0,3	0,2	0,3	0,0	0,2	0,3	0,4	-0,2
009	Produits des autres activités industrielles	0,4	4,0	2,1	-0,4	-1,6	1,4	0,6	-1,8	-0,3	-0,2	-2,0	-0,7	0,5	0,1
009001	Métallurgie fonderie (Or)	0,1	3,4	1,1	-1,0	1,3	1,5	0,5	-2,1	-0,6	-0,4	-2,3	-1,0	0,4	0,1
010	Electricité, Gaz et Eau	0,0	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	-0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0
011	Travaux de construction	1,5	1,5	0,0	0,5	0,7	1,2	0,2	0,9	0,1	0,3	0,3	0,1	-2,2	0,2
	Secteur tertiaire	-0,3	3,8	1,0	1,9	1,4	2,3	2,0	3,0	1,9	-0,2	3,7	2,9	-1,8	2,5
012	Commerce	-0,1	1,4	0,0	0,4	0,0	1,0	0,3	0,7	1,5	-0,6	1,3	1,6	-0,4	0,7
013	Services de réparation	-0,2	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	-0,1	0,1
014	Services d'hôtellerie et de restauration	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,3	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	-0,4	0,1
015	Services de transports et de communications	-1,2	0,7	-0,1	0,6	0,2	0,9	0,8	0,8	0,1	0,6	1,0	1,0	0,3	0,5
016	Services financiers	-0,1	0,3	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,6	0,3	0,0	0,1	0,2	0,1	0,3	0,1
017	Services immobiliers et services aux entreprises	-0,3	0,3	0,3	0,2	0,4	0,8	-0,2	0,6	0,0	0,2	0,3	-0,3	-0,2	0,4
018	Services d'administration publique	1,2	0,8	0,7	0,5	0,6	0,1	0,0	0,2	0,5	-0,8	0,4	0,2	-0,9	0,2
019	Education	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2	0,0	0,4	-0,1	0,1	0,2	0,1	-0,1	0,2
020	Services de santé et d'action sociale	0,2	0,1	0,1	0,0	0,1	-0,3	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
021	Services collectifs, sociaux et personnels	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,3	0,2	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
022	Production imputée des services bancaires	0,1	-0,3	-0,1	-0,1	0,0	-0,2	-0,2	-0,3	-0,3	0,0	0,1	0,1	-0,3	0,1
	PIB aux couts des facteurs	-0,2	13,4	3,3	8,3	1,2	6,1	4,5	3,6	5,4	1,3	5,9	2,4	-0,3	1,8
	Impôts nets sur produits	0,1	2,0	-0,2	0,8	0,4	0,4	0,2	-0,2	-0,6	3,4	-0,5	0,9	-0,5	0,5
	Produit intérieur brut au prix du marché	-0,1	15,4	3,1	9,1	1,6	6,5	4,7	3,5	4,8	4,7	5,4	3,2	-0,8	2,3

Dépenses de consommation finale des ménages

3.7. Dépenses de consommation finale des ménages aux prix courants

En Milliards de F.CFA

Code	LIBELLE	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
001	Produits de l'agriculture vivrière	228,2	242,9	309,8	383,0	256,9	283,4	366,6	355,5	428,9	571,7	628,2	739,9	892,0	1008,2	900,3
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	23,0	21,7	19,7	21,4	23,1	36,5	52,8	51,6	63,3	77,3	75,8	78,2	78,9	111,2	108,4
003	Produits de l'élevage et de la chasse	87,3	90,0	94,8	99,6	104,8	89,4	120,9	124,3	144,2	167,2	180,4	209,2	240,9	265,4	286,6
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	66,4	63,2	65,9	67,4	70,3	69,0	72,7	76,6	82,2	91,4	92,5	97,6	115,2	127,0	143,4
005	Produits de la pêche	92,3	89,8	98,7	103,4	109,3	111,9	120,4	134,4	147,2	161,0	157,9	166,9	172,2	208,9	223,3
006	Produits de l'extraction	4,9	4,8	5,4	5,6	6,9	5,4	9,9	9,6	9,3	9,7	5,9	10,2	9,2	11,8	8,2
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	389,8	384,2	452,4	463,6	515,2	561,9	692,9	722,7	745,1	841,0	880,8	967,8	1138,6	1169,6	1363,4
008	Textiles et articles d'habillements	74,7	71,4	83,8	71,7	75,3	86,0	87,5	89,9	98,5	109,6	111,8	124,2	119,2	127,5	132,3
009	Produits des autres activités industrielles	275,3	282,7	341,1	341,5	392,7	321,6	387,9	384,0	413,0	515,5	503,0	638,8	659,2	636,3	679,4
010	Electricité, Gaz et Eau	15,3	16,2	16,8	17,6	18,2	14,9	16,7	20,0	21,2	23,0	24,4	27,8	29,3	26,0	31,9
011	Travaux de construction	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
012	Commerce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
013	Services de réparation	33,3	30,4	34,0	34,6	36,7	38,4	41,0	37,9	38,7	48,6	55,9	60,1	60,2	57,6	57,6
014	Services d'hôtellerie et de restauration	52,8	50,6	56,8	57,8	59,5	65,7	67,4	85,3	93,0	111,7	116,5	122,6	128,3	86,1	98,2
015	Services de transports et de communications	111,9	98,6	105,7	102,6	110,3	153,8	169,1	176,7	215,7	230,0	254,4	261,7	287,8	270,7	305,3
016	Services financiers	9,2	8,3	7,8	7,7	7,9	12,7	18,1	18,2	25,2	27,3	43,3	50,1	52,4	59,6	61,5
017	Services immobiliers et services aux entreprises	60,0	61,3	67,2	64,9	66,3	93,6	90,7	104,3	106,6	106,7	116,3	135,4	144,8	158,6	166,9
018	Services d'administration publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
019	Education	12,4	13,3	16,7	18,0	20,3	15,7	19,2	26,3	27,9	32,1	39,9	40,7	43,3	37,0	37,0
020	Services de santé et d'action sociale	4,0	5,3	6,7	7,8	9,4	19,0	17,0	14,3	14,6	15,9	19,3	21,0	23,4	23,9	25,5
021	Services collectifs, sociaux et personnels	82,7	82,1	86,4	91,6	96,5	98,5	105,5	110,5	118,8	124,5	126,0	129,1	131,4	128,6	165,0
022	Production imputée des services bancaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
023	Correction territoriale	6,0	-0,1	-38,5	-47,2	-46,7	-39,1	-37,7	-28,7	-40,2	-57,2	-42,5	-41,5	-43,1	-20,3	-30,0
	Total	1629,47	1616,83	1831,18	1912,63	1933,01	2038,39	2418,41	2513,37	2753,3	3207,1	3389	3839	4283,4	4493,	4764,2

3.8. Dépenses de consommation finale des ménages en volume (prix de l'année précédente)

En Milliards de
F.CFA

Code	LIBELLE	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
001	Produits de l'agriculture vivrière	228,2	235,5	255,7	307,2	383,6	287,4	302,8	401,3	370,4	531,7	596,1	707,3	659,8	1021,9	915,3
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	23,0	18,8	21,7	19,4	22,1	34,8	45,5	53,5	57,1	73,5	92,1	74,8	64,0	81,6	114,9
003	Produits de l'élevage et de la chasse	87,3	88,7	94,6	100,0	103,5	89,8	92,4	126,8	135,7	153,1	175,9	198,0	221,6	248,2	270,1
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	66,4	66,6	64,6	68,1	68,9	66,2	70,2	73,5	79,1	84,0	96,0	99,9	101,1	119,8	131,5
005	Produits de la pêche	92,3	90,5	100,0	88,8	109,0	107,9	112,6	123,3	140,4	150,4	168,0	163,2	170,5	187,2	217,7
006	Produits de l'extraction	4,9	5,1	5,3	4,5	6,7	5,5	7,5	9,6	9,1	8,8	5,9	10,3	8,7	11,5	7,8
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	389,8	391,8	427,6	450,5	523,5	548,2	603,4	716,7	735,2	755,1	884,3	949,7	1078,9	1106,9	1309,1
008	Textiles et articles d'habillements	74,7	72,8	81,0	69,8	75,8	81,5	85,9	84,4	104,1	103,0	111,8	122,9	118,0	121,9	129,2
009	Produits des autres activités industrielles	275,3	277,3	335,0	334,4	383,7	328,6	359,8	383,8	411,3	465,5	491,5	619,0	645,9	616,5	654,4
010	Electricité, Gaz et Eau	15,3	16,1	16,6	17,1	18,9	14,3	17,0	19,8	21,2	23,0	24,4	29,5	29,4	27,0	30,5
011	Travaux de construction	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
012	Commerce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
013	Services de réparation	33,3	30,4	33,9	31,7	36,8	38,6	37,3	39,7	38,7	39,5	49,0	61,1	60,3	52,9	57,6
014	Services d'hôtellerie et de restauration	52,8	49,3	54,9	57,5	61,8	66,7	67,3	85,3	90,7	102,5	113,4	120,4	127,0	79,8	100,2
015	Services de transports et de communications	111,9	90,8	103,3	101,2	114,4	151,1	156,6	170,2	213,7	240,1	282,0	266,2	293,6	279,1	277,3
016	Services financiers	9,2	8,2	7,7	7,5	7,8	14,0	17,7	19,3	22,9	26,7	41,4	53,3	51,9	58,2	62,1
017	Services immobiliers et services aux entreprises	60,0	59,7	62,1	64,3	68,4	96,0	96,8	102,8	108,9	104,7	116,7	132,1	139,2	156,1	163,6
018	Services d'administration publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
019	Education	12,4	13,3	15,5	18,0	20,1	16,8	16,7	23,0	28,4	29,4	39,2	38,7	42,5	37,3	36,9
020	Services de santé et d'action sociale	4,0	5,3	6,5	7,4	9,0	8,5	16,6	13,8	14,5	15,9	17,8	20,7	23,6	23,9	24,9
021	Services collectifs, sociaux et personnels	82,7	81,8	84,4	88,8	94,4	101,2	103,9	109,5	118,7	119,7	126,0	124,4	130,9	123,5	141,9
022	Production imputée des services bancaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
023	Correction territoriale	6,0	-0,3	-37,0	-44,2	-46,3	-37,2	-33,9	-27,3	-39,6	-52,4	-41,5	-42,1	-42,9	-19,3	-32,2
	Total	1629,	1601,	1733,	1792,	2062,	2019,	2176,	2529,	2660,6	2974,2	3390,0	3749,3	3924,1	4334,0	4612,6

3.9. Dépenses de consommation finale des ménages en volume (prix de l'année précédente)

		Evolution annuelle en %														
Code	LIBELLE	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
001	Produits de l'agriculture vivrière		3,2	5,3	-0,8	0,2	11,9	6,9	9,5	4,2	24,0	4,3	12,6	-10,8	14,6	-9,2
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation		-18,2	-0,4	-1,3	3,0	50,7	24,6	1,3	10,7	16,0	19,1	-1,3	-18,2	3,4	3,3
003	Produits de l'élevage et de la chasse		1,5	5,2	5,4	3,9	-14,3	3,3	4,9	9,1	6,1	5,2	9,8	5,9	3,0	1,8
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière		0,3	2,3	3,3	2,2	-5,9	1,7	1,1	3,2	2,2	5,0	8,0	3,5	4,0	3,6
005	Produits de la pêche		-1,9	11,3	-10,1	5,5	-1,3	0,6	2,4	4,5	2,2	4,4	3,3	2,2	8,7	4,2
006	Produits de l'extraction		4,5	10,6	-15,4	20,7	-19,6	38,5	-3,8	-5,2	-4,7	-39,1	74,9	-14,4	24,8	-34,0
007	Produits de l'industrie agroalimentaire		0,5	11,3	-0,4	12,9	6,4	7,4	3,4	1,7	1,3	5,1	7,8	11,5	-2,8	11,9
008	Textiles et articles d'habillements		-2,5	13,4	-16,8	5,7	8,2	-0,2	-3,5	15,8	4,6	2,1	9,9	-5,0	2,3	1,3
009	Produits des autres activités industrielles		0,7	18,5	-2,0	12,3	-16,3	11,9	-1,1	7,1	12,7	-4,7	23,1	1,1	-6,5	2,9
010	Electricité, Gaz et Eau		5,4	2,5	2,2	7,1	-21,4	14,6	18,4	6,4	8,4	6,1	20,7	5,9	-7,9	17,2
011	Travaux de construction		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
012	Commerce		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
013	Services de réparation		-8,8	11,5	-6,7	6,3	5,3	-2,7	-3,1	2,3	2,2	0,9	9,2	0,3	-12,2	0,0
014	Services d'hôtellerie et de restauration		-6,6	8,5	1,4	6,9	12,2	2,4	26,6	6,3	10,2	1,5	3,4	3,6	-37,8	16,3
015	Services de transports et de communications		-18,9	4,7	-4,3	11,5	37,0	1,8	0,6	20,9	11,3	22,6	4,7	12,2	-3,0	2,4
016	Services financiers		-10,7	-7,1	-4,1	1,4	77,4	39,6	7,1	26,1	5,7	51,6	23,0	3,7	11,2	4,3
017	Services immobiliers et services aux entreprises		-0,5	1,4	-4,3	5,4	44,8	3,4	13,3	4,4	-1,8	9,3	13,6	2,8	7,8	3,1
018	Services d'administration publique		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
019	Education		7,8	16,2	8,2	11,8	-17,4	6,4	20,1	8,1	5,5	22,1	-3,0	4,5	-13,8	-0,4
020	Services de santé et d'action sociale		32,8	22,5	11,6	15,2	-10,2	-12,2	-18,7	1,7	8,4	12,3	7,6	12,8	2,3	4,0
021	Services collectifs, sociaux et personnels		-1,1	2,8	2,9	3,1	4,8	5,5	3,7	7,4	0,8	1,2	-1,3	1,4	-6,0	10,3
022	Production imputée des services bancaires		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
023	Correction territoriale		-104,6	67143,8	14,7	-1,9	-20,4	-13,3	-27,6	37,9	30,4	-27,4	-0,9	3,4	-55,3	58,7
	Total		-1,7	7,2	-2,1	7,8	4,5	6,8	4,6	5,9	8,0	5,7	10,6	2,2	1,2	2,6

3.10. Déflateurs des dépenses de consommation finale des ménages

Evolution annuelle en %

Code	LIBELLE	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
001	Produits de l'agriculture vivrière	3,2	21,2	24,7	-33,0	-1,4	21,1	-11,4	15,8	7,5	5,4	4,6	35,2	-1,3	-1,6
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	15,4	-9,1	10,4	4,6	4,9	16,0	-3,4	10,8	5,2	-17,6	4,6	23,3	36,2	-5,6
003	Produits de l'élevage et de la chasse	1,5	0,2	-0,4	1,3	-0,4	30,9	-1,9	6,3	9,2	2,5	5,7	8,7	6,9	6,1
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	-5,1	2,0	-1,1	2,0	4,3	3,6	4,2	4,0	8,8	-3,7	-2,3	14,0	6,0	9,0
005	Produits de la pêche	-0,8	-1,3	16,4	0,2	3,7	6,9	9,0	4,8	7,0	-6,0	2,2	1,0	11,6	2,6
006	Produits de l'extraction	-6,8	1,6	22,5	2,7	-2,2	32,3	-0,1	2,1	10,5	-1,0	-1,0	5,7	2,3	6,0
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	-1,9	5,8	2,9	-1,6	2,5	14,8	0,8	1,3	11,4	-0,4	1,9	5,5	5,7	4,1
008	Textiles et articles d'habillements	-1,9	3,6	2,8	-0,7	5,6	1,9	6,5	-5,4	6,3	0,0	1,0	1,0	4,6	2,4
009	Produits des autres activités industrielles	1,9	1,8	2,1	2,4	-2,1	7,8	0,1	0,4	10,8	2,3	3,2	2,1	3,2	3,8
010	Electricité, Gaz et Eau	0,6	0,8	3,0	-3,7	4,0	-2,1	1,0	0,0	-0,1	0,1	-5,8	-0,3	-3,5	4,4
011	Travaux de construction														
012	Commerce														
013	Services de réparation	0,0	0,5	9,0	-0,4	-0,6	9,8	-4,7	-0,2	23,0	14,0	-1,6	-0,1	9,0	0,0
014	Services d'hôtellerie et de restauration	2,6	3,4	0,5	-3,8	-1,5	0,1	0,0	2,5	9,0	2,7	1,8	1,0	8,0	-2,0
015	Services de transports et de communications	8,7	2,4	1,4	-3,6	1,8	8,0	3,8	0,9	-4,2	-9,8	-1,7	-2,0	-3,0	10,1
016	Services financiers	1,1	1,9	2,0	1,9	-9,9	2,3	-6,1	10,2	2,4	4,6	-6,1	0,9	2,3	-1,1
017	Services immobiliers et services aux entreprises	2,7	8,1	0,9	-3,0	-2,5	-6,4	1,5	-2,1	2,0	-0,4	2,5	4,1	1,6	2,0
018	Services d'administration publique														
019	Education	0,2	7,5	-0,4	1,3	-6,5	14,6	14,2	-1,8	9,2	1,6	5,3	1,8	-0,8	0,4
020	Services de santé et d'action sociale	0,0	2,0	5,0	4,7	123,9	2,0	3,4	0,9	0,0	8,0	1,1	-1,0	0,0	2,5
021	Services collectifs, sociaux et personnels	0,4	2,3	3,1	2,3	-2,6	1,6	1,0	0,1	4,0	0,0	3,8	0,4	4,1	16,3
022	Production imputée des services bancaires														
023	Correction territoriale	-80,2	4,1	6,9	0,8	5,1	11,3	5,1	1,5	9,2	2,4	-1,6	0,6	5,3	-6,9
	Total	0,9	5,6	6,7	-6,3	0,9	11,1	-0,6	3,5	7,8	0,0	2,4	9,2	3,7	3,3

3.11. Dépenses de consommation finale des ménages aux prix de l'année précédente (prix chaînés, base 100=1999)

En Milliards de F.CFA

Cod e	LIBELLE	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
001	Produits de l'agriculture vivrière	228,2	235,5	247,9	245,8	246,2	275,5	294,3	322,3	335,8	416,2	434,0	488,6	435,7	499,1	453,1
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	23,0	18,8	18,8	18,5	19,1	28,7	35,8	36,3	40,1	46,6	55,4	54,7	44,8	46,3	47,8
003	Produits de l'élevage et de la chasse	87,3	88,7	93,2	98,3	102,1	87,5	90,4	94,8	103,4	109,8	115,5	126,8	134,3	138,4	140,8
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	66,4	66,6	68,1	70,4	72,0	67,7	68,9	69,7	71,9	73,5	77,1	83,3	86,2	89,7	92,9
005	Produits de la pêche	92,3	90,5	100,8	90,7	95,6	94,4	95,0	97,3	101,6	103,9	108,4	112,1	114,5	124,5	129,7
006	Produits de l'extraction	4,9	5,1	5,7	4,8	5,8	4,7	6,5	6,2	5,9	5,6	3,4	6,0	5,1	6,4	4,2
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	389,8	391,8	436,1	434,2	490,3	521,7	560,2	579,5	589,5	597,5	628,2	677,3	755,1	734,0	821,6
008	Textiles et articles d'habillements	74,7	72,8	82,5	68,7	72,6	78,5	78,4	75,6	87,6	91,6	93,5	102,8	97,7	99,9	101,3
009	Produits des autres activités industrielles	275,3	277,3	328,6	322,1	361,8	302,8	338,8	335,2	359,0	404,6	385,7	474,7	480,0	448,9	461,7
010	Electricité, Gaz et Eau	15,3	16,1	16,5	16,9	18,1	14,2	16,3	19,3	20,5	22,3	23,6	28,5	30,2	27,8	32,6
011	Travaux de construction	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
012	Commerce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
013	Services de réparation	33,3	30,4	33,9	31,6	33,6	35,3	34,4	33,3	34,1	34,9	35,2	38,4	38,5	33,8	33,8
014	Services d'hôtellerie et de restauration	52,8	49,3	53,5	54,2	58,0	65,0	66,6	84,3	89,7	98,8	100,3	103,7	107,4	66,8	77,6
015	Services de transports et de communications	111,9	90,8	95,0	91,0	101,4	138,9	141,5	142,4	172,2	191,7	235,0	246,0	276,0	267,6	274,1
016	Services financiers	9,2	8,2	7,6	7,3	7,4	13,1	18,3	19,6	24,7	26,1	39,6	48,7	50,6	56,2	58,6
017	Services immobiliers et services aux entreprises	60,0	59,7	60,5	57,9	61,0	88,3	91,4	103,6	108,1	106,2	116,1	131,9	135,6	146,2	150,7
018	Services d'administration publique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
019	Education	12,4	13,3	15,5	16,7	18,7	15,5	16,4	19,8	21,4	22,5	27,5	26,7	27,9	24,0	23,9
020	Services de santé et d'action sociale	4,0	5,3	6,5	7,3	8,4	7,5	6,6	5,4	5,5	5,9	6,7	7,2	8,1	8,3	8,6
021	Services collectifs, sociaux et personnels	82,7	81,8	84,1	86,5	89,1	93,4	98,5	102,2	109,8	110,6	111,9	110,5	112,1	105,3	116,2
022	Production imputée des services bancaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
023	Correction territoriale	6,0	-0,3	-187,2	-214,7	-210,6	-167,7	-145,4	-105,3	-145,2	-189,4	-137,5	-136,2	-140,8	-63,0	-100,0
	Total	1629,	1601,8	1717,2	1680,6	1812,0	1893,4	2021,6	2114,1	2237,9	2417,5	2555,3	2826,5	2888,7	2922,9	3000,2

4. Formation brute de capital fixe

5.1. Formation brute de capital fixe aux prix courants

En Million de F.CFA

Code	LIBELLE	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
003	Produits de l'élevage et de la chasse	28,8	44,4	39,9	55,8	62,6	41,3	47,6	49,0	61,9	71,1	87,9	98,8	117,7	136,5	141,7
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,6	0,8	0,9	0,9				
009	Produits des autres activités industrielles	107,7	110,6	136,7	132,4	155,1	155,8	195,4	232,9	269,2	399,7	299,1	357,1	372,4	338,8	425,3
011	Travaux de construction	208,7	216,3	259,5	277,6	300,4	383,2	420,4	441,5	466,6	497,3	531,3	593,7	602,4	423,9	520,8
017	Services immobiliers et services aux entreprises							2,9	5,1	1,8	41,7	53,5	49,1	50,0	42,1	18,1
	Total	345,6	371,6	436,5	466,1	518,5	580,6	666,8	729,0	800,2	1010,7	972,6	1 098,7	1 142,5	941,3	1 106,0

5.2. Formation brute de capital fixe aux prix de l'année précédente

En Million de F.CFA

Code	LIBELLE	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
003	Produits de l'élevage et de la chasse	28,8	43,7	39,8	56,0	61,8	41,4	46,0	48,7	51,7	65,1	90,8	94,3	103,1	117,5	132,6
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,7	0,8	0,9	0,0			
009	Produits des autres activités industrielles	107,7	109,2	134,4	130,1	153,7	149,7	193,5	232,1	234,9	387,8	351,1	361,9	482,8	292,4	465,9
011	Travaux de construction	208,7	212,0	254,4	264,4	294,6	380,8	389,3	438,3	468,1	489,6	501,2	575,8	628,1	415,6	474,1
017	Services immobiliers et services aux entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,5	4,7	9,5	29,3	56,3	44,6	50,5	41,7	18,0
	Total	345,6	365,3	429,0	450,9	510,5	572,3	631,6	724,4	764,9	972,5	1000,3	1076,6	1264,4	867,1	1090,6

5.3. Formation brute de capital fixe aux prix de l'année précédente

Evolution annuelle en %

Code	LIBELLE	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
003	Produits de l'élevage et de la chasse		51,6	-10,2	40,4	10,7	-33,8	11,3	2,4	5,5	5,2	27,6	7,3	4,3	-0,2	-2,9
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière		2,3	0,0	0,0	0,0	-1,3	3,7	3,5	29,5	2,1	3,6	0,0			
009	Produits des autres activités industrielles		1,4	21,6	-4,8	16,1	-3,5	24,2	18,8	0,9	44,0	-12,2	21,0	35,2	-21,5	37,5
011	Travaux de construction		1,6	17,6	1,9	6,1	26,7	1,6	4,3	6,0	4,9	0,8	8,4	5,8	-31,0	11,9
017	Services immobiliers et services aux entreprises								61,6	87,5	1504,3	35,0	-16,6	2,7	-16,6	-57,3
	Total		5,7	15,5	3,3	9,5	10,4	8,8	8,7	4,9	21,5	-1,0	10,7	15,1	-24,1	15,9

5.4. Formation brute de capital fixe en volume (prix chaînés, base 100=1999)

En Million de F.CFA

Code	LIBELLE	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
003	Produits de l'élevage et de la chasse	28,8	43,7	39,2	55,1	61,0	40,4	45,0	46,1	48,6	51,1	65,2	70,0	73,0	72,9	70,8
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,6	0,6	0,0	1,0	2,0	3,0
009	Produits des autres activités industrielles	107,7	109,2	132,7	126,3	146,7	141,6	175,9	209,0	210,8	303,6	266,7	322,7	436,3	342,6	471,1
011	Travaux de construction	208,7	212,0	249,4	254,1	269,6	341,8	347,2	362,0	383,8	402,7	405,9	439,9	465,4	321,0	359,1
017	Services immobiliers et services aux entreprises															
	Total	345,6	365,3	421,8	435,7	477,1	526,7	572,9	622,5	653,2	793,8	785,6	869,6	1000,8	759,5	880,0

6. Equilibre Ressources Emplois

6.1. Equilibres Ressources Emplois aux prix courants de l'année 1999

Milliards de FCFA

Code	LIBELLE	Product.	Importat.	Droits & t.	Marge C.	TOTAL	Cons. Int	Cons. Fin.	FBCF	Export	Var. stock
001	Produits de l'agriculture vivrière	281,5	5,0	0,9	17,8	305,2	44,2	228,2	0,0	2,8	30,0
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	106,5	7,8	2,3	4,3	120,9	97,4	23,0	0,0	0,5	0,0
003	Produits de l'élevage et de la chasse	319,1	0,0	0,0	20,0	339,1	175,0	87,3	28,8	32,2	15,7
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	67,1	0,0	0,0	7,2	74,3	7,6	66,4	0,4	0,0	0,0
005	Produits de la pêche	85,6	0,0	0,0	16,0	101,5	9,2	92,3	0,0	0,0	0,0
006	Produits de l'extraction	12,7	1,0	4,8	3,4	21,9	17,0	4,9	0,0	0,0	0,0
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	320,5	55,3	36,2	44,8	456,8	64,8	389,8	0,0	1,9	0,4
008	Textiles et articles d'habillements	226,9	15,9	16,8	16,1	275,7	45,8	74,7	0,0	155,2	0,0
009	Produits des autres activités industrielles	293,0	410,7	112,1	122,3	938,2	408,8	275,3	107,7	159,3	-12,8
010	Electricité, Gaz et Eau	60,3	0,0	3,1	0,1	63,5	48,2	15,3	0,0	0,0	0,0
011	Travaux de construction	280,2	0,9	0,0	0,0	281,1	72,4	0,0	208,7	0,0	0,0
012	Commerce	251,9	0,0	0,0	-251,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
013	Services de réparation	58,5	3,3	0,0	0,0	61,8	28,5	33,3	0,0	0,0	0,0
014	Services d'hôtellerie et de restauration	59,9	0,0	0,0	0,0	59,9	7,1	52,8	0,0	0,0	0,0
015	Services de transports et de communications	209,8	67,4	6,8	0,0	284,0	140,8	111,9	0,0	31,3	0,0
016	Services financiers	46,8	4,0	1,3	0,0	52,0	42,1	9,2	0,0	0,7	0,0
017	Services immobiliers et services aux entreprises	127,8	34,7	2,2	0,0	164,7	78,4	60,0	0,0	26,3	0,0
018	Services d'administration publique	240,5	0,0	0,0	0,0	240,5	0,0	240,5	0,0	0,0	0,0
019	Education	51,1	0,0	0,0	0,0	51,1	0,0	51,1	0,0	0,0	0,0
020	Services de santé et d'action sociale	42,1	0,0	0,0	0,0	42,1	10,9	31,2	0,0	0,0	0,0
021	Services collectifs, sociaux et personnels	85,6	0,0	1,6	0,0	87,3	0,0	87,2	0,0	0,0	0,0
022	Production imputée des services bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
023	Correction territoriale	0,0	24,6	0,0	0,0	24,6	0,0	6,0	0,0	18,5	0,0
	Total	3227,6	630,5	188,1	0,0	4046,3	1298,1	1940,5	345,6	428,9	33,3

6.2. Equilibres Ressources emplois aux prix courants de l'année 2000

Milliards de FCFA

Code	LIBELLE	Product.	Importat.	Droits & t.	Marge C.	TOTAL	Cons. Int	Cons. Fin.	FBCF	Export	Var. stock
001	Produits de l'agriculture vivrière	237,6	4,3	0,8	17,8	260,5	42,6	242,9	0,0	2,9	-27,9
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	65,5	6,9	2,1	4,1	78,6	94,6	21,7	0,0	0,6	-38,4
003	Produits de l'élevage et de la chasse	330,7	0,0	0,0	18,6	349,3	153,3	90,0	44,4	37,5	24,2
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	64,1	0,0	0,0	6,2	70,3	6,8	63,2	0,4	0,0	0,0
005	Produits de la pêche	83,6	0,0	0,0	14,6	98,1	8,3	89,8	0,0	0,0	0,0
006	Produits de l'extraction	11,1	1,0	4,0	2,8	18,8	14,0	4,8	0,0	0,0	0,0
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	324,8	45,7	31,6	42,7	444,9	56,5	384,2	0,0	5,3	-1,2
008	Textiles et articles d'habillements	192,0	19,2	15,9	15,2	242,3	41,8	71,4	0,0	118,9	10,2
009	Produits des autres activités industrielles	327,5	475,7	107,7	106,5	1017,4	374,9	282,7	110,6	226,5	22,8
010	Electricité, Gaz et Eau	58,2	0,0	3,1	0,1	61,4	45,1	16,2	0,0	0,0	0,0
011	Travaux de construction	251,0	0,8	0,0	0,0	251,8	34,4	0,0	216,3	1,1	0,0
012	Commerce	228,6	0,0	0,0	-228,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
013	Services de réparation	53,0	3,1	0,0	0,0	56,1	25,7	30,4	0,0	0,0	0,0
014	Services d'hôtellerie et de restauration	58,3	0,0	0,0	0,0	58,3	7,7	50,6	0,0	0,0	0,0
015	Services de transports et de communications	194,2	69,8	5,6	0,0	269,5	145,4	98,6	0,0	25,5	0,0
016	Services financiers	44,3	3,8	1,0	0,0	49,1	40,0	8,3	0,0	0,8	0,0
017	Services immobiliers et services aux entreprises	121,0	33,9	2,0	0,0	156,9	75,4	61,3	0,0	20,3	0,0
018	Services d'administration publique	276,1	0,0	0,0	0,0	276,1	0,0	271,3	0,0	4,9	0,0
019	Education	53,9	0,0	0,0	0,0	53,9	0,0	53,9	0,0	0,0	0,0
020	Services de santé et d'action sociale	45,4	0,0	0,0	0,0	45,4	11,2	34,3	0,0	0,0	0,0
021	Services collectifs, sociaux et personnels	85,4	0,0	1,2	0,0	86,7	0,0	86,6	0,0	0,0	0,0
022	Production imputée des services bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
023	Correction territoriale	0,0	28,7	0,0	0,0	28,7	0,0	-0,1	0,0	28,7	0,0
Total		3106,1	692,9	174,9	0,0	3973,9	1177,8	1962,1	371,6	472,8	-10,3

6.3. Equilibres Ressources emplois aux prix courants de l'année 2001

Milliards de FCFA

Code	LIBELLE	Product.	Importat.	Droits & t.	Marge C.	TOTAL	Cons. Int	Cons. Fin.	FBCF	Export	Var. stock
001	Produits de l'agriculture vivrière	326,5	4,9	1,0	20,7	353,1	51,1	309,8	0,0	3,2	-11,0
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	134,6	6,2	2,0	3,3	146,1	73,4	19,7	0,0	0,6	52,5
003	Produits de l'élevage et de la chasse	339,6	0,0	0,0	19,8	359,5	157,1	94,8	39,9	45,9	21,7
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	68,8	0,0	0,0	6,8	75,5	9,2	65,9	0,4	0,0	0,0
005	Produits de la pêche	91,5	0,0	0,0	16,0	107,6	8,9	98,7	0,0	0,0	0,0
006	Produits de l'extraction	12,8	1,1	4,6	3,2	21,7	16,3	5,4	0,0	0,0	0,0
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	351,8	76,5	42,2	48,8	519,4	65,0	452,4	0,0	5,1	-3,1
008	Textiles et articles d'habillements	177,5	28,5	20,1	17,1	243,2	47,8	83,8	0,0	90,2	21,3
009	Produits des autres activités industrielles	498,4	580,9	134,5	157,1	1371,0	498,9	341,1	136,7	391,5	2,6
010	Electricité, Gaz et Eau	65,4	0,0	3,7	0,1	69,2	52,5	16,8	0,0	0,0	0,0
011	Travaux de construction	305,4	0,9	0,0	0,0	306,3	41,0	0,0	259,5	5,8	0,0
012	Commerce	292,9	0,0	0,0	-292,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
013	Services de réparation	62,0	3,7	0,0	0,0	65,7	31,6	34,0	0,0	0,0	0,0
014	Services d'hôtellerie et de restauration	66,5	0,0	0,0	0,0	66,5	9,8	56,8	0,0	0,0	0,0
015	Services de transports et de communications	223,0	85,4	6,6	0,0	315,0	180,2	105,7	0,0	29,1	0,0
016	Services financiers	56,2	5,0	1,2	0,0	62,4	53,7	7,8	0,0	0,9	0,0
017	Services immobiliers et services aux entreprises	143,7	41,5	2,4	0,0	187,6	96,2	67,2	0,0	24,2	0,0
018	Services d'administration publique	310,9	0,0	0,0	0,0	310,9	0,0	303,8	0,0	7,1	0,0
019	Education	59,8	0,0	0,0	0,0	59,8	0,0	59,8	0,0	0,0	0,0
020	Services de santé et d'action sociale	47,9	0,0	0,0	0,0	47,9	11,7	36,2	0,0	0,0	0,0
021	Services collectifs, sociaux et personnels	89,6	0,0	1,2	0,0	90,9	0,0	90,8	0,0	0,0	0,0
022	Production imputée des services bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
023	Correction territoriale	0,0	26,2	0,0	0,0	26,2	0,0	-38,5	0,0	64,7	0,0
	Total	3725,0	860,8	219,6	0,0	4805,4	1404,3	2212,2	436,5	668,4	84,0

6.4. Equilibres Ressources emplois aux prix courants de l'année 2002

Milliards de FCFA

Code	LIBELLE	Product.	Importat.	Droits & t.	Marge C.	TOTAL	Cons. Int	Cons. Fin.	FBCF	Export	Var. stock
001	Produits de l'agriculture vivrière	387,6	4,8	1,0	26,3	419,7	73,2	383,0	0,0	4,5	-41,0
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	116,5	9,9	2,9	5,6	134,9	144,2	21,4	0,0	0,6	-31,3
003	Produits de l'élevage et de la chasse	345,0	0,0	0,0	17,7	362,8	150,9	99,6	55,8	26,1	30,4
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	70,9	0,0	0,0	7,0	77,9	10,1	67,4	0,4	0,0	0,0
005	Produits de la pêche	97,2	0,0	0,0	16,8	114,0	10,6	103,4	0,0	0,0	0,0
006	Produits de l'extraction	15,1	1,1	5,5	3,7	25,3	19,8	5,6	0,0	0,0	0,0
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	361,0	67,7	48,6	49,1	526,4	67,8	463,6	0,0	5,4	-10,4
008	Textiles et articles d'habillements	271,3	18,0	18,9	15,2	323,4	52,1	71,7	0,0	147,8	51,7
009	Produits des autres activités industrielles	575,8	533,5	159,7	163,6	1432,5	554,6	341,5	132,4	442,6	-38,6
010	Electricité, Gaz et Eau	71,5	0,0	4,5	0,1	76,0	58,4	17,6	0,0	0,0	0,0
011	Travaux de construction	319,7	0,9	0,0	0,0	320,6	43,0	0,0	277,6	0,1	0,0
012	Commerce	305,1	0,0	0,0	-305,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
013	Services de réparation	69,2	2,9	0,0	0,0	72,1	37,5	34,6	0,0	0,0	0,0
014	Services d'hôtellerie et de restauration	69,4	0,0	0,0	0,0	69,4	11,6	57,8	0,0	0,0	0,0
015	Services de transports et de communications	226,3	93,5	7,8	0,0	327,6	199,5	102,6	0,0	25,5	0,0
016	Services financiers	60,2	5,1	1,6	0,0	66,9	58,5	7,7	0,0	0,7	0,0
017	Services immobiliers et services aux entreprises	156,0	43,7	2,6	0,0	202,3	115,5	64,9	0,0	21,9	0,0
018	Services d'administration publique	349,9	0,0	0,0	0,0	349,9	0,0	336,1	0,0	13,8	0,0
019	Education	62,0	0,0	0,0	0,0	62,0	0,0	62,0	0,0	0,0	0,0
020	Services de santé et d'action sociale	52,2	0,0	0,0	0,0	52,2	12,6	39,5	0,0	0,0	0,0
021	Services collectifs, sociaux et personnels	94,5	0,0	1,7	0,0	96,2	0,0	96,2	0,0	0,0	0,0
022	Production imputée des services bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
023	Correction territoriale	0,0	25,2	0,0	0,0	25,2	0,0	-47,2	0,0	72,5	0,0
	Total	4076,2	806,3	254,8	0,0	5137,3	1619,9	2329,1	466,1	761,5	-39,2

6.5. Equilibres Ressources emplois aux prix courants de l'année 2003

Milliards de FCFA

Code	LIBELLE	Product.	Importat.	Droits & t.	Marge C.	TOTAL	Cons. Int	Cons. Fin.	FBCF	Export	Var. stock
001	Produits de l'agriculture vivrière	295,2	6,7	1,2	33,9	337,0	112,1	256,9	0,0	5,1	-37,1
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	171,8	8,0	2,7	4,6	187,1	111,1	23,1	0,0	0,7	52,2
003	Produits de l'élevage et de la chasse	360,0	0,0	0,0	17,8	377,9	148,3	104,8	62,6	28,1	34,1
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	73,2	0,0	0,0	7,1	80,3	9,6	70,3	0,4	0,0	0,0
005	Produits de la pêche	102,4	0,0	0,0	17,7	120,2	10,9	109,3	0,0	0,0	0,0
006	Produits de l'extraction	17,2	1,2	6,2	4,2	28,8	21,9	6,9	0,0	0,0	0,0
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	368,7	109,6	56,7	57,9	592,8	65,7	515,2	0,0	5,6	6,3
008	Textiles et articles d'habillements	230,5	22,7	19,7	16,0	288,9	55,5	75,3	0,0	149,7	8,4
009	Produits des autres activités industrielles	530,6	577,8	170,7	170,8	1450,0	552,7	392,7	155,1	362,9	-13,5
010	Electricité, Gaz et Eau	67,5	0,0	4,4	0,1	72,1	53,4	18,2	0,0	0,5	0,0
011	Travaux de construction	350,2	1,0	0,0	0,0	351,2	47,4	0,0	300,4	3,4	0,0
012	Commerce	330,1	0,0	0,0	-330,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
013	Services de réparation	70,1	2,9	0,0	0,0	73,0	36,4	36,7	0,0	0,0	0,0
014	Services d'hôtellerie et de restauration	70,9	0,0	0,0	0,0	70,9	11,4	59,5	0,0	0,0	0,0
015	Services de transports et de communications	240,9	93,2	8,4	0,0	342,5	191,9	110,3	0,0	40,2	0,0
016	Services financiers	62,5	5,2	1,6	0,0	69,3	60,7	7,9	0,0	0,7	0,0
017	Services immobiliers et services aux entreprises	154,6	42,2	2,7	0,0	199,5	109,7	66,3	0,0	23,5	0,0
018	Services d'administration publique	357,3	0,0	0,0	0,0	357,3	0,0	347,7	0,0	9,6	0,0
019	Education	62,6	0,0	0,0	0,0	62,6	0,0	62,6	0,0	0,0	0,0
020	Services de santé et d'action sociale	54,3	0,0	0,0	0,0	54,3	13,6	40,7	0,0	0,0	0,0
021	Services collectifs, sociaux et personnels	99,1	0,0	1,8	0,0	100,8	0,0	100,8	0,0	0,0	0,0
022	Production imputée des services bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
023	Correction territoriale	0,0	27,7	0,0	0,0	27,7	0,0	-46,7	0,0	74,3	0,0
	Total	4069,7	898,3	276,1	0,0	5244,1	1612,2	2358,6	518,5	704,5	50,4

6.6. Equilibres Ressources emplois aux prix courants de l'année 2004

Milliards FCFA

Code	LIBELLE	Product.	Importat.	Droits & t.	Marge C.	TOTAL	Cons. Int	Cons. Fin.	FBCF	Export	Var. stock
001	Produits de l'agriculture vivrière	306,6	6,2	1,2	21,0	335,1	48,3	283,4	0,0	2,5	0,8
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	153,9	5,2	2,9	3,0	165,0	125,6	36,5	0,0	0,6	2,3
003	Produits de l'élevage et de la chasse	373,0	0,1	0,0	19,4	392,5	211,2	89,4	41,3	30,4	20,2
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	70,5	0,0	0,0	7,7	78,2	8,7	69,0	0,4	0,1	0,0
005	Produits de la pêche	104,8	0,1	0,0	19,5	124,4	12,5	111,9	0,0	0,0	0,0
006	Produits de l'extraction	18,1	2,2	5,9	4,9	31,1	25,2	5,4	0,0	0,1	0,4
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	451,2	86,8	51,5	57,1	646,7	78,9	561,9	0,0	5,2	0,6
008	Textiles et articles d'habillements	276,3	27,6	21,8	19,6	345,3	66,3	86,0	0,0	189,6	3,3
009	Produits des autres activités industrielles	432,6	592,1	177,8	171,8	1374,3	576,1	321,6	155,8	292,9	27,9
010	Electricité, Gaz et Eau	71,6	0,0	5,1	0,1	76,9	48,8	14,9	0,0	13,2	0,0
011	Travaux de construction	417,0	8,2	0,0	0,0	425,2	55,0	0,0	383,2	1,2	-14,1
012	Commerce	324,2	0,0	0,0	-324,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
013	Services de réparation	73,5	0,0	0,0	0,0	73,5	35,1	38,4	0,0	0,0	0,0
014	Services d'hôtellerie et de restauration	74,0	0,0	1,1	0,0	75,0	9,3	65,7	0,0	0,0	0,0
015	Services de transports et de communications	286,5	98,6	21,8	0,0	406,9	198,3	153,8	0,0	54,7	0,0
016	Services financiers	66,7	7,3	11,7	0,0	85,7	70,2	12,7	0,0	2,8	0,0
017	Services immobiliers et services aux entreprises	162,4	40,4	7,9	0,0	210,8	110,9	94,0	0,0	5,9	0,0
018	Services d'administration publique	364,6	0,0	0,0	0,0	364,6	0,0	357,0	0,0	7,6	0,0
019	Education	73,6	0,0	0,0	0,0	73,6	0,0	73,6	0,0	0,0	0,0
020	Services de santé et d'action sociale	56,6	0,0	0,0	0,0	56,6	16,5	40,1	0,0	0,0	0,0
021	Services collectifs, sociaux et personnels	104,2	0,0	2,7	0,0	106,9	0,1	106,8	0,0	0,0	0,0
022	Production imputée des services bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
023	Correction territoriale	0,0	35,1	0,0	0,0	35,1	0,0	-39,1	0,0	74,2	0,0
	Total	4262,0	909,9	311,4	0,0	5483,3	1697,1	2483,0	580,6	681,0	41,5

6.7. Equilibres Ressources emplois aux prix courants de l'année 2005

Milliards FCFA

Code	LIBELLE	Product.	Importat.	Droits & t.	Marge C.	TOTAL	Cons. Int	Cons. Fin.	FBCF	Export	Var. stock
001	Produits de l'agriculture vivrière	401,0	7,6	1,2	26,2	435,9	61,4	366,6	0,0	6,9	1,1
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	162,7	5,6	2,7	3,5	174,5	117,4	52,8	0,0	0,4	4,0
003	Produits de l'élevage et de la chasse	465,0	0,1	0,0	23,8	489,0	269,2	120,9	47,6	41,1	10,4
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	74,7	0,0	0,0	8,3	83,0	9,7	72,7	0,5	0,1	0,0
005	Produits de la pêche	114,5	0,2	0,0	21,3	136,0	15,5	120,4	0,0	0,1	0,0
006	Produits de l'extraction	36,7	1,8	5,6	11,1	55,2	45,2	9,9	0,0	0,0	0,0
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	563,4	116,8	50,4	73,2	803,9	98,1	692,9	0,0	8,4	4,5
008	Textiles et articles d'habillements	223,1	26,2	20,0	20,6	289,9	61,7	87,5	0,0	147,9	-7,1
009	Produits des autres activités industrielles	561,8	659,3	197,7	208,9	1627,7	675,1	387,9	195,4	378,5	-9,2
010	Electricité, Gaz et Eau	81,1	0,0	5,3	0,1	86,6	56,9	16,7	0,0	13,0	0,0
011	Travaux de construction	484,0	9,9	0,0	0,0	493,9	55,0	0,0	420,4	1,0	17,4
012	Commerce	397,0	0,0	0,0	-397,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
013	Services de réparation	82,0	0,0	0,0	0,0	82,0	41,0	41,0	0,0	0,0	0,0
014	Services d'hôtellerie et de restauration	75,5	0,0	1,5	0,0	77,0	9,6	67,4	0,0	0,0	0,0
015	Services de transports et de communications	330,8	101,7	23,1	0,0	455,6	228,3	169,1	0,0	58,1	0,0
016	Services financiers	72,6	8,6	17,2	0,0	98,3	76,3	18,1	0,0	3,9	0,0
017	Services immobiliers et services aux entreprises	193,9	36,9	8,6	0,0	239,4	127,6	100,4	2,9	8,5	0,0
018	Services d'administration publique	376,1	2,8	0,0	0,0	378,8	0,0	367,9	0,0	11,0	0,0
019	Education	77,6	0,0	0,0	0,0	77,6	5,3	72,4	0,0	0,0	0,0
020	Services de santé et d'action sociale	53,5	0,0	0,0	0,0	53,5	19,7	33,8	0,0	0,0	0,0
021	Services collectifs, sociaux et personnels	104,1	7,6	2,7	0,0	114,3	0,2	114,0	0,0	0,2	0,0
022	Production imputée des services bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
023	Correction territoriale	0,0	40,6	0,0	0,0	40,6	0,0	-37,7	0,0	78,3	0,0
	Total	4931,1	1025,7	335,9	0,0	6292,7	1973,0	2874,6	666,8	757,3	21,1

6.8. Equilibres Ressources emplois aux prix courants de l'année 2006

Milliards FCFA

Code	LIBELLE	Product.	Importat.	Droits & t.	Marge C.	TOTAL	Cons. Int	Cons. Fin.	FBCF	Export	Var. stock
001	Produits de l'agriculture vivrière	389,3	25,0	1,2	27,7	443,2	69,5	355,5	0,0	12,2	6,1
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	136,7	6,0	3,1	3,8	149,6	103,8	51,6	0,0	1,4	-7,2
003	Produits de l'élevage et de la chasse	479,7	0,1	0,0	24,8	504,6	276,7	124,3	49,0	43,6	11,0
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	80,6	0,0	0,0	8,5	89,1	10,2	76,6	0,6	0,1	1,5
005	Produits de la pêche	129,8	0,7	0,0	23,8	154,3	19,8	134,4	0,0	0,1	0,0
006	Produits de l'extraction	34,9	2,0	5,0	10,1	52,0	42,5	9,6	0,0	0,0	-0,1
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	586,9	135,1	56,0	76,3	854,3	100,5	722,7	0,0	10,0	21,1
008	Textiles et articles d'habillements	203,7	28,2	24,7	20,4	277,0	63,1	89,9	0,0	150,0	-26,0
009	Produits des autres activités industrielles	815,3	754,6	206,6	218,1	1994,6	751,7	385,4	232,9	616,0	8,5
010	Electricité, Gaz et Eau	84,5	0,0	5,2	0,1	89,7	60,6	20,0	0,0	9,1	0,0
011	Travaux de construction	504,9	8,6	0,0	0,0	513,5	51,3	0,0	441,5	1,8	18,9
012	Commerce	408,6	5,1	0,0	-413,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
013	Services de réparation	82,7	0,0	0,0	0,0	82,7	44,9	37,9	0,0	0,0	0,0
014	Services d'hôtellerie et de restauration	97,2	0,0	1,4	0,0	98,6	13,2	85,3	0,0	0,0	0,0
015	Services de transports et de communications	372,1	88,5	22,0	0,0	482,6	239,4	176,7	0,0	66,4	0,0
016	Services financiers	75,5	8,1	16,5	0,0	100,1	78,2	18,2	0,0	3,7	0,0
017	Services immobiliers et services aux entreprises	199,1	40,0	8,0	0,0	247,1	125,5	106,7	5,1	8,1	1,7
018	Services d'administration publique	395,1	1,5	0,0	0,0	396,5	0,0	385,1	0,0	11,5	0,0
019	Education	92,5	0,0	0,0	0,0	92,5	7,7	84,8	0,0	0,0	0,0
020	Services de santé et d'action sociale	55,9	0,0	0,0	0,0	55,9	19,5	36,5	0,0	0,0	0,0
021	Services collectifs, sociaux et personnels	108,9	8,0	2,9	0,0	119,8	0,2	119,4	0,0	0,1	0,0
022	Production imputée des services bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
023	Correction territoriale	0,0	62,8	0,0	0,0	62,8	0,0	-28,7	0,0	91,5	0,0
	Total	5333,7	1174,3	352,5	0,0	6860,4	2078,3	2991,8	729,0	1025,7	35,5

6.9. Equilibres Ressources emplois aux prix courants de l'année 2007

En milliards de FCFA

Code	LIBELLE	Product.	Importat.	Droits & t.	Marge C.	TOTAL	Cons. Int	Cons. Fin.	FBCF	Export	Var. stock
001	Produits de l'agriculture vivrière	477,5	15,4	1,0	30,0	523,9	77,0	428,9	0,0	11,7	6,3
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	132,4	5,8	2,9	4,9	146,0	90,2	63,3	0,0	12,0	-19,4
003	Produits de l'élevage et de la chasse	538,0	0,1	0,0	26,8	564,8	280,7	144,2	61,9	54,2	23,9
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	87,6	0,0	0,0	9,1	96,7	11,4	82,2	0,8	0,3	2,1
005	Produits de la pêche	141,8	0,2	0,0	25,9	167,9	20,5	147,2	0,0	0,2	0,0
006	Produits de l'extraction	60,8	2,3	5,3	16,4	84,8	76,2	9,3	0,0	0,0	-0,7
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	598,3	134,7	52,0	81,2	866,2	109,9	745,1	0,0	9,0	2,3
008	Textiles et articles d'habillements	183,1	38,9	21,1	22,2	265,3	64,5	98,5	0,0	118,3	-16,0
009	Produits des autres activités industrielles	830,5	850,8	201,8	239,4	2122,4	777,9	413,0	269,2	540,8	121,5
010	Electricité, Gaz et Eau	93,7	0,0	5,7	0,1	99,5	69,1	21,2	0,0	9,1	0,0
011	Travaux de construction	517,6	18,3	0,0	0,0	536,0	57,0	0,0	466,6	0,7	11,7
012	Commerce	456,0	0,0	0,0	-456,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
013	Services de réparation	83,4	0,0	0,0	0,0	83,4	44,7	38,7	0,0	0,0	0,0
014	Services d'hôtellerie et de restauration	106,4	0,0	1,6	0,0	108,0	15,0	93,0	0,0	0,0	0,0
015	Services de transports et de communications	421,8	87,3	24,6	0,0	533,7	261,4	215,7	0,0	56,6	0,0
016	Services financiers	101,5	5,2	20,4	0,0	127,1	99,6	25,2	0,0	2,3	0,0
017	Services immobiliers et services aux entreprises	203,2	40,7	9,1	0,0	253,0	135,4	106,6	1,8	9,2	0,0
018	Services d'administration publique	451,7	1,1	0,0	0,0	452,8	0,0	440,3	0,0	12,5	0,0
019	Education	108,1	0,0	0,0	0,0	108,1	9,9	98,2	0,0	0,0	0,0
020	Services de santé et d'action sociale	57,5	0,0	0,0	0,0	57,5	20,1	37,4	0,0	0,0	0,0
021	Services collectifs, sociaux et personnels	124,9	2,1	3,5	0,0	130,5	0,2	129,9	0,0	0,3	0,0
022	Production imputée des services bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
023	Correction territoriale	0,0	65,7	0,0	0,0	65,7	0,0	-40,2	0,0	105,9	0,0
Total		5775,7	1268,7	349,0	0,0	7393,4	2220,8	3297,7	800,2	942,9	131,8

6.10. Equilibres Ressources emplois aux prix courants de l'année 2007

Code	LIBELLE	Product.	Importat.	Droits & t.	Marge C.	TOTAL	Cons. Int	Cons. Fin.	FBCF	Export	Var. stock
001	Produits de l'agriculture vivrière	646,1	15,4	1,9	37,6	700,9	107,2	571,7	0,0	14,4	7,6
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	124,7	7,0	3,0	6,4	141,2	59,4	77,3	0,0	9,6	-5,1
003	Produits de l'élevage et de la chasse	610,7	0,4	0,0	29,3	640,3	319,9	167,2	71,1	54,7	27,4
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	97,5	0,0	0,0	10,0	107,6	12,6	91,4	0,9	0,2	2,4
005	Produits de la pêche	155,0	0,2	0,0	28,2	183,5	21,9	161,0	0,0	0,6	0,0
006	Produits de l'extraction	57,1	6,0	6,2	16,2	85,6	75,0	9,7	0,0	0,1	0,7
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	651,3	163,7	65,2	89,1	969,5	120,5	841,0	0,0	7,3	0,6
008	Textiles et articles d'habillements	150,3	49,9	17,8	24,7	242,6	70,1	109,6	0,0	97,5	-34,5
009	Produits des autres activités industrielles	905,9	1246,7	191,7	334,5	2678,8	1011,6	515,5	399,7	704,9	47,0
010	Electricité, Gaz et Eau	98,3	0,0	6,3	0,1	104,6	71,0	23,0	0,0	10,6	0,0
011	Travaux de construction	540,6	20,2	0,0	0,0	560,9	62,9	0,0	497,3	1,0	-0,3
012	Commerce	576,0	0,0	0,0	-576,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
013	Services de réparation	106,4	0,0	0,0	0,0	106,4	57,8	48,6	0,0	0,0	0,0
014	Services d'hôtellerie et de restauration	128,0	0,0	1,0	0,0	129,0	17,3	111,7	0,0	0,0	0,0
015	Services de transports et de communications	477,4	62,4	26,9	0,0	566,8	275,2	230,0	0,0	61,6	0,0
016	Services financiers	107,8	5,9	21,3	0,0	135,0	106,6	27,3	0,0	1,1	0,0
017	Services immobiliers et services aux entreprises	271,1	36,0	10,0	0,0	317,1	156,0	106,7	41,7	10,9	1,8
018	Services d'administration publique	568,1	1,1	0,0	0,0	569,2	0,0	563,6	0,0	5,6	0,0
019	Education	125,9	0,0	0,0	0,0	125,9	12,4	113,5	0,0	0,0	0,0
020	Services de santé et d'action sociale	60,6	0,0	0,0	0,0	60,6	20,7	39,9	0,0	0,0	0,0
021	Services collectifs, sociaux et personnels	130,7	1,0	3,9	0,0	135,6	0,2	135,3	0,0	0,1	0,0
022	Production imputée des services bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
023	Correction territoriale	0,0	65,9	0,0	0,0	65,9	0,0	-57,2	0,0	123,1	0,0
Total		6589,5	1682,0	355,3	0,0	8626,8	2578,3	3886,9	1010,7	1103,3	47,6

6.11. Equilibres Ressources Emplois aux prix courants de l'année 2009

Milliards de FCFA

Code	LIBELLE	Product.	Importat.	Droits & t.	Marge C.	TOTAL	Cons. Int	Cons. Fin.	FBCF	Export	Var. stock
001	Produits de l'agriculture vivrière	706,5	19,4	2,9	43,6	772,4	120,0	628,2	0,0	14,0	10,1
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	115,0	11,5	5,7	6,6	138,8	59,9	75,8	0,0	2,4	0,7
003	Produits de l'élevage et de la chasse	661,1	0,4	0,0	31,5	693,0	333,0	180,4	87,9	57,1	34,7
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	97,3	0,0	0,0	10,2	107,5	11,4	92,5	0,9	0,4	2,4
005	Produits de la pêche	151,0	0,0	0,0	27,7	178,7	20,2	157,9	0,0	0,6	0,0
006	Produits de l'extraction	27,5	4,9	6,7	8,3	47,4	41,1	5,9	0,0	0,0	0,4
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	689,5	150,7	84,0	93,3	1017,6	124,4	880,8	0,0	8,4	4,0
008	Textiles et articles d'habillements	186,5	38,4	25,5	25,0	275,4	74,4	111,8	0,0	74,7	14,5
009	Produits des autres activités industrielles	995,6	949,2	260,4	284,0	2489,3	953,4	503,0	299,1	714,5	19,4
010	Electricité, Gaz et Eau	105,1	0,0	6,9	0,1	112,1	80,2	24,4	0,0	7,5	0,0
011	Travaux de construction	579,0	23,9	0,0	0,0	602,9	69,2	0,0	531,3	2,4	0,0
012	Commerce	530,3	0,0	0,0	-530,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
013	Services de réparation	122,4	0,0	0,0	0,0	122,4	66,5	55,9	0,0	0,0	0,0
014	Services d'hôtellerie et de restauration	135,3	0,0	1,1	0,0	136,4	19,9	116,5	0,0	0,0	0,0
015	Services de transports et de communications	499,2	63,2	29,8	0,0	592,1	286,1	254,4	0,0	51,7	0,0
016	Services financiers	125,3	22,7	23,6	0,0	171,6	125,0	43,3	0,0	3,3	0,0
017	Services immobiliers et services aux entreprises	308,3	46,9	11,1	0,0	366,3	188,5	116,3	53,5	8,1	0,0
018	Services d'administration publique	576,1	5,8	0,0	0,0	581,8	0,0	572,7	0,0	9,2	0,0
019	Education	144,9	0,0	0,0	0,0	144,9	13,5	131,4	0,0	0,0	0,0
020	Services de santé et d'action sociale	67,2	0,0	0,0	0,0	67,2	22,8	44,4	0,0	0,0	0,0
021	Services collectifs, sociaux et personnels	132,8	1,2	3,7	0,0	137,7	0,4	137,1	0,0	0,3	0,0
022	Production imputée des services bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
023	Correction territoriale	0,0	48,0	0,0	0,0	48,0	0,0	-42,5	0,0	90,5	0,0
	Total	6955,8	1386,1	461,4	0,0	8803,3	2609,8	4090,0	972,6	1044,9	86,1

6.12. Equilibres Ressources Emplois aux prix courants de l'année 2010

Code	LIBELLE	Product.	Importat.	Droits & t.	Marge C.	TOTAL	Cons. Int	Cons. Fin.	FBCF	Export	Var. stock
001	Produits de l'agriculture vivrière	838,4	24,3	3,2	53,0	918,9	143,8	739,9	0,0	19,3	15,9
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	126,3	8,9	4,4	6,2	145,8	56,1	78,2	0,0	13,9	-2,5
003	Produits de l'élevage et de la chasse	745,4	0,7	0,0	32,3	778,4	374,4	209,2	98,8	49,3	46,8
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	98,9	0,1	0,0	10,6	109,6	11,6	97,6	0,0	0,3	0,0
005	Produits de la pêche	159,5	0,0	0,0	29,2	188,8	21,3	166,9	0,0	0,6	0,0
006	Produits de l'extraction	51,0	6,6	7,6	13,1	78,3	60,2	10,2	0,0	0,4	7,5
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	749,9	162,7	83,3	100,6	1096,5	124,3	967,8	0,0	10,1	-5,7
008	Textiles et articles d'habillements	193,2	57,3	25,5	27,0	303,0	81,3	124,2	0,0	89,5	8,1
009	Produits des autres activités industrielles	1078,9	1377,3	296,1	348,3	3100,6	1159,9	638,8	357,1	842,9	101,9
010	Electricité, Gaz et Eau	116,9	0,0	3,7	0,1	120,7	87,3	27,8	0,0	5,6	0,0
011	Travaux de construction	647,5	25,5	0,0	0,0	673,1	76,8	0,0	593,7	2,5	0,0
012	Commerce	620,5	0,0	0,0	-620,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
013	Services de réparation	128,6	0,0	0,0	0,0	128,6	68,5	60,1	0,0	0,0	0,0
014	Services d'hôtellerie et de restauration	142,4	0,0	0,0	0,0	142,4	19,7	122,6	0,0	0,0	0,0
015	Services de transports et de communications	556,7	62,7	13,6	0,0	633,0	308,2	261,7	0,0	63,1	0,0
016	Services financiers	143,9	22,8	21,9	0,0	188,6	134,7	50,1	0,0	3,8	0,0
017	Services immobiliers et services aux entreprises	344,0	50,0	4,3	0,0	398,4	208,8	135,4	49,1	5,0	0,0
018	Services d'administration publique	681,8	0,0	0,0	0,0	681,8	0,0	681,8	0,0	0,0	0,0
019	Education	163,1	0,0	0,0	0,0	163,1	14,2	148,9	0,0	0,0	0,0
020	Services de santé et d'action sociale	72,8	0,0	0,0	0,0	72,8	23,2	49,5	0,0	0,0	0,0
021	Services collectifs, sociaux et personnels	139,0	0,0	1,7	0,0	140,7	0,4	140,3	0,0	0,0	0,0
022	Production imputée des services bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
023	Correction territoriale	0,0	59,9	0,0	0,0	59,9	0,0	-41,5	0,0	101,3	0,0
	Total	7798,5	1859,0	465,2	0,0	10122,7	2974,8	4669,4	1098,7	1207,8	172,0

6.13. Equilibres Ressources Emplois aux prix courants de l'année 2011

Milliards de FCFA

Code	LIBELLE					TOTAL	Milliards de FCFA				
		Product.	Importat.	Droits & t.	Marge C.		Cons. Int	Cons. Fin.	FBCF	Export	Var. stock
001	Produits de l'agriculture vivrière	1005,4	35,0	3,4	60,3	1104,1	167,1	892,0	0,0	26,0	18,9
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	189,0	8,5	4,6	6,2	208,3	88,2	78,9	0,0	33,2	8,0
003	Produits de l'élevage et de la chasse	884,8	0,4	0,0	37,0	922,2	454,1	240,9	117,7	51,1	58,4
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	116,8	0,1	0,0	12,7	129,6	13,7	115,2	0,0	0,6	0,0
005	Produits de la pêche	166,9	0,0	0,0	30,6	197,5	24,4	172,2	0,0	0,9	0,0
006	Produits de l'extraction	43,4	6,6	7,8	11,4	69,1	57,1	9,2	0,0	6,3	-3,5
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	901,6	172,6	86,2	121,5	1282,0	160,2	1138,6	0,0	13,6	-30,4
008	Textiles et articles d'habillements	256,3	39,2	29,2	31,2	355,8	88,0	119,2	0,0	125,7	22,9
009	Produits des autres activités industrielles	1230,5	1369,6	308,1	396,9	3305,2	1338,5	659,2	372,4	944,1	-9,0
010	Electricité, Gaz et Eau	126,3	0,0	4,2	0,1	130,6	96,8	29,3	0,0	4,5	0,0
011	Travaux de construction	652,7	28,8	0,0	0,0	681,5	77,6	0,0	602,4	1,5	0,0
012	Commerce	707,8	0,0	0,0	-707,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
013	Services de réparation	132,7	0,0	0,0	0,0	132,7	72,5	60,2	0,0	0,0	0,0
014	Services d'hôtellerie et de restauration	149,0	0,0	0,0	0,0	149,0	20,7	128,3	0,0	0,0	0,0
015	Services de transports et de communications	568,5	107,1	14,5	0,0	690,1	330,4	287,8	0,0	71,9	0,0
016	Services financiers	162,8	20,2	24,8	0,0	207,8	149,1	52,4	0,0	6,3	0,0
017	Services immobiliers et services aux entreprises	385,8	65,6	8,9	0,0	460,2	259,1	144,8	50,0	6,2	0,0
018	Services d'administration publique	1002,5	0,0	0,0	0,0	1002,5	0,0	1002,5	0,0	0,0	0,0
019	Education	170,5	0,0	0,0	0,0	170,5	15,3	155,1	0,0	0,0	0,0
020	Services de santé et d'action sociale	73,8	0,0	0,0	0,0	73,8	24,3	49,5	0,0	0,0	0,0
021	Services collectifs, sociaux et personnels	140,3	0,2	2,0	0,0	142,5	0,3	141,9	0,0	0,3	0,0
022	Production imputée des services bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
023	Correction territoriale	0,0	56,2	0,0	0,0	56,2	0,0	-43,1	0,0	99,3	0,0
	Total	9067,4	1909,9	493,9	0,0	11471,2	3437,3	5434,2	1142,5	1391,7	65,3

6.14. Equilibres Ressources Emplois aux prix courants de l'année 2012

Milliards de FCFA

Code	LIBELLE	Product.	Importat.	Droits & t.	Marge C.	TOTAL	Cons. Int	Cons. Fin.	FBCF	Export	Var. stock
001	Produits de l'agriculture vivrière	1120,1	40,8	4,0	73,9	1238,7	166,4	1008,2	0,0	32,7	31,5
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	241,0	7,0	4,9	8,7	261,7	130,2	111,2	0,0	37,8	-17,5
003	Produits de l'élevage et de la chasse	999,3	0,6	0,0	42,4	1042,3	507,0	265,4	136,5	63,8	69,5
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	126,8	0,0	0,0	13,1	140,0	12,8	127,0	0,0	0,2	0,0
005	Produits de la pêche	200,6	0,0	0,0	36,7	237,3	27,4	208,9	0,0	1,1	0,0
006	Produits de l'extraction	64,0	5,7	8,6	14,7	93,0	71,9	11,8	0,0	7,5	1,8
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	918,1	194,3	77,8	119,8	1310,0	148,2	1169,6	0,0	12,8	-20,6
008	Textiles et articles d'habillements	359,3	43,8	24,5	34,3	461,9	103,0	127,5	0,0	228,1	3,3
009	Produits des autres activités industrielles	1409,9	1477,4	321,8	397,5	3606,5	1321,5	639,4	338,8	1224,6	82,1
010	Electricité, Gaz et Eau	117,9	0,0	3,0	0,1	121,0	90,8	26,0	0,0	4,1	0,0
011	Travaux de construction	461,9	19,0	0,0	0,0	480,8	56,0	0,0	423,9	1,0	0,0
012	Commerce	741,2	0,0	0,0	-741,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
013	Services de réparation	127,0	0,0	0,0	0,0	127,0	69,4	57,6	0,0	0,0	0,0
014	Services d'hôtellerie et de restauration	100,0	0,0	0,0	0,0	100,0	13,8	86,1	0,0	0,0	0,0
015	Services de transports et de communications	544,8	78,3	11,5	0,0	634,7	290,4	270,7	0,0	73,6	0,0
016	Services financiers	177,3	23,0	31,4	0,0	231,8	164,7	59,6	0,0	7,5	0,0
017	Services immobiliers et services aux entreprises	396,2	44,0	7,2	0,0	447,4	244,5	158,6	42,1	2,1	0,0
018	Services d'administration publique	837,8	0,0	0,0	0,0	837,8	0,0	837,8	0,0	0,0	0,0
019	Education	154,0	0,0	0,0	0,0	154,0	12,6	141,5	0,0	0,0	0,0
020	Services de santé et d'action sociale	75,6	0,0	0,0	0,0	75,6	24,3	51,3	0,0	0,0	0,0
021	Services collectifs, sociaux et personnels	139,4	0,0	0,7	0,0	140,1	0,3	139,5	0,0	0,3	0,0
022	Production imputée des services bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
023	Correction territoriale	0,0	52,1	0,0	0,0	52,1	0,0	-20,3	0,0	72,4	0,0
	Total	9312,1	1986,0	495,5	0,0	11793,6	3455,2	5477,3	941,3	1769,5	150,2

6.15. Equilibres Ressources Emplois aux prix courants de l'année 2013

Milliards de FCFA

Code	LIBELLE	Product.	Importat.	Droits & t.	Marge C.	TOTAL	Cons. Int	Cons. Fin.	FBCF	Export	Var. stock
001	Produits de l'agriculture vivrière	989,6	57,4	3,8	73,5	1124,3	169,2	900,3	0,0	32,1	22,7
002	Produits agricoles destinés à l'industrie ou à l'exportation	230,7	9,1	5,0	8,8	253,6	137,4	108,4	0,0	6,2	1,5
003	Produits de l'élevage et de la chasse	1079,6	1,2	0,0	42,2	1123,0	563,7	286,6	141,7	64,3	66,6
004	Prod. Sylviculture exploitation forestière	143,2	0,0	0,0	14,8	158,0	14,5	143,4	0,0	0,2	0,0
005	Produits de la pêche	214,5	0,0	0,0	39,2	253,8	29,3	223,3	0,0	1,1	0,0
006	Produits de l'extraction	46,7	11,4	4,8	11,9	74,8	72,2	8,2	0,0	9,6	-15,2
007	Produits de l'industrie agroalimentaire	1085,1	214,8	95,0	135,8	1530,6	176,8	1363,4	0,0	16,6	-26,2
008	Textiles et articles d'habillements	319,2	61,3	25,0	35,8	441,3	105,6	132,3	0,0	213,9	-10,5
009	Produits des autres activités industrielles	1374,2	1529,3	322,1	437,9	3663,5	1415,0	683,1	425,3	1120,2	19,9
010	Electricité, Gaz et Eau	140,3	15,5	2,4	0,1	158,4	122,0	31,9	0,0	4,5	0,0
011	Travaux de construction	562,7	20,2	0,0	0,0	582,9	61,1	0,0	520,8	1,0	0,0
012	Commerce	800,1	0,0	0,0	-800,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
013	Services de réparation	131,4	0,0	0,0	0,0	131,4	73,8	57,6	0,0	0,0	0,0
014	Services d'hôtellerie et de restauration	113,9	0,0	0,0	0,0	113,9	15,8	98,2	0,0	0,0	0,0
015	Services de transports et de communications	644,3	113,0	8,7	0,0	765,9	369,4	306,5	0,0	90,0	0,0
016	Services financiers	185,8	23,4	33,0	0,0	242,2	172,7	61,5	0,0	8,0	0,0
017	Services immobiliers et services aux entreprises	428,4	20,2	4,9	0,0	453,5	266,2	166,9	18,1	2,3	0,0
018	Services d'administration publique	937,5	0,0	0,0	0,0	937,5	0,0	937,5	0,0	0,0	0,0
019	Education	157,4	0,0	0,0	0,0	157,4	13,7	143,7	0,0	0,0	0,0
020	Services de santé et d'action sociale	81,8	0,0	0,0	0,0	81,8	25,1	56,7	0,0	0,0	0,0
021	Services collectifs, sociaux et personnels	172,1	0,0	4,8	0,0	176,9	0,3	176,3	0,0	0,3	0,0
022	Production imputée des services bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
023	Correction territoriale	0,0	58,2	0,0	0,0	58,2	0,0	-30,0	0,0	88,2	0,0
	Total	9838,3	2135,0	509,5	0,0	12482,9	3803,9	5855,6	1106,0	1658,5	58,8

ANNEXES

Annexe 1 : Résumé méthodologique

La méthodologie d'élaboration des comptes nationaux du Mali était jusque-là celle adoptée en 1985 et inspirée de la version 1968 du système de comptabilité nationale des Nations Unies (SCN 1968). Les besoins en matière de convergence au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ont conduit à apporter à partir de 2003, des modifications à cette méthodologie en vue d'une plus grande comparabilité des agrégats macroéconomiques des pays membres de l'Union.

L'adoption du Système de comptabilité nationale de 1993 d'une part et d'autre part la vieillissement de l'année de base des comptes nationaux ont rendu nécessaire la révision des comptes nationaux du Mali. Depuis 1999, l'INSTAT s'est engagé dans l'élaboration d'une série des comptes nationaux avec une nouvelle année de base (1997) et l'utilisation d'ERETES comme outil de travail. Mais la mobilité des cadres et l'insuffisance des ressources humaines, ont fait que les travaux ont accusé beaucoup de retard. Du début des travaux jusqu'en 2006, il n'y eu que quatre années de comptes nationaux. Pour absorber le retard dans la production des comptes nationaux, une stratégie a été mise en place. La stratégie consistait à un saut d'année (2000 à 2003) et combler ces années par une interpolation.

Ainsi, pour l'élaboration de la présente série de comptes nationaux, deux méthodologies ont été utilisées :

- ✓ L'élaboration des comptes nationaux en année courante 1999 et 2004-2013 sous ERETES,
- ✓ L'interpolation des comptes 2000 à 2003.

I. Méthodologie d'élaboration des comptes nationaux sous ERETES

1.1. Mise en place des nomenclatures

Les nomenclatures des activités et des produits utilisées sont conformes aux nomenclatures des activités (NAEMA) et des produits (NOPEMA) des Etats membres d'AFRISTAT. Ces dernières sont elles aussi conformes à la CITI Rév3. Dans la stratégie élaborée pour accélérer la production des comptes nationaux et vue l'insuffisance des ressources humaines de l'INSTAT, il a été décidé de réduire les nomenclatures des activités et des produits. Ainsi, la nomenclature des activités arrêtée pour l'élaboration de la présente série comprend 21 divisions et 37 Groupes pour les travaux détaillés sur les comptes de branches. La nomenclature des produits a été arrêtée à 60 produits pour les travaux sur l'équilibre ressources emplois.

De même une nomenclature des secteurs institutionnels conformes au SCN1993 a été mise en place. Au niveau agrégé, elle distingue l'économie nationale (OS1) du reste du monde (OS2). L'économie nationale se décompose en sociétés non financières (OS1001), sociétés financières (OS1002), administrations publiques (OS1003) ; ménages (OS1004) et institutions sans but lucratif au service des ménages (OS1005). Le secteur des administrations publiques (S1003) comprend 3 sous-secteurs qui sont : Administrations publiques centrales (OS1003001) ; Administrations publiques locales (OS1003002) et Service de sécurité sociale (OS1003003).

D'autres nomenclatures inhérentes au fonctionnement d'ERETES sont aussi utilisées. Il s'agit notamment sur les modes de valorisation, les opérations ; les statuts des valeurs.

1.2. Données sources

Les principales sources de données utilisées dans l'élaboration de la nouvelle série sont:

➤ Données administratives

- Les déclarations statistiques et fiscales (DSF) des entreprises : Chaque année les contribuables déposent trois bilans au niveau de la Direction Générale des Impôts (DGI). La DGI se charge de dispatcher entre la BCEAO, l'INSTAT et elle-même les dossiers. La collecte s'est sensiblement améliorée avec la collaboration étroite entre la DGI et l'INSTAT. Les données des administrations publiques : La loi des règlements au niveau de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP), le rapport d'exécution du Budget National, le Budget Spécial d'investissement (BSI), le rapport annuel sur les collectivités locales (DNTCP), le Rapport annuel sur les Assurances (DNCTP), le rapport annuel sur les EPA (DNTCP), Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE), , Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS), Institut nationale de prévoyance sociale (INPS), le rapport annuel de la Direction Nationale de la Production des Industries Animales (DNPIA), le rapport annuel de la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA),
- Les statistiques du commerce extérieur (INSTAT), la balance des paiements (BCEAO) ;
- L'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), l'Indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) ; les prix des produits agricoles (OMA)
- Le rapport de la Commission bancaire sur le bilan des banques et établissements financiers

➤ Données des enquêtes

- L'enquête agricole de conjoncture (EAC)

- Le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH).
- L'enquête malienne d'évaluation de la pauvreté (EMEP)
- L'enquête budget consommation (EBC)

➤ **Secteur informel**

1.3. Le traitement

Des tableaux de passage sont établis entre les données des sources et les nomenclatures et opérations de la comptabilité nationale. Après ce passage, on procède à une confrontation entre les sources de données et qui peuvent fournir les mêmes informations. Par exemple il y'a une cohérence entre certaines opérations du TOFE et de la balance des paiements. Pour ces opérations une seule est maintenue et les autres supprimées pour ne pas faire double emploi. De même il est procédé à la ventilation des données agrégées. Une seconde réconciliation consiste à réaliser plusieurs itérations pour rapprocher les PIB optiques production et dépenses et arrêter les niveaux des agrégats. Ces itérations sont réalisés simultanément dans les comptes de branches pour élaborer les comptes de production et d'exploitation, les équilibres ressources emplois des produits pour estimer les emplois du PIB et les matrices de qui-à-qui pour confronter les informations entre les secteurs ayant versé et ceux ayant reçu.

- Compte de branche

Le Compte de branche construit un lien avec les facteurs de production mis en œuvre (matières premières, travail, capital fixe). Il permet de calculer la valeur ajoutée et l'excédent brut d'exploitation. Les comptes de branches sont élaborés à prix courant et à prix constant. Après les vérifications sur les cohérences économiques, l'estimation des données manquantes, les consommations intermédiaires sont projetées par branches d'activités. Cette projection est faite suivant trois méthodes :

- (i). La méthode Leontief (hypothèse de constance des coefficients techniques en volume et prise en compte de l'effet prix) consiste à extrapoler les consommations intermédiaires de l'année précédente par l'indice de volume de la production pour obtenir les volumes et à inflater ces volumes par les indices de prix des consommations intermédiaires des produits pour obtenir les valeurs.
- (ii). La méthode « déflate » consiste à déflater les consommations intermédiaires en valeur de l'année courante par les indices de prix des consommations intermédiaires des produits pour obtenir les volumes
- (iii). La méthode ventile consiste à ventiler le niveau total des consommations intermédiaires par la structure de l'année précédente.

- Les équilibre ressources emplois

L'objectif des équilibres ressources emplois est d'articuler entre elles les données de l'offre et de la demande de chaque produit de la nomenclature. C'est donc un lieu de convergence des sources statistiques multiples et d'origine diverse et non articulées entre elles. Il faut donc établir un équilibre « ex-post ». L'on cherche à rapprocher l'offre et la demande d'un produit en faisant parfois des hypothèses justifiées. La démarche consiste à faire l'équilibre en valeur et ensuite celle au prix de l'année précédente. Pour se faire, certains éléments des emplois sont estimés au moment du traitement des sources ou des pré arbitrages :

- ✓ la consommation finale : consommation finale est projetée à partir de la structure de l'année 2001 provenant de l'EMEP. L'indice de l'évolution de la population est utilisé comme indice de volume et l'IHPC comme indice des prix.
- ✓ FBCF : les informations sur la Formation Brute du Capital Fixe (FBCF) sont obtenues de plusieurs sources à savoir : les DSF pour les sociétés et entreprises individuelles et le BSI (Budget spécial d'Investissement pour les Administrations Publiques. Pour les autres modes de production dont il n'existe pas de données, une estimation est faite lors des travaux sur les ERE.
- ✓ Variations de stocks : La Variation de Stocks (VS) constitue un emploi sensible. Les DSF renseignent partiellement sur le niveau des stocks (stockage et déstockage). Une correction de ces informations est faite au cours des ERE.- Exportations nettes : Les statistiques du commerce extérieur (importations et exportations) sont fournies par les sources du Commerce Extérieur (Cx) en ce qui concerne les biens et la Balance des Paiements (BoP) en ce qui concerne les services.

1.4. Les limites du travail

L'élaboration de la nouvelle série des comptes nationaux a été confrontée à certaines limites. Ces limites concernent surtout le manque de données dans certaines branche d'activités (sylvicultures, chasse, pêche etc.) ou la qualité des données de certaines sources.

Les branches d'activités comme la sylviculture, la chasse, la pêche ne disposent pas de dispositifs de collecte de données statistiques. L'estimation de la production dans ces branches reste très problématique. Des méthodes alternatives ont été utilisées pour leur estimation.

Certaines sources utilisées présentent beaucoup d'insuffisance quant à la qualité des données. C'est le cas par exemple de l'IHPI ou l'échantillon ne semble plus être représentatif ou encore des déclarations statistiques et fiscales qui peuvent présenter beaucoup d'incohérences.

II. L'interpolation des comptes 2000-2003

Dans la stratégie de rattrape de comptes nationaux, en plus de la réduction des nomenclatures, il a été décidé de faire un saut d'année. Les comptes de l'année 2004 ont été élaborés sous ERETES par rapport à ceux de 1999. Tous les indices de prix et de volume de 2004 ont été calculés par rapport à 1999. Après un modèle d'interpolation a été conçu pour élaborer les comptes des années sautées.

Le modèle d'interpolation est de type TABLO, un modèle quasi comptable standard qui permet de faire des prévisions cours termes. Il a été adapté dans le cadre de ces travaux de rattrapage des comptes nationaux.

Les données de base du modèle sont entre autres :

- Le TRE courant,
- Les données statistiques les plus caractéristiques des différentes branches d'activités (production agricole, or, le coton ...)
- Les indices de volume et de prix (IHPI et IHPC)
- La balance des paiements et les statistiques du commerce extérieur,
- Le TOFE et autres agrégats des finances publiques.

Toutes ces sources sont traitées suivant les maquettes de traitements mises en place dans le cadre des comptes avec ERETES.

Le modèle TABLO permet de produire deux types de comptes :

- Les comptes spontanés: Interpolation faite directement à partir des hypothèses de départs sans faire des arbitrages,
- Les Comptes arbitrés: Interpolation faite en arbitrant certaines hypothèses pour atteindre la cible

Annexe 2 : Collecte et traitement des sources

Les comptes nationaux du Mali sont élaborés à partir d'une vingtaine de sources de données recouvrant tous les secteurs de l'économie malienne. Il est présenté dans ce document quelques sources notamment :

- l'agriculture
- la source élevage
- la source de l'Administration Publique (APU)
- la source des entreprises (Déclaration Statistique et Fiscale-DSF-)
- et la source des collectivités territoriales

Il s'agit donc d'expliquer brièvement l'organisation de la collecte de données et les traitements effectués pour ces dernières sources.

I. Collecte des données

Certaines sources des comptes nationaux telles que les indices des prix, les indices de production industrielle, le commerce extérieur etc. sont disponibles à l'INSTAT. D'autres proviennent des directions centrales de l'Etat, des collectivités et la Banque Centrale.

L'élaboration des comptes nationaux au Mali est organisée sous forme de campagne. Une campagne représente les comptes d'une année donnée. Dans la suite, il sera noté **n** la campagne courante et **n-1** la campagne précédente. A l'ouverture d'une nouvelle campagne d'élaboration des comptes nationaux, un administrateur de compte est désigné par le chef de division de la comptabilité nationale avec l'accord du chef de département. Les sources sont collectées en deux étapes :

- ❖ Premièrement, les sources disponibles à l'INSTAT sont collectées par l'administrateur auprès des départements ou des divisions concernés ;
- ❖ Deuxièmement, une lettre explicitant les besoins (indicateurs, rapports etc.) est envoyée aux structures concernées.

Des difficultés sont souvent rencontrées dans cette dernière étape entre autres la lenteur des structures à envoyer les données. Il arrive souvent de les relancer plusieurs fois. Aussi, les déclarations statistiques fiscales des entreprises provenant des impôts arrivent souvent en retard. Ces facteurs constituent un handicap dans l'élaboration des comptes nationaux.

II. Traitement des sources

Une fois les sources réunies, l'étape suivante est leurs traitements. Pour ce faire, un certain nombre de sources est attribué aux différents cadres de la division de la comptabilité nationale pour traitement. L'INSTAT dispose déjà des maquettes préétablies pour chaque source. Par ailleurs, ces maquettes ont été élaborées avec l'appui technique des experts nationaux et internationaux. Il sera alors présenté dans ce présent document cinq principales sources notamment l'agriculture, l'élevage, la banque et assurance, la source des entreprises et la source des Administrations publiques.

Il faut par ailleurs signaler qu'une source de données peut être composée de plusieurs sources secondaires et souvent renseigne plusieurs branches d'activités. C'est le cas par exemple de la source élevage qui permet de renseigner en plus de la branche élevage, la branche agro-alimentaire à travers les informations sur la production de viande.

2.1. Agriculture

Au Mali, la source agriculture utilise cinq sources secondaires

- ❖ L'Enquête Agricole de Conjoncture (EAC) pour l'utilisation de la production agricole
- ❖ Les prix moyens de l'Observatoire du Marché Agricole (OMA)
- ❖ L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC)
- ❖ Et les rapports d'activités de la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA)
- ❖ La Déclaration statistique et fiscale de la Compagnie Malienne du Développement des Textiles (CMDT).

La source agriculture utilise plus d'une vingtaine de produits agricoles. Elle calcule les productions nettes totale, marchande et non marchande. Pour le calcul de la production nette, les taux de pertes sont utilisés en fonction des produits. Et les taux d'autoconsommations sont utilisés pour le calcul de la production non marchande. En outre, les valeurs de productions marchande et non marchande sont calculées en multipliant les quantités marchandes et non marchandes respectivement par les prix producteurs

2.2. Élevage

Les données de cette source proviennent principalement de la Direction Nationale des Productions et des Industries Animales (DNPIA). La source calcule différentes productions parmi lesquelles celles de l'élevage de bétails, de viande de bétails, de viande de chasse, de lait, des œufs, de viande de volailles et de miel, de cuirs et peaux etc. D'autres agrégats comme les importations, les exportations des bétails, les variations de stocks (VS) et les formations brutes de capital fixes (FBCF) sont calculés.

2.3. Administrations publiques (APU)

Les administrations publiques regroupent l'ensemble des entités créées par décision politique, qui ont une autorité législative, judiciaire ou exécutive sur les autres unités institutionnelles dans un domaine donné. Elle est composée des administrations publiques centrales, administrations publiques locales, et administrations publiques de sécurité sociale.

Au Mali, les administrations publiques sont constituées des entités suivantes :

- ❖ Le Trésor (y compris le budget d'investissement sur fonds propres)
- ❖ Le Budget d'Investissement de l'État (financements extérieurs)
- ❖ Les établissements publics à caractère administratif (EPA)
- ❖ L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS)
- ❖ la Caisse de Retraite du Mali (CRM)
- ❖ et les collectivités territoriales.

Les sources de données sont l'exécution du budget national en dépense et en recette,

- ❖ le rapport sur l'exécution triennal du budget spécial d'investissement,
- ❖ les comptes de gestion et le bilan de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS),
- ❖ le bilan et le compte de gestion de la Caisse de Retraite du Mali (CRM),
- ❖ les états financiers des autres EPA,
- ❖ les comptes des collectivités territoriales.

La Loi de Finance et le Tableau des Opérations Financières de l'État sont également utilisés. Le document d'exécution du budget, les états financiers des EPA et les comptes des collectivités territoriales sont collectés à la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP) ou à la Direction Nationale du Budget (DNB). Le rapport sur l'exécution triennal du budget spécial d'investissement est préparé par la Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPD). Pour ce qui est des deux autres sources, les documents sont fournis directement par les structures elles-mêmes.

2.4. Banques et Assurances

En ce qui concerne les *banques*, grâce à l'appui technique de l'AFRITAC de l'ouest, un outil de traitement a été élaboré. Les données de base utilisées sont des données déjà agrégées et publiées par la BCEAO. Elles assurent l'exhaustivité de la couverture ainsi qu'une meilleure qualité des données, car, la BCEAO procédant à des contrôles des informations transmises par les banques. Par ailleurs, le traitement des établissements de crédits figure sur une même maquette que celui des banques.

Concernant le secteur des Institutions de micro finance (IMF), le « Rapport annuel sur le secteur de la micro finance au Mali » établi par la Cellule d'Appui et de Suivi des Systèmes Financiers Décentralisés (CAS/SFD) du Ministère de la Promotion des Investissements et des Petites et Moyennes Entreprises permet de recueillir le minimum d'informations nécessaire à la prise en compte des activités des IMF. Les résultats présentés par le CAS/SFD ne portent que sur environ 40 des 59 structures identifiées dans ce secteur (soit une couverture de 68%). La couverture en terme d'activité, telle qu'elle pourrait être mesurée par le nombre de sociétaires, le montant des encours de crédits ou le montant des dépôts est nettement plus importante, compte tenu du fait que les structures non répondantes sont de petite taille.

Pour ce qui est des *assurances*, les comptes des entreprises d'assurance sont établis à partir d'informations agrégées produites par le Ministère des Finances, ce qui assure t une bonne couverture. Ces informations ont cependant l'inconvénient d'être présentées selon un détail très insuffisant pour les besoins d'analyse de la comptabilité nationale. De plus, le traitement retenu n'est pas adéquat. Comme pour les sociétés financières, l'appui technique de l'AFRITAC de l'ouest a permis de mettre en place une nouvelle table de passage, ainsi qu'une analyse complémentaire sur la base de documents financiers détaillés reçus directement des entreprises d'assurance. Ces documents détaillés permettent d'établir la structure de certaines dépenses et recettes. On suppose que cette structure est applicable à l'ensemble des entreprises d'assurance.

2.5. Les Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF)

En comptabilité nationale, le compte du secteur institutionnel des sociétés non financières et des entreprises individuelles est élaboré à partir des données des états financiers. Il existe un accord entre l'INSTAT et la Direction Générale des Impôts (DGI) selon lequel la DGI récupère une copie supplémentaire des états financiers des entreprises formelles pour la Statistique. C'est ainsi qu'à partir de juillet de l'année n, on enregistre les premiers états financiers de l'année n-1. Depuis quelques années, l'INSTAT actualise le répertoire des entreprises du Mali. Dans un premier temps, un recensement industriel a été réalisé par la Cellule de Planification et de Statistique du Ministère de l'Industrie et du Commerce en 2003. En 2004 la DNSI (actuelle INSTAT) dans le but de couvrir toutes les entreprises a

entrepris un recensement des entreprises ne faisant pas partie du champ des entreprises industrielles.

Une fois les DSF reçu une équipe d'accueil et de classification fait le pointage des documents pour vérifier la cohérence en termes de nombre et de contenu suivant le bordereau de transmission. Un fichier appelé « fichier accueil » permet à l'équipe de faire la codification des états financiers par branche d'activité et par produit. Ainsi, les anciennes entreprises prennent le code d'activité qui leur étaient attribuées dans le fichier et celles nouvellement créés entrent dans la base avec leur code branche d'activité et d'autres renseignements complémentaires qui permettent de les suivre dans le temps.

Les DSF codifiées sont ensuite saisies. La maquette de saisie est élaborée sur Excel. Elle est conforme à l'esprit du plan comptable SYSCOA-OHADA. Les informations saisies sont entre autres, le détail des charges d'exploitations, des produits, des investissements. En somme il s'agit des données du compte de résultat et du TAFIRE.

Des contrôles de cohérence et des corrections sont faits à la fin de la saisie pour valider les données et les préparer pour les comptes nationaux.

Annexe 2 : Définitions et concepts

1 - Notions de territoire économique, de résidence et du centre d'intérêt

1.1 - Territoire économique

Le territoire économique du pays est la zone géographique administrée par les pouvoirs publics (administration centrale) et à l'intérieur de laquelle, les personnes, les biens et les capitaux circulent librement. Ainsi, le territoire économique du Mali est constitué par :

- le territoire géographique du pays (les 8 régions et le District de Bamako) ;
- l'espace aérien national,
- les enclaves territoriales, c'est-à-dire les territoires géographiques situés dans le reste du monde et utilisés, en vertu de traités internationaux ou d'accords entre Etats, par les administrations publiques maliennes (ambassades, consulats) ;
- moins les enclaves extraterritoriales, c'est-à-dire les parties du territoire géographique du pays utilisées par des administrations publiques d'autres pays et par des institutions et des organisations internationales en vertu de traités internationaux ou d'accords entre Etats (ambassades et consulats étrangers installés au Mali, locaux occupés par des organismes internationaux).

-

1.2 - Résidence

La résidence est un attribut important dans le système de comptabilité nationale, parce que le statut de résident des producteurs détermine les limites de la production intérieure et influe sur l'évaluation du produit intérieur brut et de nombreux flux importants. Le concept de résidence adopté dans le SCN comme dans la balance des paiements n'est déterminé ni par la nationalité ni par un critère juridique, mais il est basé sur la possession d'un centre d'intérêt économique sur le territoire économique du pays de l'unité institutionnelle.

1.3 - Centre d'intérêt économique

Il est dit qu'une unité institutionnelle a un centre d'intérêt économique s'il existe, dans ce territoire économique, un lieu (logement, lieu de production ou autres locaux) I, à partir duquel, elle s'engage et entend continuer à s'engager, indéfiniment ou pendant une période finie mais longue (un an ou plus), dans des activités et dans des opérations économiques d'une ampleur significative. Dès lors, si une unité effectue dans ces conditions des opérations sur des territoires économiques dans plusieurs pays, elle sera

réputée avoir un centre d'intérêt économique dans chacun de ceux -ci. La propriété d'un terrain ou d'un bâtiment sur le territoire économique est suffisante pour conférer au propriétaire un centre d'intérêt économique dans le pays.

2 - Flux, opérations, secteurs institutionnels et branches

2.1 - Flux et opérations

Les flux que le SCN 1993 prend en compte sont de deux sortes : les « opérations » (ou transactions) et « autres flux ». Les « opérations » sont des flux économiques qui se réalisent au cours d'une période concernée d'un commun accord entre les unités économiques (y compris la production pour compte propre et les activités illégales). Elles peuvent résulter d'un échange ou faire l'objet de transferts et ce, en termes monétaires ou en nature. Les « autres flux » concernent les changements en volume affectant les différents éléments du patrimoine dus à des phénomènes exceptionnels tels que les découvertes, les guerres et les catastrophes naturelles ou en valeur en raison des variations des prix.

2.2 - Unités économiques

Le système utilise deux types d'unités économiques pour procéder au découpage de l'économie nationale : les unités institutionnelles et les établissements. Les unités institutionnelles sont utilisées pour permettre la lecture intégrée de l'ensemble des éléments se rapportant à la vie économique de ces unités. Autrement dit, il s'agit d'une approche institutionnelle facilitant l'analyse des flux concernant la création du revenu, l'appropriation et l'utilisation de ce revenu et enfin la constitution et la transformation du patrimoine. Les établissements sont utilisés pour l'analyse des aspects liés à la production. Un établissement n'a pas nécessairement d'autonomie de décision et peut produire plusieurs produits (produit principal et produits secondaires). Plusieurs établissements peuvent appartenir à une seule unité institutionnelle.

2.3 - Secteurs institutionnels

Les unités institutionnelles sont définies comme celles qui disposent de l'autonomie dans leur prise de décision et sont susceptibles, de plein droit, de détenir des actifs, de souscrire

des engagements et de conclure des contrats et d'exercer des activités dont elles sont directement responsables. Ces unités sont regroupées en cinq secteurs institutionnels (agents économiques) : les sociétés non financières, les sociétés financières, les Administrations Publiques, les ménages et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). Ces secteurs peuvent être décomposés en sous secteurs institutionnels pour affiner l'analyse. Ces cinq secteurs institutionnels réunis constituent l'économie totale. En pratique, ces secteurs ont été délimités en fonction de la réglementation aux niveaux institutionnel et fiscal en vigueur. A noter que le secteur des ménages comprend les ménages en tant que consommateurs et en tant que producteurs, propriétaires des entreprises individuelles

2.4 - Branches

Le découpage de l'économie nationale par le biais de l'unité institutionnelle ne constitue pas le contour le plus adéquat pour mener des analyses de l'ensemble des flux intervenant dans les processus de production. C'est pourquoi le SCN propose la décomposition des unités institutionnelles en établissements pour permettre la mise en évidence des relations d'ordre technico-économique de ce processus. L'établissement est défini comme l'unité statistique la plus fine pour laquelle il est possible de disposer des informations sur la production (production par produit, inputs par type de produit, salaires, emploi...). Les établissements sont classés par branche d'activités conformément à la nomenclature d'activités en vigueur selon l'activité principale (activité qui fournit la principale production).

3 - Système d'évaluation

Les opérations sur biens et services dans les comptes nationaux sont évaluées aux prix effectifs convenus entre les unités économiques. Les prix du marché constituent donc la référence de base pour la valorisation de ces opérations. La production vendue et la production stockée sont évaluées aux prix de base, les importations par produit aux prix CAF, l'ensemble des importations et des exportations aux prix FOB et les autres emplois de biens et services aux prix d'acquisition.

3.1 - Prix de base

Le prix de base correspond au montant que le producteur reçoit de l'acheteur par unité de bien ou de service produite, diminué des impôts sur les produits et augmenté des

subventions sur les produits. Les frais de transport facturés séparément sont exclus de ce prix. En l'absence d'un prix de marché, l'évaluation de la production s'opère au coût de production notamment dans le cas de la valorisation des productions non marchandes en particulier celle des Administrations Publiques.

3.2 - Prix d'acquisition

Le prix d'acquisition est le montant effectif payé par l'acheteur par unité de bien ou de service achetée. Il comprend les impôts nets de subventions sur les produits (la TVA incluse dans ces impôts ne concerne que la partie non déductible). Il renferme également les frais de distribution (marges de commerce) et les frais de transport acquittés séparément par l'acheteur pour prendre possession des produits au moment et au lieu voulus.

4 - Comptes et tableaux de synthèse

4.2 - Comptes de branches

Pour l'analyse des flux intervenant dans le processus de production, le SCN 1993 opte pour les établissements groupés en branches d'activité. La classification de ces établissements est effectuée selon leurs activités principales et les comptes de branches sont établis pour chaque poste de la nomenclature d'activité retenue de telle sorte que la séquence des comptes de chaque branche se limite aux comptes de production et d'exploitation.

Cependant, dans la pratique les unités statistiques de base correspondent en général aux entreprises et non pas aux établissements ce qui fait que l'analyse n'est effectuée par branche qu'en partie, et les comptes de production et d'exploitation sont établis par secteurs d'activité (entreprises classées selon l'activité principale). Par abus de langage, les secteurs d'activité sont aussi appelés branches.

4.3 - Comptes de biens et services

Les comptes de biens et services (ou équilibres ressources emplois : ERE) consistent à établir l'équilibre ex-post réalisé sur le marché pour chaque produit ou groupe de produits ainsi que pour l'économie totale. Ils sont construits pour chacune des positions de la nomenclature des produits de la comptabilité nationale en valeur courante et en volume. Pour chaque position de la nomenclature de produits retenue, l'ERE fournit d'un côté les ressources (disponibilités des produits à l'intérieur du territoire économique du pays) du

produit ou groupe de produits concerné et de l'autre les emplois (utilisations de ces produits) réalisés au cours de la période comptable.

4.4 - Tableau de synthèse : Tableau des ressources et des emplois (TRE)

Le TRE occupe une place privilégiée pour l'analyse de la sphère de production et des relations entre l'offre et la demande par produit. Ce tableau est utilisé, en outre, comme instrument de l'intégration de toutes les sources statistiques disponibles. Il permet, en particulier, d'assurer la cohérence des trois approches possibles pour le calcul de l'agrégat central qu'est le PIB. Il est construit, à l'instar des ERE et des comptes de branches, en valeur courante et en volume sauf la partie relative au partage de la valeur ajoutée.

Le TRE rassemble dans un même cadre comptable les comptes de biens et services par produit et les comptes de branches. Il fournit en plus, pour chaque branche, la ventilation de la production effective par produit (produit principal et produits secondaires) et de la consommation intermédiaire par produit.

5 - Principaux agrégats

5.1 - Produit intérieur brut (PIB)

Le PIB au prix de marché est la totalité du revenu généré au cours d'une période donnée par les unités productrices résidentes. Il peut s'obtenir selon trois optiques :

- **Optique production** : le PIB au prix de marché est la somme des valeurs ajoutées brutes de toutes les unités productrices résidentes (secteurs institutionnels ou branches d'activité), augmentée des impôts nets de subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs institutionnels et aux branches d'activité économique). La valeur ajoutée par secteur d'activité (ou par branche) correspond à la différence entre la production effective (production totale du secteur d'activité y compris les productions secondaires) et le total des consommations intermédiaires du secteur d'activité.
- **Optique dépense** : Le PIB au prix de marché est la somme des emplois finals de biens et de services (dépenses de consommation finale, formation brute de capital fixe, variation des stocks et exportations moins importations de biens et services).
- **Optique revenu** : le PIB au prix de marché est la somme de l'ensemble de la rémunération des salariés, des autres impôts nets de subventions sur la production et les importations et de l'excédent brut d'exploitation (plus le revenu mixte brut).

5.2 - Dépenses de consommation finale et consommation finale effective

Deux concepts de consommation finale sont à distinguer pour les secteurs qui ont une consommation finale. Il s'agit des dépenses de consommation finale et de la consommation finale effective.

5.2.1 - Dépenses de consommation finale

Elles concernent les Administrations Publiques, les ménages et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM). Les dépenses de consommation finale des Administrations Publiques comprennent les acquisitions de biens et services de consommation individuels et collectifs. Celles des ménages recouvrent les dépenses consacrées par les ménages résidents à l'acquisition de biens et de services de consommation individuels en vue de la satisfaction directe des besoins humains «individuels». Pour les ISBLSM, les dépenses de consommation finale, y compris la dépense imputée, couvre les dépenses que ces institutions consacrent à des biens et services de consommation individuelle.

5.2.2 - Consommation finale effective

Pour les Administrations Publiques, la consommation finale effective correspond à la valeur des services de consommation collectifs fournis à la collectivité. Pour les ménages, cette consommation recouvre l'ensemble des biens et des services de consommation individuelle qu'ils utilisent effectivement (ou consomment) quelle que soit la manière dont ils sont financés. Ils sont de trois catégories de biens et services acquis :

- au moyen de la dépense des ménages eux-mêmes ;
- en tant que transferts sociaux en nature provenant des ISBLSM (les ISBLSM étant intégrés avec les ménages, ces dépenses étant compris dans les dépenses de consommation finale du secteur) ;
- en tant que transferts sociaux en nature provenant des Administrations Publiques.

Il convient de noter par ailleurs que les ISBLSM n'ont pas de consommation finale effective et que les transferts sociaux en nature couvrent la production non marchande des Administrations Publiques et des ISBLSM livrée gratuitement, ou à des prix économiquement non significatifs, aux ménages, ainsi que les biens et services achetés à des producteurs marchands et fournis à ces derniers.

5.3 - Formation brute de capital fixe

La formation brute de capital fixe (FBCF) est constituée par les acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus du processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

5.4 - Services d'intermédiation financière indirectement mesurés

Les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) représentent la part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts rémunérés de leurs clients et sur les prêts (Crédits) qu'ils leur accordent. Les SIFIM sont conventionnellement évalués à partir de la différence entre les revenus de la propriété (hors revenus de la propriété provenant du placement des fonds propres) et les intérêts versés par ces intermédiaires. Ils sont ainsi imputés à la production des sociétés financières. Dans les comptes nationaux publiés dans ce rapport, les SIFIM n'ont pas été affectés par catégories d'emploi et par branches ou secteurs. Il a été convenu de les faire consommer par une unité fictive ayant une production nulle et une valeur ajoutée négative égale au même montant. Par conséquent, ce montant doit être retranché du total de la valeur ajoutée des branches et des secteurs afin d'éviter un double emploi. Ce qui a nécessité une correction du côté des ressources des sociétés financières comme un élément d'ajustement.